



Bibliothèque St-Sulpice
340 rue St-Denis
Montréal

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, VENDREDI, 31 DÉCEMBRE 1926

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, 31ST DECEMBER, 1926

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE"

TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

TARIF DES ANNONCES

ADVERTISING RATES.

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

La matière tabulaire est comptée double.

Tabular matter at double rate.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Slips, \$1.00 per dozen.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publica-

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

tion, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B. — Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,

L.-AMABLE PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4877

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L. AMABLE PROULX,

King's Printer.

Government House.

4878

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PÉRODEAU.

GEORGE V. par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires. Nous vous convoquons par les présentes pour le ONZE JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PÉRODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre dite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-six, et de Notre Règne le dix-septième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne

en chancellerie à Québec,

5185—48-7

L.-P. GEOFFRION.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PÉRODEAU.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business. We hereby convene you for the ELEVENTH day of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Trusty and Well-Beloved the Honourable NARCISSE PÉRODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty-six and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,

Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

5186—48-7

Bills privés, Assemblée législative

Private Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 28 décembre 1926 et présentés avant le 1er février 1927, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 21 janvier 1927, et reçues avant le 26 janvier 1927, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 15 février 1927.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 28th December, 1926, and introduced before the 1st February, 1927; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 21st January, 1927, and received before the 26th January, 1927; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 15th February, 1927.

Québec, ce 18 novembre 1926.

Quebec, 18th November, 1926.

5187—48-7

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

5188—48-7

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

Lettres patentes

Letters patent

"Carrier Co., Limited".

"Carrier Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de décembre 1926, constituant en corporation: Didace Carrier et Delle Marie-Anna Savard, comptables, de la cité de Montréal, et Antoine-Bernard Hamelin, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1926, incorporating: Didace Carrier and Miss Marie Anna Savard, accountants, of the city of Montreal, and Antoine Bernard Hamelin, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

Souscrire, assurer et acquérir par achat, ou échange ou autre titre légal, et détenir, soit absolument comme propriétaires ou par voie de garanties collatérales ou autrement, et offrir à la souscription du public, vendre, garantir la vente et céder, transférer ou disposer autrement des obligations, des débetures, parts, actions ou autres valeurs, acceptation d'effets commerciaux, récépissés d'entrepôts, billets, ventes conditionnelles, contrats, billets à ordre, ainsi que toutes sortes d'effets commerciaux et de créances de tous gouvernements ou de toutes banques, de toutes corporations municipales ou scolaires, commissions d'utilités publiques, compagnies ou corporations industrielles ou autres, ou de tous individus ou associations; transiger et exercer l'industrie d'agence générale, financière et de courtage, et agir en qualité d'agents et de courtiers pour l'achat, la vente, l'embellissement, le développement et l'administration de tous biens industriels ou entreprises;

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title, and to hold, either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to offer for public subscription, sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of bonds, debentures, stocks, shares and other securities, trade acceptances, warehouse receipts, notes, conditional sales, contracts, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidence of indebtedness of any government or municipal or school corporation or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or of any individuals or associations; to transact and carry on a general financial agency and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

Agir en qualité de courtiers d'assurance, d'agents et de courtiers pour la placement, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers;

To act as insurance brokers and as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer toutes corporations ou compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement, toutes industries ou commerces existant actuellement, et les réorganiser et les développer;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company having objects similar in whole or in part to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise any existing business or industry, and to re-organize and develop the same;

De temps à temps demander, acheter, ou acquérir, par cessions, transferts ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, concession, droit ou privilège qu'un gouvernement ou autre autorité suprême, municipale ou locale ou toute corporation ou

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, concessions, rights or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation

autre corps public aurait le pouvoir de décréter, de faire ou d'accorder et affecter les actions, les obligations et les biens de la compagnie pour en défrayer les frais et dépens nécessaires;

Pour les fins de la compagnie, acheter, prendre à bail ou en échange et acquérir autrement tous biens mobiliers ou immobiliers, et les vendre, les embellir, les administrer, les développer, les louer, les céder, les faire valoir ou en disposer autrement, et faire le commerce des immeubles en général, agir comme agents d'immeubles, et donner quittance bonne et valable, emprunter sur hypothèque, faire le commerce des hypothèques;

Vendre, louer ou disposer autrement de l'actif, des biens et de l'entreprise de la compagnie, ou d'une partie quelconque des dits biens, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions les obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou de nature à accroître la valeur des biens ou des valeurs de la compagnie, et prendre ou acquérir autrement les actions et valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les rémettre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Émettre et répartir comme acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement complet ou partiel de toute industrie, franchise, biens droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débetures, ainsi que de tous autres biens ou droits qu'elle pourrait acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, promesses, prêts, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toutes corporations, compagnies, individus ou associations avec lesquels la compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par ces dites compagnies, corporations, individus ou associations ou par cette dite personne;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie, de la manière qui sera décidée de temps à autre;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer, ou en garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou les obligations, les débetures, les actions-débetures ou autres valeurs ou au sujet de la formation ou de l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

Faire toutes les choses ci-dessus en qualité de principal, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses se rattachant ou de nature à atteindre les objets ci-dessus, sous le nom de "Carrier Co., Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs and expenses thereof;

For the purposes of the company to purchase, take on lease or in exchange and otherwise acquire any real and personal property, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and or otherwise deal with the same, and to carry on a real estate business generally, to act as real estate agent and to give good and valid discharge, to borrow on hypothec and deal in hypothecs;

To sell, lease or otherwise dispose of the assets, property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds or securities of any other company;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or undertake, or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchise, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, promise, loan, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association or by any such person;

To invest and deal with the moneys of the company in such manner as may from time to time be determined;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any bonds, debentures, debenture stock or other securities, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all the hereabove things as principal, agents, contractors or otherwise, either alone or in conjunction with others;

To do all other things connected with or of a nature to attain the hereabove objects, under the name of "Carrier Co., Limited", with a total capital-stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de décembre 1926, constituant en corporation: Daniel Hardy Boisseau, détective, demoiselles Marie-Anna Savard, comptable, Laurence Marcotte, dactylographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5791 ALEXANDRE DESMEULES.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
5792 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Globe Detective Service, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de décembre 1926, constituant en corporation: Daniel Hardy Boisseau, détective, demoiselles Marie-Anna Savard, comptable, Laurence Marcotte, dactylographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Conduire une entreprise pour fin de faire enquête sur les crimes ou offenses commis ou qui peuvent avoir été commis, lorsque dûment autorisés, et d'obtenir l'appréhension et l'arrestation des criminels ou des personnes coupables; de prévenir la commission de crimes ou d'offenses quelconques; de surveiller et de protéger les biens personnels ou réels et d'obtenir les preuves nécessaires des faits et de la part de témoins en vue de protéger les droits personnels ou réels dans les procédures légales; d'employer une main d'œuvre nécessaire pour les fins susdites; d'établir, maintenir et de diriger un bureau général d'informations et de détectives pour poursuivre les affaires générales et d'usage pour ces fins, comprenant l'achat et l'obtention, par tous moyens légaux, de statistiques et de renseignements concernant le commerce, la solvabilité, le crédit et la responsabilité des individus, des corporations ou des entreprises commerciales quelconques dans toutes les parties du monde, et de disposer, de vendre ou de louer, ou de faire usage d'une manière légale de toutes ces informations, statistiques, faits, circonstances ainsi obtenus, et de procurer de l'ouvrage à la main d'œuvre et journaliers, et de fournir cette main d'œuvre ou journaliers à toutes compagnies, à toutes entreprises ou à toutes personnes, et de faire des contrats avec toutes compagnies ou particuliers en vue de procurer de la main d'œuvre ou des employés pour les fins de leur entreprise, d'une manière légale, de fournir des employés quelconques ainsi à ces compagnies ou personnes;

Agir comme agent général des employeurs et des employés;

Acquérir des immeubles, en faire le commerce lorsque la compagnie le jugera à propos, servir comme agent ou particulier pour ces fins, donner quittance bonne et valable, vendre des immeubles avec profit, donner un titre valable pour les fins de la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers, les vendre, les embellir, les administrer, les développer, les louer, les céder, les faire valoir, agir comme entrepreneurs, comme constructeurs d'immeubles, soit seul ou conjointement avec d'autres, emprunter, consentir une hypothèque valable, donner quittance;

Agir en qualité de courtiers d'assurances, d'agents et de courtiers pour le placement, le prêt, le paiement et la transmission de deniers;

D'émettre et répartir comme acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement complet ou partiel de toutes entreprises, franchises, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débentures, ainsi que tous autres biens ou droits

"Globe Detective Service, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1926, incorporating: Daniel Hardy Boisseau, detective, Misses Marie-Anne Savard, accountant, Laurence Marcotte, typist, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on an undertaking for the purpose of making inquiry into crimes or offences committed or which may have been committed, when duly authorized, and to obtain the apprehension and arrest of criminals or guilty persons; to prevent the commission of crimes or offences of any kind; to watch over and protect real or personal property and to obtain the necessary proof of facts and from witnesses so as to protect personal or real rights in legal proceedings; to employ the help necessary for the aforesaid purposes, to maintain and direct a general detective and information bureau to carry on the general and customary business for such purposes, including the purchase and obtaining by all lawful means of statistics and information concerning trade, solvency, credit and responsibility of individuals, commercial corporations or undertakings whatever in all parts of the world, and to dispose of, sell, lease or make use of in a legal manner any such information, statistics, facts, circumstances thus obtained, and to procure work for workmen and laborers and to supply such workmen or laborers to any companies, undertakings or persons, and to make contracts with any companies or individuals so as to obtain workmen or employees for the purposes of their undertaking in a lawful manner, to supply any laborers whatever thus to such companies or persons;

To act as general agents for employers and employees;

To acquire immovable property and deal therewith when the company may so deem fit, act as agent or individual for such purposes, give good and valid payment therefor, sell immovable property with profit, give a valid title for the purposes of the company;

To purchase, take on lease or in exchange or otherwise acquire any movable or immovable property, sell, improve, manage, develop, lease, assign, turn same to account, act as contractors, builders, either alone or in conjunction with others, to borrow, give a valid hypothec and give a receipt;

To act as insurance brokers, agents and brokers for the investment, loan, payment and transfer of money;

To issue and allot as paid up shares of the company hereby incorporated in full or part payment for any undertakings, franchises, property, rights, powers, privileges, leases, permits, contracts, immovables, shares, bonds and debentures and also any other assets or rights which it may have in virtue of the powers hereby confer-

qu'elle pourra avoir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes;

Promouvoir, organiser, administrer et développer toutes corporations ou compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par bail, achat ou autrement toutes entreprises du même genre existant actuellement, les réorganiser et les développer lorsque ces compagnies ou entreprises sont dûment autorisées à poursuivre les mêmes objets que la compagnie;

Faire toutes les choses ci-dessus en qualité de principal, d'agent, d'entrepreneur ou autrement et cela seul ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses s'y rattachant ou de nature à atteindre les objets ci-dessus, sous le nom de "Globe Detective Service, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Les règlements dont les requérants demandent l'insertion dans les lettres patentes se lisent comme suit:

RÈGLEMENT NO 1

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt, non compris ses employés actuels, ses anciens employés actionnaires de la compagnie qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi, et tout appel au public pour la souscription des actions de la compagnie est interdit.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5793 C.-J. SIMARD.

"Graphic Arts Association, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre 1926, constituant en corporation: James-Roy Henderson et Arthur Fontaine, imprimeurs, tous deux de la cité d'Outremont, dans la province de Québec, et Herbert-Louis Gnaedinger, William-Amable Desbarats, Robert Birch, Douglass Churchill, Alfred-John Floud et Frederick Fulton Esler, imprimeurs, de la cité de Montréal, dans la dite province, et Gain Edwin Delmedge Corneil, Gerald Manning Marham, William Waugh Southam, Henry Jay Ronalds, Charles Gordon Brown, Robert Fortier, Frank Cheders McElroy et Hullett Desbarats, imprimeurs, de la cité de Westmount, dans la dite province, pour les fins suivantes:

a. Promouvoir et protéger les intérêts de l'industrie de l'imprimerie et maintenir un haut degré d'efficacité dans la dite industrie, et aider aux membres de l'association pour établir et surveiller des méthodes de comptabilité moderne pour établir le coût de revient et autres systèmes;

b. Inculquer aux membres de l'association un esprit d'harmonie et d'unité et de loyauté les uns envers les autres et élever une règle d'éthique applicable à l'industrie de l'imprimerie;

c. Aider les membres de l'association dans l'organisation de groupes dans l'association, comprenant ceux engagés dans des branches spécifiques de l'industrie de l'imprimerie et des métiers alliés;

d. Transmettre aux membres de l'association, individuellement et collectivement, tous les ren-

red on the company;

To promote, organize, manage and develop any corporations or companies whose objects are similar or partly similar to those of the company, and to acquire by lease, purchase or otherwise any undertakings of the same kind actually existing, re-organize and develop same when such companies or undertakings are duly authorized to pursue the same objects as the company;

To do all the hereabove things as principal, agent, contractor or otherwise and such alone or jointly with others;

To do all the other things connected therewith or conducive for the attainment of the hereabove objects, under the name of "Globe Detective Service, Limited", with a total capital-stock of ten thousand dollars (\$10,000.00, divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The by-laws which the petitioners applied to have inserted in the Letters patent are as follows:

BY-LAW NO. 1

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty, not including its actual employees, its former employees, shareholders of the company, who have continued so to be after having left such employ; and any appeal to the public to subscribe for shares of the company shall be prohibited.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1926.

C. J. SIMARD,
5794 Assistant Provincial Secretary.

"Graphic Arts Association, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1926, incorporating: James Roy Henderson and Arthur Fontaine, Printers, both of the city of Outremont, in the Province of Quebec, and Herbert Louis Gnaedinger, William Amable Desbarats, Robert Birch, Douglass Churchill, Alfred John Floud and Frederick Fulton Esler, Printers, of the city of Montreal, in the said province, and Gain Edwin Delmedge Corneil, Gerald Manning Marham, William Waugh Southam, Henry Jay Ronalds, Charles Gordon Brown, Robert Fortier, Frank Cheders McElroy and Hullett Desbarats, Printers, of the city of Westmount, of the said Province, for the following purposes:

a. To advance and protect the interests of the printing industry, and to maintain a high standard of a efficiency in the said industry, and to assist the members of the association in the installation and supervision of the Standard Cost Finding Accounting, and other systems;

b. To inculcate among the members of the association a spirit of harmony and unity, and loyalty to one another, and to elevate the standard of ethics applicable to the printing industry;

c. To assist the members of the association in the organization of groups of the association, comprising those engaged in specific branches of the printing industry and of trades allied to same;

d. To transmit to the members of the association individually and collectively such information

seignements qui seront jugés avantageux pour l'industrie de l'imprimerie;

e. Fournir aux membres de l'association les services additionnels qui seront de temps à autre inaugurés;

f. Fournir des classes et fournir les moyens de suivre des cours éducationnels;

g. Exercer en général les professions de lithographes, imprimeurs, éditeurs, graveurs, relieurs, papetiers, agents de publicité; et manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de livres de comptabilité, registres perpétuels, systèmes de comptabilité à feuilles mobiles, livres de comptes et papeterie; acheter, vendre, manufacturer, troquer, exploiter et faire le commerce de matériel, machineries, outils, mobiliers, accessoires, instruments et articles requis, utilisés ou qui se rapportent ou qui sont ou peuvent être utilisés en rapport avec les dits arts et industries ou aucun d'eux;

h. Importer, exporter, manufacturer, acheter et vendre et faire le commerce d'effets, denrées et marchandises;

i. Construire des édifices à bureaux et autres et des usines qui conviennent aux fins de la compagnie et maintenir, gérer et exploiter les dits édifices après leur érection ou construction;

j. Organiser et maintenir un club ou des clubs avec succursales pour les besoins sociaux et professionnels des membres de l'association;

k. Faire les démarches jugées nécessaires de temps à autre, pour promouvoir de la législation profitable aux membres de l'association et utiliser les fonds de l'association pour telle fin;

l. Exercer toute autre industrie que l'association pourrait exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de l'association ou les rendre profitables;

m. Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de l'association, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à l'association et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

n. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que l'association jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

o. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que l'association a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de l'association, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement de leur prix d'achat;

p. Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à l'association; garantir aussi le

as may be deemed to be of advantage to the printing industry;

e. To furnish members of the association such additional services as may from time to time be inaugurated;

f. To form classes and to furnish instruction for the study of educational courses;

g. To carry on business generally as lithographers, printers, publishers, embossers, bookbinders, stationers, advertising agents; to manufacture, purchase, sell or otherwise deal in account registers, perpetual registers, loose leaf accounting systems, account books, and stationery; to buy, sell, manufacture, trade, work and deal in plant, machinery, tools, furniture, supplies, appliances and articles requisite in, used or connected with or which can or may be used in connection with the said arts and businesses or any of them;

h. To import, export, manufacture, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise;

i. To construct office and other buildings and works convenient for the purposes thereof, and to maintain, manage, and carry on the said buildings when so erected or constructed;

j. To organize and maintain a club, or clubs, or branches thereof, for the social and professional requirements of the members of the association;

k. To take such steps as may be deemed necessary, from time to time, to encourage legislation beneficial to the members of the association, and to use the funds of the association for that purpose;

l. To carry on any other business which may seem to the association capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the association's property or rights;

m. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the association, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the association, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

n. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the association may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

o. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the association is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the association, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

p. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the association and to guarantee payment

remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

q. S'associer ou conclure des conventions ou fusions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que l'association a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à l'association; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les rémettre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

r. Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres, ou d'autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de l'association, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à l'association et les vendre ou autrement en disposer;

s. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de l'association pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

t. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels l'association serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

u. Placer les deniers disponibles de l'association et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

w. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de l'association;

x. Louer, vendre, échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de l'association, ou en disposer autrement, pour le prix que l'association croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de l'association;

y. Acquérir l'entreprise et assumer les obligations de la section des arts graphiques de l'association des Manufacturiers Canadiens;

z. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Le mot "Association" mentionné aux paragraphes "A" à "Z", inclusivement, signifie "Graphic Arts Association, Incorporated", sous le nom de

of the principal of any dividends and interests on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

q. To enter into partnership or into arrangement amalgamation for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the association is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the association; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

r. To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the association or carrying on any business capable to being conducted so as directly or indirectly to benefit the association and to sell or otherwise dispose of the same;

s. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concessions, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the association's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

t. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the association may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

u. To invest and deal with the moneys of the association not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

w. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this association;

x. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the association or any part thereof, for such consideration as the association may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the association;

y. To acquire the undertakings and assume the liabilities of "Graphic Arts Section of the Canadian Manufacturers Association";

z. To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

The word "Association" referred to in paragraphs "A" to "Z" inclusive means "Graphic Arts Association, Incorporated", under the name

"Graphic Arts Association, Incorporated", avec un capital total de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en deux cents (200) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5795 C.-J. SIMARD.

of "Graphic Arts Association, Incorporated", with a total capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into two hundred (200) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1926.

C. J. SIMARD,
5796 Assistant Provincial Secretary.

"Imprimerie Chalifour, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de décembre 1926, constituant en corporation: Juliette Ritchot, fille majeure, Jean-Hector Messier, comptable, et Olivier Jasmin, gentilhomme, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Pratiquer l'industrie et le commerce d'imprimerie, de lithographie, de photogravure, d'annonces, d'électrotypie, de stéréotypie, de gravure, de photographie, de caractères d'imprimerie, de reliure, de librairie, d'illustration, de papeteries, d'objets d'art et de tout ce qui n'est pas incompatible avec ces commerces et industries;

Editer, imprimer, publier, acheter et vendre des livres, brochures, journaux, revues, journaux et toutes publications périodiques ou autres;

Acheter, louer et exploiter, à quelque titre que ce soit, des revues, journaux, publications ou autres entreprises, ainsi que les ateliers, fabriques, magasins et bureaux nécessaires ou correspondants aux diverses industries qu'elle exploite, vendre, louer, affermer ou faire exploiter en tout ou en partie par d'autres personnes ou compagnies des journaux, publications et autres entreprises, ainsi que les ateliers, fabriques, magasins et bureaux nécessaires ou correspondants à ces diverses entreprises;

S'associer, se fusionner par vente ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant des négociations ou commerces analogues à ceux qu'elle pratique ou peut pratiquer;

Acquérir, louer, posséder à quelque titre que ce soit, des biens mobiliers ou immobiliers, les louer, vendre, ou en disposer de toute autre manière;

Acquérir, détenir ou posséder des actions ou obligations d'autres compagnies ou corporations faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Donner des actions libérées de la compagnie en paiement total ou partiel du prix des biens meubles et immeubles acquis par la compagnie, de toute licence, bail ou privilège exercé par la compagnie, de tout travail fait ou à faire pour la compagnie, sous le nom de "Imprimerie Chalifour, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5797 C.-J. SIMARD.

"Imprimerie Chalifour, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1926, incorporating: Juliette Ritchot, spinster, Jean Hector Messier, accountant, and Olivier Jasmin, gentleman, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To practise the industry and business of printing, lithographing, photoengraving, advertising, electroplating, engraving, photography, printing characters, binding, stationery, illustrations, paper, works of art and anything compatible with such business and industry;

To edit, print, publish, purchase and sell books, pamphlets, newspapers, reviews, journals, or any periodical or other publication;

To purchase, lease and exploit, under any title whatever, reviews, newspapers, publications or other undertakings, as well as the workshops, factories, shops and offices necessary or corresponding to the divers industries thus exploited, to sell, rent, lease or cause to be exploited in whole or in part by other persons or companies newspapers, publications and other undertakings, as well as the workshops, factories, shops and offices necessary or corresponding to such divers undertakings;

To enter into partnership, to amalgamate by sale or otherwise with any person or company carrying on negotiations or business similar to that carried on or capable of being carried on by the company;

To acquire, lease, own, under any title whatever, movable or immovable property, to lease, sell or in any manner dispose thereof;

To acquire, hold or own shares or bonds in other companies or corporations carrying on a business in whole or in part similar to that of the present company;

To give paid up shares of the company in total or partial payment for the price of movable and immovable property acquired by the company, for any license or privilege exercised by, or work done or to be done for the said company, under the name of "Imprimerie Chalifour, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of December, 1926.

C. J. SIMARD,
5798 Assistant Provincial Secretary.

"J.-E. Tousignant, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de décembre 1926, constituant en corporation: J.-Emile Tousignant, agent d'assurance, Dame Jeanne de Vaudreuil, épouse séparée de biens de J.-Emile Tousignant, et le dit J.-Emile Tousignant, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, et Aldéric Blain, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités, les fonctions d'agent d'assurance et spécialement solliciter des clients et obtenir pour eux, des compagnies d'assurance, des polices d'assurance pour tous les risques possibles, obtenir des dites compagnies tous les divers contrats d'assurance et de ré-assurance, contre l'incendie, contre le vol, bris de glaces, sur la vie et contre les accidents, de quelque nature que ce soit, par suite desquels l'assuré ou toute autre personne souffrira des dommages matériels, des pertes pécuniaires, des blessures corporelles, ou sera mis dans l'impossibilité de vaquer à ses occupations, ou, dans le cas de mort, garantir aux représentants de la personne assurée le paiement d'une certaine somme aux conditions convenues. Recevoir et payer toute commission ou rémunération pour services rendus de ce chef;

Faire affaires comme courtiers ou agents d'assurance, afin de représenter toutes ou quelques-unes des compagnies, raisons sociales, particuliers exploitant ce genre d'affaires, et recevoir, acheter ou payer toute commission ou autre indemnité pour tous services rendus;

Faire le commerce en achetant, vendant ou servant d'intermédiaire pour fournir et faire fournir tous genres d'inventions, appareils, devis et machineries avec les accessoires, s'appliquant ou ayant rapport à la protection des incendies;

Promouvoir ou former des compagnies ayant pour objet la réalisation de toutes ou quelques-unes des fins susdites, ou toutes autres fins;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement des biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce;

Acquérir et vendre au moyen d'acte de vente, de donation, d'échange, de bail ou de toute autre manière quelconque, tous lots de terre, ou bâtisses et autres biens, et faire faire sur les dits lots toute construction quelconque;

Souscrire, prendre ou acquérir et détenir les actions ou autres valeurs de toute compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant un commerce qui pourrait être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou en disposer autrement;

Gérer toute succession et se charger de l'administration de toutes propriétés tant meubles qu'immeubles;

Louer, vendre ou disposer de toute autre manière des affaires de la compagnie ou de toute autre partie d'icelle pour le prix et sujet aux conditions que la compagnie jugera à propos de fixer, avec pouvoir d'accepter en paiement de tel prix des actions, débetures, hypothèque ou garanties de toute autre compagnie ou incorporation;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, et autres effets négociables et transférables;

"J. E. Tousignant, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1926, incorporating: J. Emile Tousignant, insurance agent, Dame Jeanne de Vaudreuil, wife separate as to property of J. Emile Tousignant, and the said J. Emile Tousignant party herein to authorize his said wife, and Aldéric Blain, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, in all its specialties, the business of insurance agent and especially to solicit clients and to obtain for them from the insurance companies, policies for any possible risk, to obtain from the said companies all the divers insurance contracts and contracts of re-insurance on life and against fire, burglary, glass breakage, accidents of any kind whatever, from which the insured or any other person may suffer material damage, financial loss, personal wounds, or may be rendered incapable of attending to their occupations, or, in case of death, to guarantee the representatives of the insured person the payment of a certain sum on conditions agreed upon. To receive and pay any commission and remuneration for services rendered on such account;

To carry on business as brokers or insurance agents, in order to represent all or any of the companies, firms, individuals carrying on the said kind of business, and to receive, purchase, or pay any commission or other indemnity for any services rendered;

To carry on business as buyers, sellers or agents in supplying and having supplied all kinds of inventions, apparatus, devices and machinery with the accessories relating to or connected with protection against fire;

To promote or form companies having for object the realisation of all or any of the aforesaid purposes or any other purposes;

To purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire movable or immovable property, as well as all the rights and privileges which the company may deem necessary or convenient for the purposes of its business;

To acquire and sell by means of deed of sale, donation, exchange, lease or by any other means whatever, all lots of land, buildings and other property and to have erected on the said lots any buildings whatever;

To subscribe for, take or acquire and hold shares or other securities of any company whose objects are similar or partly similar to those of the present company, or carrying on a business capable of being conducted in such manner as to benefit directly or indirectly the present company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To manage any estate and to take charge of the administration of any property, both movable or immovable;

To lease, sell, or in any other manner dispose of the business of the company or any part of the same, subject to the price and conditions fixed upon by the company, with power of accepting, in payment of such price, shares, debentures, hypothecs or securities of any other company or corporation;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue notes to order, bills of exchange and other negotiable and transferable instruments;

Distribuer aux directeurs et aux actionnaires de la compagnie des actions libérées à titre d'indemnité ou bonus, pour les travaux ou services rendus et pour tous biens quelconques fournis à la compagnie et généralement pour toute somme se rapportant à l'exploitation des affaires de la compagnie;

Se consolider ou se fusionner avec toutes autres compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Louer, vendre ou céder autrement le commerce, la propriété de la compagnie ou une partie quelconque des dits biens aux conditions que la compagnie jugera avantageuses et en particulier pour les actions, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire le commerce des immeubles comme principal ou agent à commission;

Vendre, acheter, échanger des actions ou débetures de toute compagnie ou corporation, comme principal ou comme agent à commission, sous le nom de "J.-E. Tousignant, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, dans la Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5799 C.-J. SIMARD.

"Manoir du Lac Maskinongé, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de décembre 1926, constituant en corporation: Ernest Chartrand, comptable, Louis-Philippe Mailhot, huissier, et Armande Rajotte, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer, posséder, aménager, entretenir et exploiter des hôtels, restaurants, cafés, salles de rafraîchissements aussi vendre, louer, approvisionner, échanger ou autrement disposer d'iceux et généralement exécuter sous toutes ses formes le commerce consistant à construire, posséder, maintenir et exploiter des hôtels, restaurants, cafés, tavernes, selon les dispositions de la Loi des Liqueurs alcooliques (chap. 37, S.R.Q., 1925), échoppes de rafraîchissement et de logement, faire affaires comme pourvoyeurs licenciés, marchands de vins, bières et tabacs, importateurs et fabricants d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et d'autres boissons, pourvoyeurs, organisateurs d'amusements publics en général, propriétaires d'automobiles, carrosses, cabriolets et véhicules, tenanciers d'écuries de louage, agents d'immeubles, courtiers et entrepreneurs;

Construire, bâtir et exploiter des hôtels, maisons de rapport, habitations, ateliers, fabriques, usines, machines, résidences, maisons de pension, buanderies et lieux d'amusements;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce d'aucune compagnie, firme ou personne exerçant aucun commerce semblable au commerce de la compagnie, avec toutes bâties et machines, le fonds de commerce, l'achalandage et l'actif, d'une manière générale, de ce commerce, assumer aussi la totalité

To distribute among the directors and shareholders of the company paid up shares as indemnity or bonus for work or services rendered and for any property whatever supplied to the company, and generally for any sum in connection with the exploitation of the business of the company;

To consolidate or amalgamate with any other companies having objects similar or partly similar to those of the present company;

To lease, sell or otherwise convey the business, property of the company or any part thereof, on such conditions as the company may deem advantageous and particularly for shares, debentures or other securities of any other company having objects, in whole or in part, similar to those of the present company;

To deal in real estate as principal or commission agent;

To sell, purchase, exchange shares or debentures of any company or corporation, as principal or commission agent, under the name of "J. E. Tousignant, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of December, 1926.

C. J. SIMARD,
5800 Assistant Provincial Secretary.

"Manoir du Lac Maskinongé, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1926, incorporating: Ernest Chartrand, accountant, Louis Philippe Mailhot, bailiff, and Armande Rajotte, secretary, spinster in the full exercise of her rights, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To construct, build, purchase, lease, own, equip, maintain and operate hotels, restaurants, cafes and refreshment rooms and to sell, lease, provision, exchange, or otherwise dispose of the same, and generally deal with, construct, possess, maintain and operate hotels, restaurants, cafes, taverns, according to the provisions of the Alcoholic Liquor Act (chap. 37, R. S. Q., 1925), refreshment rooms and boarding houses, and to carry on the business of licensed victuallers, dealers in wine, beer and tobacco, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other beverages, purveyors and caterers for public amusements generally, automobile, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, real estate agents, brokers and warehouse-men;

To construct, erect and operate hotels, apartments and dwelling-houses, factories, shops, works, machinery, residences, boarding-houses, laundries and places of amusements;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, the business of any company, firm or individual carrying on any business similar to that of the company, together with all the buildings, machines, stocks in trade, goodwill and assets generally of such business, and to also assume the whole or any part of the

ou aucune partie du passif d'aucun tel commerce, et le payer totalement ou partiellement en actions entièrement libérées et non sujettes à appel de la compagnie, ou en argent, obligations, débetures, créances hypothécaires ou autre valeur;

S'amalgamer avec, assumer, à titres d'affaires en opération ou autrement, aucune compagnie en affaires dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, aux termes et conditions jugés convenables;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce ou de l'entreprise de la compagnie pour de l'argent ou du capital, des obligations, débetures, valeurs, ou actions d'aucune autre compagnie;

Acquérir, détenir, louer, vendre, échanger ou autrement disposer du capital, des obligations, débetures, valeurs ou actions d'aucune compagnie exerçant un commerce aux objets semblables à ceux de la présente compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Acheter ou autrement acquérir et détenir des actions du capital d'aucune autre corporation pour, ce pouvoir, être exercé par les directeurs seulement;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, firme ou compagnie exerçant, se livrant, ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Rémunérer, par commission ou autrement, aucunes personnes ou compagnies pour souscription ou convention de souscrire aucunes actions de la compagnie, aucunes débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs de la compagnie, pour services rendus ou à être rendus en plaçant, aidant à placer ou garantissant la souscription des actions de la compagnie, des débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la gestion de ses affaires;

Émettre et répartir, comme entièrement ou partiellement acquittées, des actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune affaire, franchise, entreprise, propriété, des droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, biens-fonds, stocks, obligations, débetures, autres titres ou droits qu'on peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs que les présentes confèrent, des services rendus ou à être rendus à la compagnie;

Faire le commerce de transport de marchandise ou de personnes au moyen d'automobiles, de trucks ou de voitures, bicyclettes et motocyclettes, tous commerces de messagerie en général;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux agents, procureurs, entrepreneurs ou en une autre qualité, par l'entremise de mandataires, procureurs, entrepreneurs ou autrement et soit seul ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Manoir du Lac Maskinongé, Limitée", avec un capital total de vingt

liabilities of any such business, and to pay for the same in whole or in part with fully paid up and non-transferable shares of the company or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities;

To amalgamate with or take over as a going concern or otherwise any company carrying on business having objects altogether or in part similar to those of this company, under such terms and conditions as may be deemed proper;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the business or undertaking of the company for cash or for stock, bonds, debentures, securities or shares of any other company;

To acquire, hold, lease, sell, exchange or otherwise dispose of the stock, bonds, debentures, securities or shares of or in any company carrying on any business having objects similar to those of the present company;

To deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To purchase or otherwise acquire and hold shares in the capital stock of any other corporation, such power to be exercised by the directors only;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint risk, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company engaged in, carrying on or about to engage in or carry on any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold and re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for subscribing or agreeing to subscribe for any stock of the company, or any debentures, debenture-stock or other securities of the company, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any shares of the company, or of any debentures, debenture-stock or other securities of the company, or in or about the formation or organisation of the company or the conduct of its business;

To issue and allot, as fully or partly paid up, shares of the company in payment or part payment for any business, franchises, undertakings, property, rights, powers, privileges, lease, licenses, contracts, real estate, stock, bonds and debentures or other property or rights it may lawfully acquire by virtue of the powers hereby granted, or for any services rendered or to be rendered to the company;

To carry on the transportation business of merchandise or of persons by means of automobiles, trucks or vehicles, bicycles and motor-cycles, and the business of forwarders generally;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business incidental to the attainment of the purposes for which the company is incorporated;

To do all or any of the above things as principals, agents, attorneys, contractors or otherwise, through mandatories, attorneys, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Manoir du Lac Maskinongé, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided

mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Gabriel-de-Brandon, district de Joliette, comté de Berthier.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5801 C.-J. SIMARD.

"Mount Stephen Club".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de décembre 1926, constituant en corporation sans capital-actions: John Wilson Cook, Allan Angus Maggee, tous deux conseils en loi du roi, et William Cedric Nicholson, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Former, établir, organiser, maintenir et conduire un club ou une association dans le but de récréation, d'instruction, d'amusements et de divertissement et la promotion de relations sociales et amicales et l'encouragement, la promotion et la culture de l'art, littérature, musique et athlétisme, et construire, acquérir, aménager, meubler, maintenir et exploiter une maison de club, dans la cité de Montréal, ou ailleurs, dans la province de Québec, pour l'usage et le bénéfice de ses membres, et y fournir des repas, rafraîchissements, le logement et des moyens de récréation aux membres et à leurs amis;

Accepter, acquérir, échanger, détenir, louer et posséder toutes les propriétés mobilières et immobilières nécessaires ou convenables pour les fins de la corporation et louer, hypothéquer, vendre ou autrement aliéner la dite propriété;

Adopter et mettre en force tous règlements, règles et ordonnances non incompatibles avec les lois de la province de Québec, qui seront jugés à propos, concernant l'élection, l'expulsion et la résignation des membres, et la conduite et l'administration des affaires du club et la nomination ou l'élection des officiers du club et modifier, amender ou abroger tous tels règlements, règles ou ordonnances en aucun temps;

Faire et exécuter aucun et la totalité des autres actes et choses qui peuvent être jugés nécessaires ou convenables pour l'accomplissement des fins et la réalisation des objets du club, sous le nom de "Mount Stephen Club";

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de un million de piastres (\$1,000,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5803 C.-J. SIMARD.

"Northern Logging and Contracting, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de décembre 1926, constituant en corporation: Joseph Tremblay (Alexis), Célestin Simard, contracteurs, J.-Augustin Tremblay, industriel, de Chicoutimi, Eugène-G. Audet, agent d'affaires, de Québec, et J.-Almanzor Villeneuve, contracteur, de Rivière du Moulin, Chicoutimi, dans les buts suivants:

into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Saint Gabriel de Brandon, district of Joliette, county of Berthier.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1926.

C. J. SIMARD,
5802 Assistant Provincial Secretary.

"Mount Stephen Club".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1926, to incorporate as a corporation without share capital: John Wilson Cook, Allan Angus Maggee, both King's Counsels, and William Cedric Nicholson, advocate, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To form, establish, organize, maintain and conduct a club or association for the purpose of recreation, instruction, amusement and entertainment, and the promotion of social intercourse and friendship, and the encouragement, promotion and cultivation of art, literature, music and athletics, and to construct, acquire, equip, furnish, maintain and operate a club house in the city of Montreal and or elsewhere in the Province of Quebec for the use and benefit of the members, and to furnish therein meals, refreshment, lodging and means of entertainment to the members and their friends;

To accept, acquire, exchange, hold, lease and own any movable and immovable property necessary or suitable for the purposes of the corporation and to lease, hypothecate, sell or otherwise alienate the said property;

To adopt and enforce any by-laws, rules and regulations, not inconsistent with the laws of the Province of Quebec, that may be deemed advisable governing the election, expulsion and withdrawal of members and the conduct and administration of the club's affairs and the appointment or election of officers of the club, and to modify, amend or repeal such by-laws, rules or regulations at any time;

To do and perform any and all other acts and things that may be deemed necessary or suitable for the accomplishment of the purposes and the realization of the objects of the club, under the name of "Mount Stephen Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited to one million dollars (\$1,000,000.00).

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1926.

C. J. SIMARD,
5804 Assistant Provincial Secretary.

"Northern Logging and Contracting, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1926, incorporating: Joseph Tremblay (Alexis), Célestin Simard, contractors, J. Augustin Tremblay, manufacturer, of Chicoutimi, Eugene G. Audet, business agent, of Quebec, and J. Almanzor Villeneuve, contractor, of Rivière du Moulin, Chicoutimi, for the following purposes:

Faire dans toutes ses branches les opérations de bois de commerce, bois de construction, bois de pulpe; faire le commerce de bois de sciage, manufacturer, produire et faire le commerce de bois de charpente, billes et bois de toute sorte; construire, acquérir, posséder, opérer, entretenir et disposer de bois de commerce, de scieries, de cours à bois, ainsi que l'outillage nécessaire, la machinerie et l'équipement dont on se sert dans les opérations du commerce du bois et la préparation du bois de construction et du bois de commerce; faire affaires comme contracteurs pour la coupe du bois et le flottage de billes ou billots de toute manière et faire l'exploitation forestière sous toutes ses formes, comme principal ou agent ou comme contracteur pour toute autre corporation, individu, société ou autre communauté;

Acquérir, louer, posséder et trafiquer de telles concessions forestières, de telles boisées et de coupes de bois debout, bois abattu, droits riverains, droits de passage et licences de toutes sortes;

Exercer les fonctions de constructeurs et d'entrepreneurs dans toutes leurs spécialités;

Conclure et recevoir tout contrat ou transport de contrat au sujet de tous travaux que la Compagnie peut entreprendre ou qui peuvent être convenablement exercés en rapport avec le commerce et l'industrie de la compagnie;

Acquérir en tout ou en partie des contrats pour la coupe, le flottage, le transport et la transformation de tout bois quelconque, de les exécuter, sous-louer et d'en disposer de toute manière dans l'intérêt de la compagnie;

Acheter, vendre, manipuler et faire le commerce en gros et en détail comme principal ou agent, de toute marchandise quelconque, et acquérir et posséder toute affaire, franchise, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, biens ou autres droits de toute personne, corporation, société ou compagnie;

Faire affaires comme manufacturiers de pulpe et de pâte de bois, sulfite et tous leurs ingrédients, produits ou composés, bois et produits du bois et de tous les articles et substances qui pourraient être fabriqués avec les matières susdites ou qui pourraient être employés à leur sujet et ainsi que chacun et tous leurs sous-produits;

Construire, acquérir, louer, posséder, mettre en opération et maintenir des moulins, manufactures, magasins, cours et toute installation nécessaire pour la manufacture, l'emmagasinage, la vente et livraison de tout produit quelconque;

Construire, acquérir, louer, posséder, mettre en opération et maintenir des ateliers, usines, machineries, appareils et autres pour la production de l'électricité, du pouvoir ou de l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique, pour toutes fins de lumière, chaleur, pouvoir, pour les fins de la compagnie;

Acquérir, louer, détenir, maintenir et mettre en œuvre des pouvoirs d'eau et tous droits qui s'y rapportent, et louer, acquérir, ériger, maintenir et opérer tous travaux et améliorations nécessaires ou conduisant à leur développement ou à leur utilisation;

Acheter ou autrement acquérir, échanger, louer et vendre des réserves forestières ou autres terrains pour exploitations forestières, ou autrement s'en départir pour le bénéfice de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, louer, échanger, construire, vendre ou disposer de toute manière de moulins à scier le bois, de moulins à écorcer le bois ou de tout autre moulin de nature quelconque pour transformer, traiter, ou autrement mettre en valeur le bois et ses sous-produits;

To carry on in all its branches a lumber, timber and pulpwood business; to carry on logging operations, to manufacture, produce and deal in lumber, logs and woods of all description; to construct, acquire, own, operate, maintain and dispose of lumber and saw-mills, lumber yards, as well as the necessary plant, machinery and equipment used in connection with logging operations and the manufacture of lumber and timber; to carry on business as contractors for the cutting of timber and the floating of logs or timber in any manner and to carry on the lumber business under any form, as principal or agent or as contractor for any corporation, individual, partnership or firm;

To acquire, lease, own and deal in timber limits, wood lands and cuts of standing timber, felled timber, riparian rights, rights of way and licenses of all kinds;

To act as builders and contractors in all specialties of such functions;

To make and accept any contract or transfer of contract respecting any works which the company may undertake or which may be suitably carried on in connection with the business and industry of the company;

To acquire, in whole or in part, contracts for the cut, floating, transformation and transportation of any wood whatever, to execute, sub-lease and dispose in any manner of the same in the interest of the company;

To purchase, sell, manipulate and deal, wholesale and retail, as principal or agent, in any merchandise whatever, and to acquire and own any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, immovables, stock, assets or other rights of any person, corporation, firm or company;

To carry on the business of manufacturers of, and dealers in mechanical and ground wood pulp, sulphite, pulp ingredients, and products and compounds thereof, wood and products thereof, articles and substances made from any of the aforesaid materials or used in connection therewith, and any and all by-products thereof;

To construct, acquire, lease, own, operate and maintain mills, factories, storehouses and yards, as well as the necessary plant for the manufacture, storing, sale and delivery of any product whatever;

To construct, acquire, lease, hold, operate and maintain workshops, manufactories, machinery, apparatus and other for the production of electricity, hydraulic, pneumatic, electric power or energy for any light, heat and power for the purposes of the company;

To acquire, lease, hold, maintain and operate water-powers and rights connected therewith and lease, acquire, hold, erect, maintain and operate all works and improvements necessary or conducive to the development or utilisation thereof;

To purchase or otherwise acquire, exchange, lease and sell forest reserves or other lands for lumbering operations, or otherwise to dispose of the same for the benefit of the company;

To purchase or otherwise acquire, lease, exchange, build, sell or in any manner dispose of saw-mills, rossing-mills or mills of any other kind to transform, treat or otherwise turn to account wood and its by-products;

Faire affaires comme une compagnie de téléphone et de télégraphe (sans fil ou autre); et faire toutes choses quelconques se rapportant de quelque manière que ce soit au commerce susdit;

Construire, ériger, acquérir, louer, opérer, maintenir et disposer de poteaux, fils métalliques, câbles, supports, conduites, tuyaux, canaux, dalles, ponceaux et appareils, accessoires et devis de toutes sortes, nécessaires pour la réalisation de chacune des fins de la compagnie;

Construire, acquérir, louer, nolisier, maintenir, opérer, contrôler, vendre, administrer des vaisseaux mûs par la vapeur, des bateaux à vapeur, vaisseaux, bâtiments, brise-glace, des barges, dragues, remorqueurs, allèges, chalands et autres vaisseaux de toute classe, lignes de vaisseaux, appareils de remorquage, de sauvetage, quais jetées, docks, môles, cales-sèches, bassins de radoub, arsenaux, cours de construction navale, cales de construction, bassins, appareils à manipuler le charbon, élévateurs, entrepôts, emmagasinages et chantiers de houille, cours, cours à bestiaux et tous édifices, appareils, machinerie et équipement qui s'y rapportent;

Bâtir, acquérir, louer, améliorer, vendre, développer, maintenir, opérer, administrer, contrôler et disposer de chemins publics, chemins, chemins de fer, de tramways (ces deux derniers sur sa propre propriété ou sur une propriété contrôlée par elle et relativement à ses opérations), ponts, viaducs, ponceaux, cours d'eau, rivières et lacs, digues, remblais, estacades, édifices et constructions de toutes sortes et de toute description se rapportant à aucune des fins de la compagnie;

Acquérir ou prendre à bail, sous quelque forme que ce soit, toute propriété immobilière et tout immeuble et payer pour toute telle propriété ou pour tout contrat ou engagement s'y rapportant, ainsi que comme considération de tout contrat ou engagement de la compagnie, de quelque nature qu'il soit, passé soit avec des tiers ou soit avec des employés ou membres de la compagnie, en actions, obligations ou valeurs complètement ou partiellement libérées de la compagnie;

Acquérir, prendre à bail ou en échange, louer ou entreprendre, en tout ou en partie, les affaires, les sociétés, les droits et privilèges de toute personne ou compagnie, ou un commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou que la compagnie jugera nécessaire ou utile pour les fins de ses affaires;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer ou autrement faire valoir et vendre, louer, échanger ou autrement aliéner des immeubles, des intérêts immobiliers, des édifices ou autres propriétés immobilières de toutes sortes;

Entrer en arrangement avec toutes autorités fédérales, provinciales, municipales qui pourraient être favorables aux objets de la compagnie, et d'obtenir d'aucune telles autorités tous droits, privilèges, franchises et concessions que la compagnie peut juger désirable d'obtenir, faire des travaux et se soumettre à tels arrangements, droits, privilèges, franchises et concessions;

Faire le transport de marchandises, matériaux ou de tout autre objet quelconque par eau, par terre ou par la voie de l'air, et contracter pour le transport de toute marchandise quelconque, pour le compte d'autres individus, compagnies ou sociétés, d'exécuter tout ou partie de ces contrats ou de les sous-louer en tout ou en partie;

Agir comme agent ou représentant ou gérant de toute entreprise quelconque du même genre que celle de la compagnie;

To carry on the business of a telephone and telegraph company, (wireless or other); and to do anything whatever in connection with the business aforesaid;

To construct, erect, acquire, lease, operate, maintain and dispose of poles, wires, cables, supports, conduits, pipes, canals, flumes, culverts and apparatus, accessories and devices of all kinds, necessary for the carrying out of any of the purposes of the company;

To build, acquire, lease, charter, maintain, operate, control, manage and dispose of steamships, steam-boats, vessels, ships, ice breakers, barges, dredges, tugs, lighters, scows and other vessels of any class, steam-ship lines, steam-boat lines, vessel lines, towing, salvage and wrecking outfits, wharves, piers, docks, quays, dry docks, floating docks, dock yards, ship-building yards, slips, basins, scaling apparatus, elevators, warehouse, storage and coal storage facilities, yards, stock yards and all incidental structures, appliances and equipment;

To build, acquire, lease, improve, sell, develop, maintain, operate, manage, control and dispose of highways, roads, railways, tramways (the two latter upon its own property or that under its control and for its own operations), bridges, viaducts, culverts, water-courses, rivers and lakes, dams, embankments, booms, structures and buildings of every kind and description relating to any of the purposes of the company;

To acquire or take on lease, under any form whatever, any immoveable property and any real estate and to pay for any such property or for any contract or engagement connected therewith, as well as consideration for any contract or engagement of the company, of any nature whatever, entered into either with third parties or with employees or members of the company, wholly or partly in paid up shares, bonds or securities of the company;

To acquire, take on lease or in exchange, lease or undertake, in whole or in part, the business, partnerships, rights and privileges of any person or company, or any business which the company is authorized to carry on or which the company may deem necessary or useful for the purposes of its business;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and hold, own, improve, manage, utilize, develop or otherwise turn to account and sell, lease, exchange or otherwise dispose of immoveables, immoveable interests, buildings or other immoveable property of any kind;

To enter into any arrangement with any authorities, federal, provincial, municipal, that may seem conducive to the company's objects, and to obtain from any such authority any rights, privileges, franchises and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out any work and comply with any such arrangements, rights, privileges, franchises and concessions;

To carry out the transportation of merchandise, materials or any other object whatever by water, land or through the air, and to make contracts for the transportation of any merchandise whatever for account of other individuals, companies or firms and carry out all or part of such contracts or sublet same in whole or in part;

To act as agent or representative or manager of any undertaking whatever of the same kind as that of the company;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie estimera convenable et spécialement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autres fins similaires, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires qui peuvent être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, leur consentir la garantie de la compagnie, par voie de signature, endossement ou de garantie pour emprunts d'argent; souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, ré-émettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier; s'unir ou se joindre à toute autre compagnie ou personne, communauté, dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de la compagnie;

Faire affaires comme propriétaires d'hôtel, restaurants et pensions;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière, commerciale ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec les affaires de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables; sous le nom de "Northern Logging and Contracting, Limited".

Le montant du capital-actions de la Compagnie est de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé comme suit:

a. (500) Cinq cents actions ordinaires d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, formant un total de cinquante mille piastres (\$50,000.00);

b. (2000) Deux mille actions privilégiées d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, formant un total de deux cent mille piastres (\$200,000.00);

Les dites actions privilégiées auront et posséderont toutes les propriétés, droits et privilèges ci-après énumérés et seront sujettes aux restrictions suivantes, savoir:

(a) Les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir comme tels, à même les bénéfices nets de la compagnie, des dividendes privilégiés cumulatifs, à compter de la date de l'émission, au taux de huit pour cent (8%) l'an, sur la valeur globale au pair des dites actions détenues par eux respectivement, savoir: le premier de janvier et de juillet de chaque année, avant la déclaration ou le paiement d'aucun dividende sur les actions ordinaires ou communes;

(b) Chaque action privilégiée sera émise sujette au droit, pour la compagnie, de la racheter en aucun temps sur un vote de la majorité du Bureau de direction; toute action privilégiée pourra ainsi être rachetée à sa valeur au pair avec en plus les dividendes courus et non payés, et une prime de deux piastres (\$2.00) pour chaque action, et les actions ainsi rachetées seront annulées et ne seront pas réémises; et si une partie seulement du nombre total des actions privilégiées en cours sont rachetées, la majorité des directeurs déterminera quelles actions seront rachetées et le mode de rachat, leur décision à cet effet devant être finale; et un avis de tel rachat devra être

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or other similar purposes with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, give them the guarantee of the company by way of signature, endorsement or security for loans of money; to subscribe for or otherwise acquire the shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue same with or without guarantee or otherwise deal in same; to amalgamate or unite with any other company or person or partnership whose objects are in whole or in part similar to those of the company;

To carry on the business of hotel, restaurant and lodging house keepers;

To carry on any other business, whether manufacturing, commercial or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, under the name of "Northern Logging and Contracting, Limited".

The amount of the capital-stock of the company is two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided as follows:

(a) (500) Five hundred common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, forming a total of fifty thousand dollars (\$50,000.00);

(b) (2000) Two thousand preferred shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, forming a total of two hundred thousand dollars (\$200,000.00);

The said preferred shares will have and possess all the priorities, rights and privileges hereafter enumerated and will be subject to the following restrictions, to wit:

(a) The holders of the preferred shares will have the right to receive as such, out of the net profits of the company, preferred cumulative dividends from the date of their issue, at the rate of eight per cent (8%) per annum, on the aggregate par value of their respective holding of said stock, to wit: the first of January and the first of July of each year, before the declaration or the payment of any dividend on the common shares;

(b) Each preferred share shall be issued subject to the right of the company to redeem same at any time, upon a vote of the majority of the board of directors; any preferred share may thus be redeemed at its par value, together with all accrued and unpaid dividends and a premium of two dollars (\$2.00) per share, and the shares thus redeemed shall be cancelled and shall not be re-issued; and if a part only of the total amount of preferred shares outstanding are redeemed, the majority of the directors shall determine the shares to be redeemed and the mode of redemption, and their decision to that effect shall be final; and a notice of such redemp-

adressé aux porteurs dont les actions seront rachetables;

Avis de tel rachat d'actions privilégiées sera envoyé au détenteur enregistré des actions à racheter, au moins quinze jours avant la date fixée pour tel rachat, et après cette date, pourvu que les fonds nécessaires soient disponibles pour cette fin, les dites actions privilégiées n'auront plus droit à aucun autre dividende subséquent;

(c) Survenant la liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, les actions privilégiées en cours devront être payées en entier et au pair, avec en plus les dividendes courus, avant qu'aucun paiement soit fait sur les actions ordinaires;

(d) Tout porteur d'actions privilégiées pourra transférer ses actions en faisant enregistrer dans les livres de la compagnie un transfert en la forme approuvée par les directeurs;

(e) Les détenteurs des actions privilégiées n'auront pas droit d'assister aux délibérations du bureau de direction ou aux assemblées des actionnaires, ni de voter à telles assemblées, mais à défaut par la compagnie de payer un dividende pendant trois années consécutives, les détenteurs des actions privilégiées jouiront des mêmes droits que les détenteurs des actions communes quant au droit de vote.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5805 C.-J. SIMARD.

"P. Gauvreau, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de décembre 1926, constituant en incorporation: Pierre Gauvreau, marchand-libraire, Dame Victoria Larin, épouse du dit Pierre Gauvreau, Georges Delâge dit Lavigreur, voyageur de commerce, Charles-Henri Gauvreau, commis-marchand, Eugène-Emile Gauvreau, notaire, Jules Gauvreau, marchand, et demoiselle Mary-Beulah Gauvreau, fille majeure, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de librairie, l'achat et la vente en gros et en détail de papier et livres de toutes sortes, articles de fournitures de bureaux et d'écoles, articles de toilette, de fumeurs et de maroquinerie, jouets, bimbeloterie, nouveautés, livres et objets de piété et de tous autres effets et objets de commerce du ressort d'un marchand-libraire, sous le nom de "P. Gauvreau, Limitée", avec un capital total de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5807 ALEXANDRE DESMEULES.

"Premier Hat Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de décembre 1926, constituant en incorporation: Bernard Goldenberg, Moses Lyman

tion shall be addressed to the holders of such redeemable shares;

Notice of such redemption of such preferred shares shall be sent to the holders of record of the shares to be redeemed, at least fifteen days before the date fixed for such redemption, and after such date, provided the necessary funds are available for such purpose, the said preferred shares shall not be entitled to any further dividend;

(c) In the event of the liquidation, dissolution or winding up of the company, the preferred shares outstanding shall be paid in full and at par, together with all accrued dividends, before any payment be made upon the common shares;

(d) Every holder of preferred shares may transfer his shares by having recorded in the books of the company a transfer in the form approved by the directors;

(e) The holders of the preferred shares shall not be entitled to assist at the meetings of the board of directors or the meetings of shareholders or to vote at such meetings, but should the company make default to pay dividends during three consecutive years, the holders of preferred shares shall enjoy the same right as the holders of common shares as to voting power.

The head office of the company will be in the city and district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1926.

C. J. SIMARD,
5806 Assistant Provincial Secretary.

"P. Gauvreau, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1926, incorporating: Pierre Gauvreau, stationery merchant, Dame Victoria Larin, wife of the said Pierre Gauvreau, Georges Delâge dit Lavigreur, travelling salesman, Charles Henri Gauvreau, salesman, Eugène Emile Gauvreau, notary, Jules Gauvreau, merchant, and Miss Mary Beulah Gauvreau, spinster, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on the stationery business, the purchase and sale wholesale and retail of paper and books of all kinds, school and office supplies, toiles articles, morocco goods, smokers' supplies, toys, trinkets, notions, books and objects of piety and any other articles and objects of trade connected with the stationery business, under the name "P. Gauvreau, Limitée", with a total capital-stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
5808 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Premier Hat Company, Limited":

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1926, incorporating: Bernard Goldenberg, Moses Lyman Myerson, Harold Neu-

Myerson, Harold Neumann, Max-Isidore Sigler, avocats et Dora Stonefelt, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de manufacturiers, importateurs et exportateurs et commerçants de chapeaux de toute nature et description, garnitures, formes de chapeaux et articles de mode en général, en gros et en détail et comme principaux et comme agents;

Exercer l'industrie de manufacturiers, importateurs et exportateurs et commerçants de vêtements de toutes sortes pour dames et enfants;

Exploiter toute autre industrie qui peut être convenablement exercée conjointement avec ce qui précède;

Acquérir la totalité ou toute partie de la clientèle, des droits, des biens et de l'actif, y compris toutes options, commissions ou droits similaires de tout individu, firme, association ou corporation exploitant une industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter, et les payer totalement ou partiellement en argent ou en obligations ou, en paiement intégral ou partiel, émettre et répartir comme entièrement libérées et non-sujettes à appel des actions du capital-actions de la compagnie;

Vendre ou aliéner autrement la totalité ou toute partie des biens, de l'actif, des droits ou entreprises ou de la clientèle de cette compagnie, et en paiement total ou partiel, accepter de l'argent, des obligations, titres ou valeurs de toute corporation ou compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets ou patentes, concessions et privilèges semblables, conférant tout droit exclusif ou non-exclusif ou limité de les utiliser ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention ou procédé et mettre en valeur, vendre, louer ou autrement négocier ces brevets, patentes ou concessions;

Conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques et pour d'autres fins similaires et se joindre avec toute personne ou compagnie exploitant une industrie ou se proposant d'exploiter une industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter, ou qui peut être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Garantir et donner des garanties et assumer le paiement des billets promissoires, lettres de change, comptes, ou autres obligations de toute nature quelconque de toute autre corporation ou individu avec lesquels la compagnie fait affaires;

Généralement faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et exploiter toute industrie connexes à l'entière réalisation des objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Premier Hat Company, Limited" avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5809 ALEXANDRE DESMEULES.

mann, Max Isidore Sigler, advocates, and Dora Stonefelt, spinster, stenographer of the lawful age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of, importers and exporters of, and dealers in hats of every kind and description, trimmings, hat frames and millinery accessories generally, at wholesale and retail, and as principals and as agents;

To carry on business as manufacturers of, importers and exporters of and dealers in women's and children's garments of every description;

To carry on any other business as may be carried on conveniently in conjunction with the foregoing;

To acquire all or any part of the good-will, rights, property and assets, including any options, concessions or the like of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on and pay for the same wholly or in part in cash or in bonds, or, in full or in part payment thereof, to allot and issue as fully paid and non-assessable shares of the capital stock of this company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights or undertakings or good-will of this company, and to accept payment for the same wholly or in part in cash, bonds, stocks or securities in any corporation or company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents or licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process, and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, and to amalgamate with any person or company carrying on business or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on, or which is capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation or individual with which the company has business dealings;

Generally, to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Premier Hat Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) common shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.

"Sénécal & Quidoz, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de décembre 1926, constituant en corporation: Georges Quidoz et Joseph Sénécal, tous deux manufacturiers de pianos, Julien Quidoz, régleur de pianos, et Philippe Sénécal, polisseur de pianos, tous demeurant en la ville de Sainte-Thérèse, dans le district de Terrebonne, province de Québec, Canada, dans les buts suivants:

Fabriquer et faire le commerce en gros et en détail des pianos, gramophones, et autres instruments de musique;

Préparer et faire le commerce du bois en général et des matériaux de construction, comme marchands, manufacturiers, agents et négociants, de pierre, bois, matériaux de tous genres et de tous leurs produits, exploiter manufactures, moulins à scie, limites à bois et forêts;

Tenir garage et faire la réparation et le commerce des automobiles;

Acheter ou autrement acquérir, vendre et disposer de propriétés foncières, acheter ou autrement acquérir de toutes personnes ou compagnies des contrats antérieurs, et compléter des contrats avec toutes compagnies, corporations ou particuliers, et donner en paiement soit des valeurs en argent, soit des biens de la compagnie ou des actions de la compagnie;

Donner en garantie et sûreté par hypothèque, vente, transport, cession ou autrement les biens meubles et immeubles de la compagnie pour achats, emprunts, garanties ou autres;

Prêter ou emprunter sur billet ou autrement, vendre, acheter des débetures, actions, créances, sous le nom de "Sénécal & Quidoz, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres (\$99,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sainte-Thérèse, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

5811

C.-J. SIMARD.

"Senecal & Quidoz, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1926, incorporating: Georges Quidoz and Joseph Senecal, both piano manufacturers, Julien Quidoz, piano tuner, and Philippe Senecal, piano polisher, all residing in the town of Sainte-Thérèse, in the district of Terrebonne, Province of Quebec, Canada, for the following purposes:

To manufacture and carry on the business, wholesale and retail, of piano, gramophones and other musical instruments;

To prepare and carry on the business of lumber in general and of building material, as merchants, manufacturers, agents or traders of stone, wood, material of all kinds, and of all their products, to exploit factories, saw-mills, timber limits and forests;

To keep a garage and repair automobiles and to carry on the automobile business;

To purchase or otherwise acquire, sell or dispose of real estate, purchase or otherwise acquire from any person or company previous contracts, and to complete contracts with any companies, corporations or individuals, and to give in payment either cash value, or property or shares of the company;

To give as guarantee and surety by means of hypoec, sale, transfer, assignment or otherwise the movable and immovable property of the company for purchases, loans, securities or other;

To loan or borrow, on note or otherwise, sell, purchase bonds, shares, claims, under the name of "Senecal & Quidoz, Limitée", with a total capital stock of ninety-nine thousand, nine hundred dollars (\$99,900.00), divided into nine hundred and ninety-nine (999) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1926.

C. J. SIMARD,

5812

Assistant Provincial Secretary.

"T. B. Little Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1926, constituant en corporation: Edgar-Reginald Parkins, avocat et conseil en loi du roi, Jonathan Robinson, avocat, et Alexander-Joseph Cooney, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de papier de toutes sortes, et agir comme agent pour des manufacturiers et commerçants de papier, pâte, bois à pâte et de tous autres ingrédients utilisés en rapport avec la fabrication du papier et de ses produits, exercer l'industrie de marchands, fabricants et commerçants de papier, fabriqué de tous matériaux quelconques, carton, et autres préparations, produits et fabrications du papier ou de la pâte, carton de paille et autres préparations, produits et fabrications de la paille et en faire des boîtes, sacs, récipients, livres et tous autres articles et accessoires; et manufacturer et faire le commerce de tous les matériaux requis dans leur fa-

"T. B. Little Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1926, incorporating: Edgar Reginald Parkins, advocate and King's Counsel, Jonathan Robinson, advocate, and Alexander Joseph Cooney, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, manufacture, buy, sell and deal in paper of all kinds, and to act as agent for manufacturing of and dealers in paper, pulp, wood and all other ingredients used in connection with the manufacture of paper and the products thereof, to carry on the business of merchants, manufacturers, and dealers in paper made from any material, card-board and other preparations, products and manufactures of paper or pulp, strawboard and other preparations, products and manufactures of straw, and to manufacture the same into boxes, bags, packages, books, and any other articles and appurtenances thereof; and to manufacture and deal in all materials required for the same, and to sell and otherwise

brication et vendre ou autrement faire le commerce de tous articles ainsi fabriqués ou d'aucun de leurs accessoires;

Vendre, acheter ou autrement faire le commerce de tous les articles, matériaux et produits qui se rapportent à l'industrie exploitée par la compagnie;

Placer les argents appartenant à la compagnie, qui ne sont pas immédiatement requis pour son industrie, dans des immeubles, actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute corporation, gouvernement ou corps public, ou autrement attribuer tels argents de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui semblerait à la compagnie pouvoir être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits ou des produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous noms et marques de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser toute invention ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de toute invention, formule, recette ou procédé qui pourraient être utilisés pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis pour leur exploitation, ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, associa-

deal in such manufactured articles or any accessory thereof;

To sell, buy, or otherwise deal in all articles, materials and products connected with the business carried on by the company;

To invest the moneys belonging to the company not immediately required for its business, in real estate, shares, bonds, debentures or other securities of any corporation, government or public body, and to otherwise deal with such moneys as may from time to time be determined;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited or unlimited right to use or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire

tion ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Sujet aux dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, distribuer, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, es débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre, ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou d'autres obligations assumées par la compagnie ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, en-

shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

Subject to the provisions of section 81 of the Quebec Companies' Act, to distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To draw make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To consolidate or amalgamate with any other company having object similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or other obligations for which the company is liable, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise,

preneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres; sous le nom de "T. B. Little Company, Limited";

Le capital-actions de la compagnie consistera en quatre mille actions sans valeur au pair ou nominale, qui seront émises pour telle considération à être fixée par le conseil d'administration;

Le montant de capital avec lequel la compagnie exploitera son industrie sera de vingt mille piastres (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5813 C.-J. SIMARD.

and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "T. B. Little Company, Limited";

The capital stock of the company shall consist of four thousand shares without nominal or par value, which may be issued for such consideration as may be fixed by the Board of Directors;

The amount of capital with which the company will carry on business shall be twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1926.

C. J. SIMARD,
5814 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes supplémentaires

"Bessner's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorzième jour de décembre 1926, changeant le nom de la compagnie "Bee & Bee Company, Limited", en celui de "Bessner's, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5815 C.-J. SIMARD.

"Port Alfred Pulp & Paper Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour de décembre 1926, à la compagnie "Port Alfred Pulp & Paper Corporation", pour les fins suivantes:

1o. Que le capital-actions autorisé de la compagnie "Port Alfred Pulp & Paper Corporation" soit, par les présentes, augmenté par la création de soixante mille (60,000) actions ordinaires additionnelles, sans valeur au pair ou nominale.

2o. Que les dites actions ordinaires additionnelles, sans valeur au pair ou nominale, soient émises pour telle considération que les directeurs de la corporation pourront, de temps à autre, déterminer;

3o. Que la corporation, à l'avenir, exploite son industrie avec un capital de pas moins de six millions six cent mille piastres (\$6,600,000.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5817 C.-J. SIMARD.

"St. Maurice Valley Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour de décembre 1926, à la compagnie "St. Maurice Valley Corporation", pour les fins suivantes:

1o. Que le capital-actions autorisé de la compagnie "St. Maurice Valley Corporation" soit,

Supplementary Letters Patent

"Bessner's, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1926, changing the name of the "Bee & Bee Company, Limited", to that of "Bessner's, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1926.

C. J. SIMARD,
5816 Assistant Provincial Secretary.

"Port Alfred Pulp & Paper Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1926, to the company "Port Alfred Pulp & Paper Corporation", for the following purposes:

1o. That the authorized share capital of "Port Alfred Pulp & Paper Corporation" is hereby increased by the creation of sixty thousand (60,000) additional common shares without nominal or par value.

2o. That said additional common shares without nominal or par value may be issued for such consideration as the directors of the corporation may from time to time determine;

3o. That the corporation will hereafter carry on its business with an amount of not less than six million six hundred thousand dollars (\$6,600,000.00).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1926.

C. J. SIMARD,
5818 Assistant Provincial Secretary.

"St. Maurice Valley Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1926, to the company "St. Maurice Valley Corporation", for the following purposes:

1o. That the authorized share capital of "St. Maurice Valley Corporation" is hereby increased

par les présentes, augmenté par la création de trois cent cinquante mille (350,000) actions ordinaires additionnelles sans valeur au pair ou nominale;

2o. Que les dites actions ordinaires additionnelles, sans valeur au pair ou nominale, soient émises pour telle considération que les directeurs de la corporation pourront, de temps à autre, déterminer;

3o. Que la corporation, à l'avenir, exerce son industrie avec un capital de pas moins de dix millions cinq cent mille piastres (\$10,500,000.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5819 C.-J. SIMARD.

by the creation of three hundred and fifty thousand (350,000) additional common shares without nominal or par value;

2o. That said additional common shares without nominal or par value may be issued for such consideration as the directors of the corporation may, from time to time, determine;

3o. That the corporation will hereafter carry on its business with an amount of not less than ten million five hundred thousand dollars (\$10,500,000.00).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1926.

C. J. SIMARD,
5820 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné qu'Emile Bernier, agent, James Cuddy, gentilhomme, Emmanuel Doucet, architecte, Raoul Gariépy, architecte, John-Patrick Kelly, voyageur de commerce, Henri Pepin, gentilhomme, tous six des cité et district de Montréal, agissant pour eux-mêmes et pour les autres propriétaires intéressés, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi pour amender la charte de la cité de Montréal, afin que le coût du pavage de la rue Sherbrooke Est, entre la rue Delorimier et la voie du C.P.R., soit payé par la cité seule.

Les procureurs des applicants,
BEAULIEU, GOUIN, MARIN &
MERCIER.

Montréal, 24 décembre 1926. 5825-53-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, par Donald M. Rowat, Reverend Daniel J. Fraser, D. D., James G. Pelton, Reverend Allan S. Reid, James Rodger, Georges B. Fraser, John Alexander Cameron, Alexander Bissett, Reverend George W. Mingie, Purvis McDougall, Farquhar Robertson, William J. Morrice, J. Stuart Rayside, Reverend Malcolm M. Campbell, D.D. et Robert Stewart, en leur qualité de membres du comité légal pour la province de Québec de l'Église des congrégations dissidentes de l'Église Presbytérienne du Canada, pour la passation d'une loi concernant (The Quebec Church Property Commission) et pourvoyant à l'accomplissement de certaines recommandations de la dite commission, plus particulièrement concernant Lachute, Valleyfield et New Carlisle, et pour d'autres mesures de redressement des griefs pour les minorités presbytériennes, particulièrement dans le cas de l'Église Melville, Westmount.

Montréal, le 21 décembre 1926.

Les procureurs des requérants,
5827-53-4 GEO.-A. CAMPBELL.

Avis est par les présentes donné que la corporation du village de Richelieu, dans le comté de Rouville, dans la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi ratifiant un certain règlement portant le No 62, de ladite corporation, et les conventions intervenues entre elle et les compagnies Montreal St. Lawrence Light & Power Company, Montreal Light, Heat & Power Company, et Montreal

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Emile Bernier, agent, James Cuddy, gentleman, Emmanuel Doucet, architect, Raoul Gariépy, architect, John Patrick Kelly, commercial traveller, Henri Pepin, gentleman, all six of the city and district of Montreal, acting for themselves and for the other proprietors concerned, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend the charter of the city of Montreal in order that the cost of the paving of Sherbrooke Street East, between Delorimier Street and the C.P.R. tracks, be paid by the said city alone.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN &
MERCIER,

Attorneys for the applicants.
Montreal, December 24th, 1926. 5826-53-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next Session, by Donald M. Rowat, Reverend Daniel J. Fraser, D.D., James G. Pelton, Reverend Allan S. Reid, James Rodger, George B. Fraser, John Alexander Cameron, Alexander Bissett, Reverend George W. Mingie, Purvis McDougall, Farquhar Robertson, William J. Morrice, J. Stuart Rayside, Reverend Malcolm M. Campbell, D. D., and Robert Stewart, in their quality of members of the legal Committee for the Province of Quebec of the Church of the non-concurring Congregations of the Presbyterian Church in Canada, for the passage of an Act respecting The Quebec Church Property Commission, and providing for the carrying out of certain recommendations of said Commission, more particularly respecting Lachute, Valleyfield and New Carlisle, and for other measures of relief for Presbyterian minorities, especially in the case of Melville Church, Westmount.

Montreal, December 21st, 1926.

GEO. A. CAMPBELL,
5828-53-4 Attorney for applicants.

Notice is hereby given that the Corporation of the Village of Richelieu, in the County of Rouville, in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to ratify a certain By-law No. 62 of the said Corporation and agreements between it and the Montreal St. Lawrence Light & Power Company, Montreal Light, Heat & Power Company and Montreal Light, Heat & Power, Consolidated, concerning municipal taxes to be

Light, Heat & Power, Consolidated, concernant les taxes municipales à être payées par les dites compagnies pour une période de trente années et autres matières, et pour d'autres fins.

Richelieu, le 18 décembre 1926.

Les procureurs de la requérante,
5829—53-4 BEAUREGARD & LABELLE.

paid by the said Companies for a period of thirty years and other matters, and for other purposes.

Richelieu, December 18th, 1926.

BEAUREGARD & LABELLE,
5830—53-4 Solicitors for Applicant.

Avis public est donné que Osisko-Rouyn Exploration Company, Limited, est légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Montréal, Milton Lewis Hersey, chimiste, Norman M. Campbell, gérant, Alphonse Paré, ingénieur de mines, Edgar R. Parkins, avocat, et Herbert C. Flood, courtier, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation de ville, sous le nom de "Ville de Mercier", pour fins municipales et scolaires, le territoire pour lequel un permis minier a été accordé à ladite compagnie, et les terrains adjacents, savoir: un territoire situé sur le côté sud de la rive nord du Lac Rouyn, dans le comté de Temiscamingue, comprenant l'endroit connu actuellement sous le nom de "Rouyn Landing", et s'étendant dans la direction nord, sur une distance d'environ deux mille (2000) pieds, ayant une largeur d'environ quatre mille (4000) pieds, et comprenant environ cinq cents (500) lots d'une superficie moyenne de cinq mille (5000) pieds carrés chacun; accordant à ladite municipalité les pouvoirs prévus par la loi des cités et villes, avec certaines modifications se rapportant à la qualification pour les charges municipales, aux élections, aux taxes et cotisations, à la réglementation de la construction des bâtisses, et pour d'autres fins.

Montréal, 23 décembre 1926.

L'avocat des pétitionnaires,
5831—53-4 LEON GARNEAU.

Public notice is hereby given that Osisko-Rouyn Exploration Company, Limited, a corporation having its head office in the city of Montreal, Milton Lewis Hersey, chemist, Norman M. Campbell, manager, Alphonse Paré, mining engineer, Edgar R. Parkins, advocate, and Herbert C. Flood, stockbroker, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act erecting into a town municipality, under the name of "Town of Mercier", for municipal and school purposes, that certain territory for which the said Company has been granted a mining license, and lands adjacent thereto, being bounded on the south by the north shore of Rouyn Lake, Temiscaming county, in the immediate vicinity of what is now known as Rouyn Landing, extending in a northerly direction for a distance of approximately 2000 feet and having a width of approximately 4000 feet and comprising about 500 lots of an average superficial area of 5000 square feet each, with the powers granted by the Cities and Towns' Act, with certain modifications in regard to qualification for municipal office, elections, taxation, building by-laws and restrictions, and for other purposes.

Montreal, December 23, 1926.

LEON GARNEAU,
5832—53-4 Attorney for Applicants.

Avis est par les présentes donné, que "The Association of Accountants in Montreal" s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendement sa charte 43-44 Victoria, chapitre 88, tel qu'amendé par la loi 60 Victoria, chapitre 87, et pour changer son nom en celui de "La Société des Comptables Agréés de la Province de Québec" (en anglais The Society of Chartered Accountants of the Province of Quebec) ou tout autre nom que la Législature déterminera pour indiquer que la Société n'est pas limitée aux comptables de Montréal et pour pourvoir à ce que le montant à être payé par un membre lorsqu'il est admis, et le montant de la souscription annuelle soit fixé par les règlements de la Société et pour déterminer quels mots ou initiales peuvent être employés pour indiquer qu'on fait partie de la Société.

Québec, 11 décembre 1926.

Les procureurs du pétitionnaire,
ST. LAURENT, GAGNE, DEVLIN
5707—52-4 & TASCHEREAU.

Notice is hereby given that the "Association of Accountants in Montreal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for an Act to amend its charter, 43-44, Victoria, Chapter 88, as amended by the Act 60 Victoria, chapter 87, and to change its name to that of "The Society of Chartered Accountants of the Province of Quebec", (in the French language "La Société des Comptables Agréés de la Province de Québec"), or such other name as may be determined by the Legislature to indicate that the Society is not confined to Accountants in Montreal, and to provide that the amount to be paid by a member on his admission, and the amount of the annual subscription shall be those fixed by the By-laws of the Society, and to determine what words or initials may be used to designate membership of the Society.

Quebec, Que., December 11th, 1926.

ST. LAURENT, GAGNE, DEVLIN
& TASCHEREAU,
5708—52-4 Solicitors for petitioner.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Canadian International Paper Company" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi ratifiant les règlements Nos 317, 372, 388 et 459 de la cité des Trois-Rivières, fermant certaines rues, dans la dite cité, et les Actes de Transport des dites rues à la compagnie "St. Maurice Lumber Company", maintenant "Canadian International Paper Company", et confirmant le titre de la dite compagnie dans les dites rues, et pour autres fins.

Notice is hereby given that the Canadian International Paper Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for an Act to ratify By-laws Nos. 317, 372, 388 and 459 of the city of Three Rivers, closing certain streets in the said city, and Deeds of Conveyance of said streets to the St. Maurice Lumber Company, now the Canadian International Paper Company, and to confirm the title of the said company in the said streets, and for other purposes.

Daté à Trois-Rivières, ce 16e jour de décembre 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.
5709—52-4

Avis est, par les présentes, donné que la municipalité de la partie Est du canton de Hull, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi ratifiant le règlement No 91 de la dite municipalité, pourvoyant à la fixation, pour une période de vingt ans, de l'évaluation, pour fins municipales, de certaines terres, pouvoirs d'eau, usines de force motrice, matériel et accessoires de la compagnie "Canadian International Paper Company", et ses ayants-droit, en rapport avec l'aménagement de forces hydrauliques à Chelsea Falls et à Farmers Rapids, dans la dite municipalité, et pour autres fins.

Le procureur de la demanderesse,
5711—52-4 J.-WILFRID STE-MARIE.

Avis est, par les présentes, donné que la municipalité de la partie Ouest du canton de Hull, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi ratifiant le règlement No 103 de la dite municipalité, pourvoyant à la fixation, pour une période de vingt ans, de l'évaluation, pour fins municipales, de certaines terres, pouvoirs d'eau, usines de force motrice, matériel et accessoires de la compagnie "Canadian International Paper Company" et ses ayants-droit, en rapport avec l'aménagement de forces hydrauliques à Chelsea Falls et à Farmers Rapids, dans la dite municipalité, et pour autres fins.

Le procureur de la demanderesse,
5713—52-4 J.-WILFRID STE-MARIE.

Avis est par les présentes donné que Madame Amélie Duchesnay, veuve de Gustave Hamel, de Québec, monsieur Léon Faribault, avocat, de Montréal, et madame D.-J. Gingras, de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier un acte de vente de certain bien immeuble substitué étant la moitié indivise du lot 624 du quartier Saint-Roch de la cité de Québec, acte passé devant le notaire Henri Pouliot, à Québec, le 29 octobre 1918.

Québec, 21 décembre 1926.

Le procureur des requérants,
5731—52-4 GUY HUDON.

Avis public est donné que la "Bell Telephone Company of Canada" s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à construire et à exploiter un échange de téléphone à l'angle nord-est de la rue Saint-Antoine et de l'avenue Atwater, en la cité de Montréal, savoir: sur les lots de subdivision 157-2, 158-1, 158-2, 159-1, 160, 161, 162 et 163 du lot No 386, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, nonobstant toutes servitudes qui pourraient affecter lesdits lots, et pour d'autres fins.

Montréal, 21 décembre 1926.

L'avocat de la requérante,
5737—52-4 LEON GARNEAU.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi pour constituer en corporation l'église "Ukrainian Greek-Orthodox Church of Canada", avec pouvoir d'exercer tous les droits appartenant

Dated at Three Rivers, this 16th day of December, 1926.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
5710—52-4 Solicitors for applicant.

Notice is hereby given that the municipality of the East part of the township of Hull will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to ratify By-law No. 91 of the said municipality, providing for the fixing, for a period of twenty years, of the valuation for municipal purposes upon certain lands, water-powers, power-houses, plants and accessories of the Canadian International Paper Company and its assigns, connected with power developments at Chelsea Falls and Farmers Rapids, in said municipality, and for other purposes.

J. WILFRID STE. MARIE,
5712—52-4 Solicitor for Applicant.

Notice is hereby given that the municipality of the West part of the township of Hull will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to ratify By-law No. 103 of the said municipality, providing for the fixing, for a period of twenty years, of the valuation for municipal purposes upon certain lands, water-powers, power-houses, plants and accessories of the Canadian International Paper Company and its assigns, connected with power developments at Chelsea Falls and Farmers Rapids, in said municipality, and for other purposes.

J. WILFRID STE. MARIE,
5714—52-4 Solicitor for applicant.

Notice is hereby given that Mrs. Amélie Duchesnay, widow of the late Gustave Hamel, of Québec, Mr. Leon Faribault, lawyer, of Montreal, and Mrs. D. J. Gingras, of Québec, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, to obtain the ratification of a deed of sale of a certain substituted real estate, being one undivided half of lot 624 of the Saint Roch ward, city of Québec, said deed passed before notary Henri Pouliot, on the 29th day of October, 1918.

Québec, December 21st, 1926.

GUY HUDON,
5732—52-4 Attorney for the petitioners.

Public notice is hereby given that the "Bell Telephone Company of Canada" will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for the passing of an Act authorizing it to build and operate a telephone exchange at the northeast corner of Saint Antoine Street and Atwater Avenue, in the city of Montreal, being subdivision lots 157-2, 158-1, 158-2, 159-1, 160, 161, 162 and 163 of lot No. 386, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, notwithstanding any building restrictions which might affect such lots, and for other purposes.

Montreal, December 21st, 1926.

LEON GARNEAU,
5738—52-4 Solicitor for Applicant.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Québec, at its coming session, for an Act to incorporate the Ukrainian Greek-Orthodox Church of Canada, with the power to exercise all the rights belonging to Ecclesiastical corpora-

nant aux corporations ecclésiastiques; acquérir des propriétés mobilières et immobilières, et les aliéner, les hypothéquer ou les administrer autrement; maintenir des institutions de bienveillance et de charité, tenir des registres, des actes et de l'état civil, et pour autres pouvoirs connexes.

Montréal, 21 décembre 1926.

Les procureurs de la requérante,
ATWATER, BOND & BEAUREGARD.
5759—52-4

Avis est, par les présentes, donné que les Révérends P.-A. Bégin, prêtre, Dolor Biron, curé, Edmond Charretier, curé, Anselme Bois, curé, et MM. Téléphore Bélanger, comptable, Gédéon-E. Bégin, comptable, Joseph-Emile Noel, médecin-chirurgien, J.-A.-C. Ethier, médecin, D.-O.-E. Denault, négociant, Georges-Henri Denault, négociant, Adrien Bérubé, médecin, P.-P. Beaudry, médecin, Stanislas Fortier, bourgeois, C.-Omer Biron, notaire, Ovila Noel, médecin, tous domiciliés actuellement dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de "Hôtel-Dieu de Sherbrooke", définissant ses fins et lui accordant tous les privilèges et droits habituellement accordés à ces corporations.

Montréal, 21 décembre 1926.

Les procureurs des requérants,
5761—52-4 CORMIER & FORGET.

Avis est par les présentes donné que la ville de Hampstead, la compagnie dite "The Cote St. Luc Realities, Limited" et divers propriétaires de propriétés immobilières dans la dite ville de Hampstead, présenteront une requête à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, demandant la passation d'une loi privée aux fins d'abolir certaines servitudes, restrictions et prohibitions grevant actuellement les lots numéros officiels 69, 72, 73, 74, 80 et 81 de la paroisse de Montréal, et toutes leurs subdivisions.

Montréal, le 21 décembre 1926.

Les procureurs des requérants,
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.
5763—52-4

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à son Acte d'incorporation, et notamment: pour se faire accorder un pouvoir d'emprunt égal à 15% de la valeur des immeubles imposables dans la cité, ledit pouvoir d'emprunt limité, cependant, à cinq cent mille dollars par année; deux cent vingt-cinq mille dollars pour le système de l'aqueduc; cent mille dollars pour les nouveaux services de l'aqueduc; cent mille dollars pour travaux préliminaires re: disparition des traverses à niveau, et cinquante mille dollars par année, pendant cinq années, pour compléter lesdits travaux; cinquante mille dollars pour octroi à l'Hôpital du Saint-Sacrement; cent trente-trois mille dollars pour la construction d'un pont sur la rivière Saint-Charles, à l'est du pont Dorchester; vingt mille dollars pour le mur de soutènement de la côte Franklin; deux cent mille dollars pour travaux permanents de pavage dans les rues de la cité; cent mille dollars pour finir l'élargissement de la Côte d'Abraham; trente mille dollars pour l'achat d'un outillage pour l'asphalte; vingt mille dollars pour la construction d'un pont sur la rivière Lairet; vingt mille dollars pour la construction d'un poste de feu et de

tions; to acquire property, moveable and immovable, and to alienate, hypothecate, and otherwise administer the same; to maintain benevolent and charitable institutions; to keep registers for acts of civil status, and other incidental powers.

Montreal, December 21st, 1926.

ATWATER, BOND & BEAUREGARD,
Solicitors for Applicants.
5760—52-4

Notice is hereby given that the Reverend P. A. Begin, priest, Dolor Biron, parish-priest, Edmond Charretier, parish-priest, Anselme Bois, parish-priest, and MM. Téléphore Bélanger, accountant, Gédéon E. Bégin, accountant, Joseph Emile Noel, physician-surgeon, J. A. C. Ethier, physician, D. O. E. Denault, merchant, Georges Henri Denault, merchant, Adrien Bérubé, physician, P. P. Beaudry, physician, Stanislas Fortier, gentleman, C. Omer Biron, notary, Ovila Noel, physician, all actually residing in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an Act incorporating them under the name of "Hôtel Dieu de Sherbrooke", defining its purposes and granting it all the privileges and rights usually granted to such corporations.

Montreal, December 21st, 1926.

CORMIER & FORGET,
5762—52-4 Attorneys for the petitioners.

Public notice is hereby given that the Town of Hampstead, the Cote St. Luc Realities, Limited, and various proprietors of the immovable property in the said Town of Hampstead, will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, praying that a Private bill be passed for the purpose of abolishing certain servitudes, restrictions and prohibitions now imposed upon official Lots Nos. 69, 72, 73, 74, 80 and 81 of the parish of Montreal and all the subdivisions thereof.

Montreal, 21st December, 1926.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for the applicants.
5764—52-4

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of the Province, at its next Session, for certain amendments to its Act of Incorporation and more particularly: to have borrowing power granted to it for equal to 15% of the value of the taxable immovable property in the city, the said borrowing power to be limited, however, to five hundred thousand dollars per annum; two hundred and twenty five thousand dollars for the water-works system, one hundred thousand dollars for the new water-works service; one hundred thousand dollars for preliminary work re: disappearance of the level crossings, and fifty thousand dollars per annum, for five years, to complete the said work; fifty thousand dollars for grant to Hôpital du Saint-Sacrement; one hundred and thirty three thousand dollars for the construction of a bridge over the river Saint Charles, on the east of the Dorchester bridge; twenty thousand dollars for the retaining wall of Franklin hill; two hundred thousand dollars for permanent paving work in the streets of the city; one hundred thousand dollars to complete the widening of Abraham hill; thirty thousand dollars for the purchase of an equipment for asphalt; twenty thousand dollars for the construction of a bridge over the river Lairet; twenty thousand dollars for

police, à Maizerets; quinze mille dollars pour améliorations permanentes au système du télégraphe d'alarme; quinze mille dollars pour l'achat et l'érection de signaux lumineux pour la direction du trafic dans les rues; pour augmenter à six mille dollars l'octroi payable annuellement à la Goutte de Lait; pour augmenter à quatre mille cinq cents dollars l'octroi payable annuellement au Dispensaire de la Ligue Anti-tuberculeuse de Québec; pour ratifier le paiement de cinq mille dollars comme souscription de la cité à la tenue des Sports d'Hiver, et autoriser la cité à emprunter un montant semblable, chaque année, pour la tenue desdits sports; pour augmenter les emprunts temporaires sur les arrérages de taxes foncières et d'eau à quatre-vingts pour cent; pour diminuer à un pour cent, au lieu de cinq pour cent, le montant à être voté pour couvrir les pertes dans la perception des taxes; pour faire disparaître de son Acte d'incorporation la restriction lui défendant d'imposer des taxes sur les ouvriers non résidents venant travailler à Québec; pour décréter qu'une liste sera faite, chaque année, pour les électeurs ayant droit de vote pour l'élection du maire; pour autoriser la cité à vendre, à l'enchère ou à vente privée, les maisons construites en vertu des dispositions de la loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers; pour accorder une commutation de taxes sur la partie éducative des propriétés des Chevaliers de Colomb; pour emprunter et payer la quote-part de la cité pour l'érection d'une voie carrossable sur le Pont de Québec; pour demander au gouvernement de mettre vingt-cinq mille dollars à la disposition de la Commission d'Embellissement de la Cité de Québec; pour ratifier l'acte de vente du terrain appelé "Marché Montcalm"; pour annexer à la cité la subdivision un du lot originaire cent vingt-cinq (125-1) et la partie non subdivisée dudit lot à la cité de Québec; pour ratifier deux actes de cession, passés devant le notaire Giroux, entre la Congrégation des Religieux du Très Saint-Sacrement et la cité de Québec; pour accorder à la Compagnie Hegeman, Harris, Limitée, une évaluation fixe pour fin de taxes sur la propriété que la compagnie a achetée pour l'érection d'un hôtel sur l'emplacement du Marché Montcalm; pour autoriser la cité à imposer une licence aux propriétaires de véhicules-moteurs employés comme voitures de livraison; pour ratifier l'homologation de l'avenue Brown, décrétée par le règlement numéro 75b du conseil de la cité, et pour autres fins.

Par ordre,
Le greffier de la cité de Québec,
H.-J.-J.-B. CHOUINARD.

Québec, 22 décembre 1926. 5769—52-4

the construction of a Fire and Police Station at Maizerets; fifteen thousand dollars for permanent improvements to the telegraph alarm system; fifteen thousand dollars for the purchase and erection of luminous signals for the direction of traffic in the streets; to increase to six thousand dollars the grant payable annually to the Goutte de Lait; to increase to four thousand five hundred dollars the grant payable annually to the Dispensary of the Quebec Anti-Tuberculosis League; to ratify the payment of five thousand dollars as subscription of the city for the holding of the Winter Sports, and to authorize the city to borrow a similar amount, every year, for the holding of the said Sports; to increase the temporary loans on the arrears of the real estate and water taxes to eighty per cent; to diminish to one per cent, instead of five per cent, the amount to be voted to cover losses in the collection of taxes; to eliminate from its Act of Incorporation the restriction prohibiting it to impose taxes on non-resident workmen coming to work in Quebec; to enact that a list be made, every year, for the electors having right to vote for the election of the Mayor; to authorize the city to sell, at auction or private sale, the houses built under the provisions of the act providing for the construction of workmen's dwellings; to grant commutation of taxes on the educational part of the property of the Knights of Columbus; to borrow and pay the city's share for the building of a carriage road over the Quebec Bridge; to apply to the government to place twenty five thousand dollars at the disposal of Embellishment Commission of the City of Quebec; to ratify the deed of sale of the property called "Montcalm Market"; to annex to the city subdivision one of primitive lot one hundred and twenty five (125-1) and the non-subdivided part of the said lot to the city of Quebec; to ratify two deeds of transfer passed before notary Giroux, between the Congregation des Religieux du Très Saint-Sacrement and the city of Quebec; to grant the Hegeman, Harris Company, Limited, a fixed valuation for tax purposes on the property which the company has purchased for the erection of a hotel on Montcalm Market emplacement; to authorize the city to impose a license on the proprietors of motor-vehicles employed as delivery vehicles; to ratify the homologation of Brown Avenue, enacted by by-law number 75-B of the City Council, and for other purposes.

By order,
H. J. J. B. CHOUINARD,
Clerk of the city of Quebec.

December 22, 1926. 5770—52-4

Avis est, par les présentes, donné que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en municipalité distincte, en vertu de la Loi des Cités et villes, un certain territoire situé partie dans le canton de Tremblay et partie dans le canton de Jonquière dans le comté de Chicoutimi, province de Québec, et comprenant les terrains suivants, savoir:

Les terrains apparaissant aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité du canton de Tremblay, et connus et désignés comme étant les lots numéros 26, 25, 24a, 24b, 23, 22, 21, 21a, 21b, 20b, 20a, 20a-1, 19b, 19a, 19a-1, 18a, 18a-1, 18b, 18e, 17a, 17b, 17c, 16, 79 et partie des lots numéros 27 et 15, et toutes leurs subdivisions, s'il

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act incorporating into a separate municipality, under the Cities' and Towns' Act, a certain territory partly situate in the municipality of the township of Tremblay and partly in the township of Jonquière, in the county of Chicoutimi, province of Quebec, and containing the following lands, to wit:

The lands appearing on the official plan and book of reference of the municipality of the canton of Tremblay and known and designated as follows: Lots numbers 26, 25, 24a, 24b, 23, 22, 21, 21a, 21b, 20b, 20a, 20a-1, 19b, 19a, 19a-1, 18a, 18a-1, 18b, 18e, 17a, 17b, 17c, 16, 79, and part of lots numbers 27 and 15 and all their subdivi-

y en a, du rang "A" du canton Simard, dans le comté de Chicoutimi;

Et les terrains apparaissant aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Jonquière, et connus et désignés comme étant partie des lots numéros 17a, 17b, 18a, 18b, 19b, 19a, 20 et les lots "J" et "H" et leurs subdivisions, s'il y en a, du rang 1 du canton de Jonquière, comté de Chicoutimi;

et déterminer le nom à être donné à ladite municipalité, ainsi que son mode de gouvernement et ses pouvoirs, la qualification requise pour faire partie de son conseil municipal et le mode d'élection des membres d'icelui et pour autres fins.

Montréal, 22 décembre 1926.

Les procureurs des requérants,
5777—52-4 GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Avis est par les présentes donné que la "P. Q. Lumber Company" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant son titre aux limites à bois River Nouvelle East, River Nouvelle West, River Nouvelle No 3, West Branch River Nouvelle, Rear River Nouvelle West, River Mann East, River Mann West, River Nouvelle No 5 and River Nouvelle No 2, tenues sous licence de la province de Québec.

Montréal, 22 décembre 1926.

Les procureurs du requérant,
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
5779—52-4

Avis est, par les présentes, donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui la régissent et notamment l'autorisation d'un pouvoir d'emprunt n'excédant pas un million de dollars (\$1,000,000.00) et pour autres fins.

Montréal, 22 décembre 1926.

Le procureur de la requérante,
5781—52-4 AYME LAFONTAINE.

Avis public est donné que Victor Cardinal, Hercule Roy, Pierre, Emile et Séraphin Deguire, Alphonse et Edouard Cardinal, Joseph Deguire, Alphonse Goyer, Edouard Roy, Auguste Cardinal et Camille Légaré, tous des cité et district de Montréal, cultivateurs, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi mettant à la charge de la cité de Montréal seule le coût de la construction, de la réfection et du pavage du Chemin de la Côte-des-Neiges dans les limites de l'ancienne municipalité de la Côte-des-Neiges, et pour d'autres fins, et pour le cas où la cité de Montréal présenterait, à la prochaine session de la Législature, un projet de loi tendant à faire amender sa charte, avis public est donné que lesdits pétitionnaires feront leur demande par voie d'amendement à ce projet de loi s'ils le jugent à propos.

Montréal, 22 décembre 1926.

L'avocat des requérants,
5780—52-4 LEON GARNEAU.

Avis est donné que le soussigné proposera l'abrogation des paragraphes (b) et (c) de la section 69 de la Loi 15 Georges V, chapitre 92 (Québec), lors de l'étude du bill de la cité de Montréal modifiant sa charte, à la prochaine session de la Législature.

Montréal, le 19 novembre 1926.

ADELARD BELANGER,
5593—51-4 Contribuable de la cité de Montréal.

sions, if any, of range "A", canton of Simard, county of Chicoutimi; and

The lands appearing on the official plan and book of reference of the canton of Jonquière and known and designated as follows: Parts of lots numbers 17a, 17b, 18a, 18b, 19b, 19a, 20, and lots "J" and "H" and their subdivisions, if any, of range 1 of said Canton of Jonquière, county of Chicoutimi;

and to determine the name to be given to the said municipality and also its mode of government and its powers, the qualification required to form part of its municipal council and the mode of election of the members thereof, and for other purposes.

Montreal, December 22nd, 1926.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
5778—52-4 Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that "The P. Q. Lumber Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act ratifying and confirming its title to Timber Limits River Nouvelle East, River Nouvelle West, River Nouvelle No. 3, West Branch River Nouvelle, Rear River Nouvelle West, River Mann East, River Mann West, River Nouvelle No. 5 and River Nouvelle No. 2, held under license from the Province of Quebec.

Montreal, December 22nd, 1926.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for Applicant.
5780—52-4

Notice is hereby given that the Catholic School Commission of Montreal will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for certain amendments to laws governing the same and particularly to authorize a borrowing power not exceeding one million dollars (\$1,000,000.00) and for other purposes.

Montreal, December 22nd, 1926.

AYME LAFONTAINE,
5782—52-4 Attorney for the Petitioner.

Public notice is hereby given that Victor Cardinal, Hercule Roy, Pierre, Emile and Séraphin Deguire, Alphonse and Edouard Cardinal, Joseph Deguire, Alphonse Goyer, Edouard Roy, Auguste Cardinal and Camille Légaré, all of the city and district of Montreal, farmers, will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act providing that the cost of construction, paving, repairs and maintenance of Côte des Neiges Road, within the limits of the former municipality of Côte des Neiges, be borne solely by the city of Montreal, and for other purposes, and should the city of Montreal present a bill at the same session of the Legislature for the purpose of amending its charter, public notice is hereby given that the said petitioners, if they see fit, will propose an amendment to the above effect.

Montreal, December 22nd, 1926.

LEON GARNEAU,
5790—52-4 Attorney for petitioners.

Notice is hereby given that the undersigned will propose the abrogation of paragraphs (b) and (c) of section 69 of Act 15 George V, chapter 92 (Quebec), when the bill of the city of Montreal, modifying its charter, will be studied at the next session of the Legislature.

Montreal, November 19th, 1926.

ADELARD BELANGER,
5594—51-4 Rate-payer of the city of Montreal.

Avis est par les présentes donné que la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir un amendement à sa charte relativement au droit de vote aux élections municipales et sur les emprunts municipaux, et pour obtenir la ratification d'un règlement de son conseil accordant une commutation de taxes à la compagnie "Regent Knitting Mills, Limited".

Saint-Jérôme, 20 décembre 1926.

Le procureur de la requérante,
5789A—52-4 CHS-ED. MARCHAND.

Notice is hereby given that the town of Saint Jérôme will apply to the Legislature, at its next session, to obtain an amendment to its charter concerning the right of vote at municipal elections and on municipal loans, to obtain a ratification of a by-law of its council granting a commutation of taxes to the "Regent Knitting Mills, Limited".

Saint Jérôme, December 20, 1926.

CHS. ED. MARCHAND,
5790A—52-4 Attorney for applicant.

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi pour ratifier et leur permettre de mettre en force une répartition qui a été préparée en vertu d'une résolution qu'ils ont adoptée le 29 mars 1923, et pour autres fins.

Saint-Augustin, 13 décembre 1926.

Le secrétaire-trésorier,
5595—51-4 M. ST. JACQUES.

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the parish of Saint Augustin, county of Deux Montagnes, shall apply to the Quebec Legislature, at its next Session, for the adoption of an Act to ratify and allow them to put into effect an assessment which has been prepared in conformity with the resolution they have adopted on the 29th of March, 1923, and for other purposes.

Saint Augustin, December 13th, 1926.

M. ST. JACQUES,
5596—51-4 Secretary-Treasurer.

Avis est donné que L'Œuvre du Patronage de Saint-Hyacinthe et les autres institutions religieuses proposeront les amendements suivants à la charte de la ville de Saint-Hyacinthe, lors de l'étude du bill l'amendant, à la prochaine session de la législature de Québec, savoir:

Remplacer totalement ou partiellement les dispositions de la charte de la cité de Saint-Hyacinthe par la loi des cités et villes (ch. 102, S. R. Q., 1925); rendre applicable à la cité de Saint-Hyacinthe l'article 96 de la loi des cités et villes; rendre conforme au paragraphe c de l'article 520 du chapitre 102, S. R. Q., 1925, le paragraphe e de l'article 5729, S. R. Q., 1909, tel que modifié par la section 5 du chapitre 94, 9 Georges V, Québec; amender l'article 5691 des Statuts Refondus de Québec, 1909, qui s'applique à la cité de Saint-Hyacinthe, de manière à obliger cette cité de porter au crédit de chaque service municipal pour l'année suivante, le surplus de taxes spéciales perçues; faire statuer que pour les biens énumérés aux paragraphes c, d et e de l'article 5729, S. R. Q., 1909, tel que modifié pour la cité de Saint-Hyacinthe, la taxe de consommation de l'eau sera basée sur une valeur locative fixée à quatre pour cent de la valeur réelle portée au rôle d'évaluation.

Saint-Hyacinthe, le 13 décembre 1926.

Le procureur,
5615—51-4 J.-A.-É. DION.

Notice is given that "L'Œuvre du Patronage de Saint Hyacinthe" and other religious institutions will propose the following amendments to the charter of the City of Saint Hyacinthe, when the bill amending said charter will be discussed by the Private Bills Committee, at the next sitting of Quebec Legislature, namely:

To substitute entirely or partly the provisions of the charter of the city of Saint Hyacinthe by the Cities and Towns Act, (Ch. 102, R. S. Q. 1925); to incorporate in the charter of said City article 96 of the Cities and Towns Act; to substitute paragraph e of article 5729 R. S. Q., 1909, as amended by ch. 94, 9 Geo. V, sec. 5, by the paragraph e of article 520, ch. 102, R. S. Q., 1925; to amend article 5691 R. S. Q., 1909, which forms part of the charter of the city of Saint Hyacinthe and to compel said city to use only for the special purposes of the assessment, the surplus of special taxes collected from year to year; to regulate that the properties enumerated in paragraphs c, d and e of article 5729 R. S. Q., 1909, as amended for the city of Saint Hyacinthe, shall pay the water taxes on the basis of a value in rent fixed at four per cent of the real value as assessed by the valuation roll.

Saint Hyacinthe, December 13th. 1926.

J. A. E. DION,
5616—51-4 Attorney.

Avis est, par les présentes, donné que Charles-A. Pratt, de la ville de Longueuil; Marie-Louise-Evelina Pratt, de la cité de Montréal, veuve de Gustave Laviolette; Marie-Angéline-Virginie Pratt, de la cité de Montréal, veuve de Georges-H. Matthews; et Aloysia Pratt, de la cité de Montréal, épouse de P.-F. Woodcock, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Georges-A.-F. Pratt, de la ville d'Outremont; et autres, tous héritiers et grevés de la succession de feu John Pratt, en son vivant, marchand, de la cité de Montréal, s'adresseront au parlement de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill afin de faire augmenter les rentes et avances qui leur sont payées par ladite succession, en vertu du testa-

Notice is hereby given that Charles A. Pratt, of the city of Longueuil; Marie Louise Evelina Pratt, of the city of Montreal, widow of Gustave Laviolette; Marie Angelina Virginie Pratt, of the city of Montreal, widow of George H. Matthews; and Aloysia Pratt, of the city of Montreal, wife of P. F. Woodcock, of the same place, and the latter to authorize his wife to these presents; George A. F. Pratt, of the city of Outremont, and others, all heirs and institutes to the estate of the late John Pratt, in his lifetime, merchant, of the city of Montreal, will apply to the Parliament of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law in view of increasing the revenues and advances which are now paid to them by said estate, in virtue of the will of the

ment dudit feu John Pratt et en vertu des lois
imposées au sujet de ladite succession.

Montréal, le 14 décembre 1926.

Le procureur des requérants,
5617—51-4 JOHN-G. AHERN.

Avis est par les présentes donné que les enfants
de Martha Lamb, en son vivant épouse en pre-
mières nocces de Hugh Martin, et en secondes noc-
ces de James-F. Candlish, de Montréal, s'adres-
seront à la Législature, à sa prochaine session, pour
en obtenir une loi les déclarant seuls et uniques
propriétaires des terrains connus sous les Nos
deux cent trente-cinq, deux cent-trente-six, et
deux cent cinquante du quartier Sainte-Marie, à
Montréal, en vertu des testaments de James
Lamb et de son épouse Dame Martha Shorliff,
leur grand-père et leur grand-mère, reçus devant
A. D'Amour, N.P., le 4 juillet 1854.

Montréal, le 13 décembre 1926.

Le notaire pour les pétitionnaires,
5631—51-4 HORACE LIPPE.

Avis: Les héritiers de feu Ludger Alain feront
une demande à la Législature de Québec afin d'ob-
tenir la passation d'une loi autorisant les exécuteurs
testamentaires dudit feu Ludger Alain à
payer aux enfants d'icelui, à chacune, à même l'ex-
cédent des revenus de la succession, une somme de
\$1,000.00 ou une proportion de un cinquième du
dit excédent.

Le procureur des héritiers Alain,
GERALD FAUTEUX.

Montréal, 15 décembre 1926. 5645—51-4

Avis est par le présent donné que: S. Ouimet,
ingénieur civil, M.-H. Lebel, médecin, J.-C. Pel-
letier, comptable, O. Filion, entrepreneur, Ad.
Fortier, industriel et autres de la cité de Mon-
tréal, s'adresseront à la Législature de Québec,
à la prochaine session, pour la passation d'un acte
les autorisant de construire un souterrain et des
tunnels pour voies ferrées dans la cité de Mon-
tréal et sous le fleuve Saint-Laurent, pour centra-
liser toutes les voies de trafic à un terminal.

5647—51-4 SERAPHIN OUIMET, I.-C.

Avis est donné qu'une demande sera faite à la
Législature de la province de Québec, à sa pro-
chaine session, pour ériger en municipalité de ville,
tant pour les fins municipales que scolaires, un
certain territoire situé dans le canton de Grand-
Calumet, dans le comté de Pontiac, comprenant
les numéros originaux 3, 4, 5, 6 et 7 du rang
de réserve 1 dudit canton, les trois îles portant les
numéros 8, 10 et 11 du dit 1er rang de réserve
dudit canton de Grand-Calumet, partie des lots
494, 495, 498 et les lots Nos 499 et 500 du village
de Bryson, dans le canton de Litchfield, dans le
comté de Pontiac, les îles Nos 8, 8a, 9, 10, 11 et 12
du canton de l'île de Grand-Calumet, et les îles
Nos 502, 503, 504, 505, 506 et 507 du village de
Bryson, et la rivière Ottawa, qui coule à travers
ces limites, et le lit de ladite rivière, sous le nom
de "Ville Cadieux", avec les pouvoirs accordés par
la Loi des cités et villes, sauf certains changements
quant à la qualification pour exercer les charges
municipales, les pouvoirs d'emprunt et quant à
certains autres objets et aussi pour autres fins.

Le procureur des requérants,
ALPHONSE DECARY.

Montréal, 14 décembre 1926. 5649—51-4

late John Pratt and in virtue of the laws already
passed in connection with the said estate.

Montreal, December 14, 1926.

JOHN G. AHERN,
5618—51-4 Attorney for Petitioners.

Notice is hereby given that the children of
Martha Lamb, in her lifetime wife by first mar-
riage of Hugh Martin, and by second marriage of
James F. Candlish, of Montreal, will apply to the
Legislature, at its next session, to obtain an Act
declaring them only and sole proprietors of those
lots of land known under Nos. two hundred and
thirty-five, two hundred and thirty-six and two
hundred and fifty of Saint Mary's ward, at Mon-
treal, in virtue of the wills of James Lamb and of
his wife Dame Martha Shorliff, their grandfather
and grandmother, received before A. D'Amour,
N.P. on the 4th. of July, 1854.

Montreal, December 13, 1926.

HORACE LIPPE,
5632—51-4 Notary for the petitioners.

Notice: The heirs of the late Ludger Alain will
petition the Quebec Legislature to obtain a law
authorizing the executors of the said late Ludger
Alain to pay to his children, to each of them,
out of the surplus of the revenue of the estate, an
amount of \$1,000.00 or a proportion of one fifth
of the said surplus.

GERALD FAUTEUX,

Attorney of the heirs Alain.

Montreal, December 15, 1926. 5646—51-4

Notice is hereby given that: S. Ouimet, civil
engineer, M. H. Lebel, physician, J. C. Pelletier,
accountant, O. Filion, contractor, Ad. Fortier,
industrial, and others, of the city of Montreal,
will apply to the Legislature of Quebec at its
coming session, for the passing of an act autho-
rizing them to build a subway and tunnels for
railways in the city of Montreal and under the
Saint Lawrence River, in order to centralize all
traffic to a terminal.

5648—51-4 SERAPHIN OUIMET, C.-E.

Notice is hereby given that an application shall
be made to the Legislature of the Province of
Quebec, at its next session, for the erection into
a town municipality, for municipal and school
purposes, of that certain territory situated in the
township of Grand Calumet, in the county of
Pontiac, comprising the original numbers 3, 4,
5, 6 and 7 of the First Reserve Range of the said
township, the three islands bearing numbers 8,
10 and 11 of the said First Reserve Range of the
said township of Grand Calumet, part of lots
Nos. 494, 495, 498 and the lots Nos. 499 and 500
of the Village of Bryson, in the township of
Litchfield, in the county of Pontiac, the Islands
Nos. 8, 8a, 9, 10, 11 and 12 of the township of
Grand Calumet Island, and the Islands Nos.
502, 503, 504, 505, 506 and 507 of the Village of
Bryson and the Ottawa River, running through
these limits, and the bed of the said river, under
the name "Town Cadieux", with the powers
granted by the Cities and Towns Act, with certain
modifications as to the qualification for municipal
offices, as to the borrowing power and other
objects, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,

Attorney for Petitioners.

Montreal, December 14, 1926. 5650—51-4

Avis public est par le présent donné, que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9, Edouard VII, chapitre 86 et ses amendements, aux fins: de changer les dispositions concernant la description des immeubles dans le rôle d'évaluation, et la considération des plaintes contre ce rôle pour les faire décider par le bureau des estimateurs; de changer les dispositions concernant les rôles de perception; la date d'échéance des taxes spéciales déjà imposées et confirmer les rôles existants; de nommer un gérant municipal, définir ses qualifications et ses pouvoirs; d'être autorisée à inclure, dans le coût des améliorations imposées spécialement, l'intérêt des sommes avancées par le fonds général pour les payer; d'être autorisée à clôturer une partie du Parc Lasalle; de définir, régler et liquider ses droits et réclamations contre la Compagnie Métropolitaine d'Habitations, Limitée, en liquidation, en rapport avec les prêts faits à cette compagnie sous l'autorité de la loi 9, George V, chapitre 10 et ses amendements, d'être autorisée à emprunter toutes sommes nécessaires à ces fins; de faire déterminer les frais et déboursés payables aux liquidateurs à la dite compagnie, et de faire contribuer à leur paiement toutes les municipalités qui ont prêté de l'argent à la dite compagnie; obliger les personnes exploitant des établissements d'exhibitions de vues animées à se procurer un permis de la cité et de limiter le nombre de ces permis; et pour obtenir d'autres pouvoirs.

Le procureur de la cité de Lachine,
A. S. PELLETIER,
Lachine, 14 décembre, 1926. 5669—51-4

Notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act amending its charter, the Act 9, Edward VII, chapter 86 and its amendments, for the following purposes: to change the provisions respecting immovable property on the valuation roll and the consideration of complaints against said roll to have them decided by the board of valuers; to change the provisions respecting the collection rolls, the date of maturity of the special taxes already levied and to confirm the existing rolls; to appoint a municipal manager, define his qualifications and powers; to be authorized to include, in the cost of the improvements specially imposed the interest on the amounts advanced by the general fund to pay same; to be authorized to fence in a part of Lasalle Park; to define, settle and liquidate its rights and claims against the Compagnie Métropolitaine d'Habitations Limitée, in liquidation, in connection with the loans made to said company under authority of the Act 9, George V, chapter 10 and amendments thereto, to be authorized to borrow any amounts necessary for such purposes; to have the costs and expenses determined payable to the liquidators of the said company and to have all the municipalities who loaned money to the said company contribute for the payment thereof; to oblige persons operating moving picture halls to obtain a permit from the city and to limit the number of such permits; and to obtain other powers.

A. S. PELLETIER,
Attorney for the city of Lachine.
Lachine, December 14, 1926. 5670—51-4

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village de Rouyn demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi érigeant la municipalité du village de Rouyn en municipalité de ville, régie par le chapitre 102 des Statuts refondus de Québec, 1925, et comprenant dans son territoire la totalité des blocs 8, 9 et 41 du canton Rouyn, avec les pouvoirs suivants: (a) S'annexer, sur simple résolution, les terrains non organisés adjacents à la municipalité; (b) Consentir une commutation de taxes, ou évaluation spéciale, pour un hôtel; (c) Limiter l'évaluation de certains terrains; (d) Garantir les obligations émises pour toute personne construisant un aqueduc pour fins municipales; (e) Diviser le territoire de la municipalité en six quartiers et fixer le nombre des échevins; (f) Fixer la date de la prochaine élection générale et l'expiration du terme d'office des membres actuels du conseil; (g) Autoriser les compagnies et corporations à voter, par leur représentant, sur les règlements concernant la finance municipale.

Le tout avec clause abrogeant, quant à la ville de Rouyn, toutes les dispositions et restrictions auxquelles elle peut être soumise, à raison des règlements adoptés par aucune des corporations municipales du canton Rouyn constituées en vertu du chapitre 104 des Statuts refondus de Québec, 1925, ou autrement.

Les procureurs,
DEMERS, NADEAU & PRATTE.
Québec, 15 décembre 1926. 5671—51-4

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Rouyn, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act erecting the municipality of the village of Rouyn into a town municipality governed by chapter 102 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, and comprising in its territory the whole of blocks 8, 9 and 41 of the township of Rouyn, with the following powers: (a) To annex to it by simple resolution the unorganized lands adjacent to the municipality; (b) To grant a commutation of taxes or special valuation for an hotel; (c) To limit the valuation of certain lands; (d) To guarantee the bonds issued for any person constructing an aqueduct for municipal purposes; (e) To divide the territory of the municipality into six wards and determine the number of aldermen; (f) To fix the date of the next general election and the expiration of the term of office of the actual members of the council; (g) To authorize companies and corporations to vote, through their representative, on by-laws respecting municipal finance.

The whole with clause repealing, as to the town of Rouyn, all the provisions and restrictions to which it may be submitted, through by-laws adopted by any of the municipal corporations of the township of Rouyn, formed under chapter 104 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, or otherwise.

DEMERS, NADEAU & PRATTE,
Attorneys.
Quebec, December 15, 1926. 5672—51-4

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir l'amendement de sa charte relativement à son pouvoir d'emprunt, de façon à ce qu'elle soit à l'avenir régie par la loi générale; pour être autorisée à adopter toutes mesures qui pourrait nécessiter l'ouverture de la rue Sherbrooke et généralement l'ouverture de nouvelles rues dans les limites de son territoire; pour obtenir la ratification de la résolution de son conseil accordant une commutation de taxes à la Compagnie de Ciment Nationale; pour obtenir la confirmation de toute transaction qu'elle pourrait faire avec Dominion Carriage Company, Limited, ses successeurs ou représentants, et ratification, au besoin, de la vente qu'elle pourrait de même être appelée à faire des immeubles de cette Compagnie.

Le secrétaire-trésorier,
J.-EMERY CODERRE.
Montréal-Est, 7 décembre, 1926.

5497-50-4

Notice is hereby given that the town of Montreal-East will apply to the Legislature, at its next Session, to obtain an amendment to its charter concerning its borrowing power, in order that it may, in the future, be governed by the general law; to be authorized to adopt all necessary proceedings for the opening of Sherbrooke Street, and generally for the opening of new streets within the limits of its territory; to obtain a ratification of the resolution of its Council, granting a commutation of taxes to the National Cement Company; to obtain the confirmation of any transaction into which it may enter with Dominion Carriage Company, Limited, its successors or representatives, and also the ratification, if needed, of the sale which it may be called upon to make of the immovables of said Company.

J. EMERY CODERRE,
Secretary-Treasurer.
Montreal-East, December 7th, 1926.

5498-50-4

Avis public est par les présentes donné que les Révérends Père Théophile Hudon, Joseph Sheehy, Alphonse Gauthier et Edouard Roy, tous membres de la Compagnie de Jésus, tous de la cité et du district de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant, eux et leurs successeurs, en corporation, sous le nom de "La Corporation du Val Racine", pour fins religieuses, d'éducation, œuvres charitables et sociales, avec les pouvoirs habituels conférés à ces corporations.

Chicoutimi, ce 9 décembre 1926.

Le procureur des requérants,
GUY HUDON.

5507-50-4

Public notice is hereby given by the Reverend Fathers Théophile Hudon, Joseph Sheehy, Alphonse Gauthier and Edouard Roy, all members of "La Compagnie de Jésus", all of the city and district of Quebec, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the enactment of an act to constitute them and their successors a corporation under the name of "La Corporation du Val Racine", for religious, educational, charitable and social purposes, with the powers ordinary granted to corporations of that kind.

Chicoutimi, December 9th, 1926.

GUY HUDON,
Attorney for applicants.

5508-50-4

Avis est par les présentes donné que "La Congrégation des Religieux du Très Saint Sacrement" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à son acte d'incorporation 55-56 Victoria, chapitre 96, concernant ses pouvoirs, et en particulier son pouvoir d'emprunt et pour d'autres fins.

LA CONGREGATION DES RELIGIEUX DU TRES SAINT SACREMENT.
Montréal, le 9 décembre 1926. 5511-50-4

Notice is hereby given that "La Congrégation des Religieux du Très Saint Sacrement" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain certain amendments to its act of incorporation 55-56 Victoria, Chapter 96, concerning its powers, and particularly its borrowing powers, and for other purposes.

LA CONGREGATION DES RELIGIEUX DU TRES SAINT SACREMENT.
Montreal, 9th. December, 1926. 5512-50-4

Avis est par les présentes donné que "La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à son acte d'incorporation, 4 Edouard VII, chapitre 109, concernant ses pouvoirs, et en particulier, son pouvoir d'emprunt, et pour autres fins.

LA CONGREGATION DES SOEURS
DE LA CHARITE DE SAINT-LOUIS.
Québec, le 9 décembre 1926. 5513-50-4

Notice is hereby given that "La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain certain amendments to its act of incorporation. 4 Edward VII, chapter 109, concerning its powers, and particularly its borrowing powers, and for other purposes.

LA CONGREGATION DES SOEURS
DE LA CHARITE DE SAINT-LOUIS.
Quebec, 9th. December, 1926. 5514-50-4

Avis est par les présentes donné que la corporation de "L'Asile du Bon-Pasteur de Québec" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte d'incorporation. 18 Victoria, chapitre 233, concernant ses pouvoirs, et en particulier son pouvoir d'emprunt, et pour d'autres fins.

L'ASILE DU BON-PASTEUR DE QUEBEC.
Québec, le 9 décembre 1926. 5515-50-4

Notice is hereby given that the corporation of "L'Asile du Bon-Pasteur de Québec" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain certain amendments to its act of incorporation 18 Victoria, chapter 233, concerning its powers, and particularly its borrowing powers, and for other purposes.

L'ASILE DU BON-PASTEUR DE QUEBEC.
Quebec, 9th. December, 1926. 5516-50-4

Avis est par les présentes donné que la corporation de "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à son acte d'incorporation, 56 Victoria, chapitre 86, concernant ses pouvoirs, et en particulier son pouvoir d'emprunt, et pour d'autres fins.

LES RELIGIEUSES DE
L'HOTEL-DIEU DE LEVIS.

Lévis, le 9 décembre 1926. 5517-50-4

Avis est, par les présentes, donné que Alexandre Gareau, Hervé Gareau, Hector Gareau, Emile Gareau, Arthur Gareau et Jeanne Gareau, et Philias Rolland s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi décrétant que les biens de la succession de Joseph Gareau et de son épouse sont la propriété absolue des requérants.

Montréal, le 9 décembre, 1926.

Les procureurs des requérants,
LAURENDEAU & LAURENDEAU.

5519-50-4

Avis public est, par les présentes, donné qu'une requête sera présentée à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, au nom de la compagnie "The Mount Royal Hotel Company, Limited", une corporation ayant son bureau-chef en la cité et le district de Montréal, pour la passation d'une loi confirmant le Règlement No 24 de la compagnie, étant un règlement qui pourvoit :

(I) (a) Au changement du taux de dividende des actions privilégiées cumulatives de la compagnie de 8% à 6% par année;

(b) À l'octroi du droit aux actionnaires privilégiés de voter si et lorsque des dividendes sont en souffrance au montant de 6% au lieu de 8%, tel que ci-devant déclaré;

(c) À la fixation du prix auquel les actions peuvent être rachetées à 105% et les dividendes courus, au lieu de 110% et les dividendes courus; et

(d) Au rappel ou amendement d'aucune des dispositions du règlement concernant les actions privilégiées, par un vote des actionnaires d'au moins les deux-tiers en valeur des actions privilégiées alors en cours.

(II) À la création et à l'émission de certificats de dividendes "scrip" de la compagnie d'un montant global n'excédant pas \$1,706,425.00 (étant sur une base de \$25.00 pour chaque action de capital privilégié de la compagnie en cours, et ch que \$100.00 de débentures convertibles de la compagnie en cours et de la "Mount Royal Hotel Company, Limited", la prédécesseur de la compagnie) ne portant pas d'intérêt et payables seulement à même le surplus des bénéfices après avoir pourvu au dividende des actions privilégiées, ces certificats de dividende "scrip" devant être payés au taux de 5% du montant d'icelui, en chaque année, à compter de l'année 1930 et en autant que des surplus de recettes de la compagnie sont disponibles à cette fin, et, si tel surplus de bénéfices en aucune année ne suffit pas pour racheter tel certificat de 5%, le déficit en aucune année sera cumulatif et sera payable à même le premier surplus de recettes cumulatif disponible dans la suite. Il est de plus pourvu qu'au dividende ne sera payé sur les actions ordinaires aussi longtemps qu'il y aura des arrérages en cours concernant les distributions annuelles sur les certificats de dividende "scrip".

(III) Au paiement et à la remise aux déten-

Notice is hereby given that the corporation of "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its act of incorporation 56 Victoria, chapter 86, concerning its powers, and particularly its borrowing powers, and for other purposes.

LES RELIGIEUSES DE
L'HOTEL-DIEU DE LEVIS.

Levis, 9th. December. 1926. 5518-50-4

Notice is hereby given that Alexandre Gareau, Hervé Gareau, Hector Gareau, Emile Gareau, Arthur Gareau, Jeanne Gareau and Philias Rolland will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act declaring that the Applicants are the absolute owners of the property of the Estates of Joseph Gareau and of his wife.

Montreal, 9th. December, 1926.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
Attorneys for the applicants.

5520-50-4

Public notice is hereby given that a Petition will be presented to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, on behalf of The Mount Royal Hotel Company, Limited, a corporation having its head office in the city and district of Montreal, for the passing of an Act declaring that By-law No. 24 of the Company, being a by-law which provides for:

(I) (a) A change of the dividend rate of the cumulative preference shares of the Company from 8% to 6% per annum;

(b) The granting of the right to preference shareholders to vote if and when dividends are in arrears to the extent of 6% instead of 8% as heretofore;

(c) Fixing the price at which shares may be redeemed at 105% and accrued dividends, instead of 110% and accrued dividends; and

(d) The repeal or amendment of any of the provisions of the By-law relating to preferred shares by a vote of the shareholders of at least two-thirds in value of the preference shares then outstanding.

(II) The creation and issue of scrip dividend certificates of the Company of an aggregate amount not exceeding \$1,706,425.00 (being on the basis of \$25.00) for each share of outstanding preference stock of the company, and each \$100.00 of outstanding convertible debentures of the company and of Mount Royal Hotel Company, Limited, the predecessor of the company, carrying no interest and payable only out of the surplus earnings after meeting the requirements of the preference stock, such scrip dividend certificates to be paid at the rate of 5% of the amount thereof in each year, commencing in the year 1930, and to the extent that surplus earnings of the company are available for this purpose, and if such surplus earnings in any year are insufficient to redeem such 5%, the deficit in any year shall be cumulative and shall be paid out of the first cumulative surplus earnings available thereafter. It being further provided that no dividends shall be paid on the common stock while there are any accrued arrears in respect of the annual distributions on the scrip dividend certificates.

(III) The payment and delivery to the holders

teurs des actions privilégiées et ou de débetures convertibles de \$3.00 en argent (moins tout montant préalablement payé par voie de dividende privilégié) et de certificats de dividende d'une valeur nominale de \$25.00 concernant chaque action privilégiée de \$100. de débetures convertibles détenues par eux, le tout comme représentant et remplaçant leur droit à tous arrérages de dividendes sur les actions privilégiées de la compagnie jusqu'au premier janvier 1927.

(IV) A la remise aux détenteurs des actions privilégiées et ou de débetures convertibles d'une action de capital ordinaire relativement à chaque dix (10) actions de capital privilégié ou \$1,000.00 de débetures détenues par eux (ces actions ordinaires étant mises à la disposition de la compagnie pour cette fin, par un ou plusieurs détenteurs d'icelles qui ont consenti à le faire).

Est légal et valide, et lie la compagnie et tous ses actionnaires à toutes fins que de droit.

Montréal, le 7 décembre 1926.

Les procureurs de la requérante,
MEREDITH, HOLDEN,
5525—50-4 HEWARD & HOLDEN.

of preference shares and or Convertible debentures of \$3.00 in cash (less any amount previously paid by way of preferred dividends) and of scrip dividend certificates of a face value of \$25.00 in respect of each preference shares or \$100.00 of convertible debentures held by them, the whole as representing and replacing their rights to all arrears of dividends on the preference shares of the company up to the 1st day of January, 1927.

(IV) The delivery to the holders of preference shares and or Convertible debentures of one share of common capital stock in respect of each ten (10) shares of preference stock or \$1,000.00 of debentures held by them (such common shares to be made available to the company for this purpose by one or more holders thereof who have consented to do so).

Is legal and valid, and binding upon the company and all its shareholders to all intents and purposes.

Montreal, 7th. December, 1926.

MEREDITH, HOLDEN,
HEWARD & HOLDEN,
5526—50-4 Attorney for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, demande sera faite par Benzion Kauffman, fabricant de portefeuilles, Fischel Zigmund, marchand; Isaac Korman, professeur; Harry Poch, Isaac Weissman, Joseph Freiman, Joseph Goodman, tous quatre marchands; Nathan Stolovitch, menuisier, Julius Much, tailleur, Samuel Weissman, marchand, Joseph Antonofsky, épicier, Max Lenetsky, marchand, Gedalia Halperin, marchand, et Berel Mersman, tailleur, tous de la cité de Montréal, pour les constituer en corporation religieuse sous le nom de "Ukrainian Jewish Congregation", avec pouvoir de tenir des registres de l'état civil et garder, posséder et acquérir des propriétés mobilières et immobilières, et faire tous actes et choses nécessaires au bon fonctionnement d'une corporation religieuse, et pour autres fins.

Montréal, 4 novembre 1926.

Les procureurs des requérants,
JACOBS, PHILLIPS & SPERBER.
5527—50-4 83, rue Craig Ouest, Montréal.

Public notice is hereby given that at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec application will be made by Benzion Kauffman, pocketbook-maker; Fischel Zigmund, merchant; Isaac Korman, teacher; Harry Poch, merchant; Isaac Weissman, merchant; Joseph Freiman, merchant; Joseph Goodman, merchant; Nathan Stolovitch, carpenter; Julius Much, tailor; Samuel Weissman, merchant; Joseph Antonofsky, grocer; Max Lenetsky, merchant; Gedalia Halperin, merchant, and Berel Mersman, tailor all of the city of Montreal, for incorporation as a religious corporation under the name of "Ukrainian Jewish Congregation", with power to keep registers of civil status, and to hold, own and acquire moveable and immovable property, and to do all acts and things necessary in the work of a religious corporation, and for other purposes.

Montreal, November 4, 1926.

JACOBS, PHILLIPS & SPERBER,
Solicitors for applicants.
5528—50-4 83, Craig St., West, Montreal.

Avis est par les présentes donné qu'une pétition introductive d'un bill privé, signée par les propriétaires du territoire ci-après décrit, et dont l'objet est de faire incorporer en corporation de ville un territoire dans le canton de Wentworth, dans le comté d'Argenteuil, tel que ci-après décrit, savoir:—

"Le dit territoire se composant des lots cadastrés numéros neuf, dix, onze A, onze B, douze A et douze B, dans le dixième rang, et de la moitié sud des lots numéros neuf, dix, onze et douze du onzième rang des lots du Canton de Wentworth, dans le comté d'Argenteuil, dans la province de Québec; le tout formant un carré rectangulaire ainsi que décrit au plan annexé à la pétition et au Bill, les limites en étant marquées en rouge, et borné comme suit: Au nord par une ligne parallèle et trois mille pieds, plus ou moins, au nord de la ligne de division des rangs dix et onze; à l'est par la ligne de division des lots huit et neuf, dans les rangs dix et onze, au sud par la ligne divisant les rangs dix et neuf, et à l'ouest par la ligne divisant les lots douze et treize, dans les rangs

Notice is hereby given that an introductory petition of a private bills signed by the proprietors of the territory hereinafter described, and the object of which is to have incorporated into a town corporation a territory in the township of Wentworth, in the county of Argenteuil, such as hereinafter described, to wit:—

The said territory being composed of the cadastral lots numbers nine, ten, eleven-A, eleven-B, twelve-A and twelve-B, in the tenth range, and the south half of lots numbers nine, ten, eleven and twelve of the eleventh range of the lots of the township of Wenworth, in the county of Argenteuil, in the Province of Quebec; the whole forming a rectangular square such as described on the plan annexed to the petition and the bill, the boundaries thereof being marked in red, and bounded as follows: To the north by a parallel line and three thousand feet, more or less, to the north of the division line of ranges ten and eleven; to the east by the division line of lots eight and nine in ranges ten and eleven, to the south by the division line of ranges ten and nine, and to the

dix et onze, sera présentée à la prochaine session de la Législature.

Les procureurs et agents des Pétitionnaires,
BROSSEAU & BROSSEAU.
5409-50-4

Avis est par les présentes donné que la ville de Kénogami s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi pour amender sa charte et décréter: 1o. Fixer la date des élections au 1er jour juridique de juillet au lieu du mois de janvier, continuer le terme des échevins et maire jusqu'aux élections de 1928, exiger une carte d'identification, amender la qualification des électeurs, changer la date de la confection de la liste; 2o. Le Conseil pourra collecter certaines taxes par voies de permis ou licences des non résidents et autres, et de ceux qui y font un commerce ou métier et ce depuis 1924; 3o. Le Conseil soit autorisé à passer un règlement concernant la construction des bâtisses, leur distance de la rue, sans indemnité, et la largeur des rues; 4o. Exiger de tout patron certaines conditions pour l'emploi des ouvriers; 5o. Fermer tout édifice où auront été commises des infractions à la Loi des liqueurs ou au Code Criminel et la procédure à suivre, et autres fins; 6o. Pour annexer à ladite ville de Kénogami les lots suivants, savoir: Les numéros 16a, 16b, 17 et 18 du 3ème rang du cadastre du canton Jonquières et les numéros 17a, 17b, 18a, 18b, 19a, 19b, et E, D, F, G, J, H et K du premier rang du cadastre du canton de Jonquières; et faire conventions pour commutation de taxes avec les industries.

Chicoutimi, ce 13 décembre 1926.

Le procureur de la ville de Kénogami,
5629-53-4 J.-C. GAGNÉ.

Avis est, par les présentes, donné que "L'association des comptables" s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui la régissent et notamment le changement de son nom en celui de "Association des comptables publics autorisés de Québec" et pour autres fins.

Montréal, ce vingt-huitième jour du mois de décembre 1926.

Les procureurs de la requérante,
GEOFFRION & PRUD'HOMME.
5849-53-4

Avis est donné que la Cie de Téléphone Nationale s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi convertissant ses actions privilégiées cumulatives en actions privilégiées non cumulatives, pour convertir ses actions ordinaires en actions sans valeur au pair, pour pourvoir au paiement en actions ordinaires des dividendes accumulés sur les actions privilégiées et autres fins.

Québec, ce 28 décembre 1926.

Les procureurs de la Requête,
DEMERS, NADEAU & PRATTE.
5851-53-4

Avis est donné que La Traverse de Lévis, Limitée, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi pour les fins suivantes: 1o. modifier les clauses 19 et 21 du règlement No 55 de la cité de Québec et les clauses correspondantes du contrat intervenu entre la Cité de Québec et La Traverse de Lévis, Limitée, passé le 30 mai 1923, devant le notaire Allaire, de façon à substituer, pour la saison d'été, un service de 20 minutes au

west by the line separating lots twelve and thirteen, in ranges ten and eleven, will be presented at the next session of the Legislature.

BROSSEAU & BROSSEAU,
Attorneys and agents for the petitioners.
5410-50-4

Notice is hereby given that the town of Kenogami will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for an act to amend its charter and enact: 1. To fix the date of the elections on the first juridical day of July instead of the month of January, continue the term of the aldermen and mayor until the elections of 1928, exact an identification card, amend the qualification of the electors, change the date of the making of the list; 2. The Council may collect certain taxes by means of a permit or license from non residents and others and from those there erring on any business or trade and such since 1924; 3. The Council be authorized to pass a by-law respecting the construction of buildings, their distance from the street, without indemnity, and the width of the streets; 4. To exact from every employer certain conditions for the employment of workmen; 5. To close any building where infractions of the Liquor Act or Criminal Code have been committed, and the procedure to follow, and other purposes; 6. To annex to the said town of Kenogami the following lots, to wit: Numbers 16a, 16b, 17 and 18 of the third range of the cadastre of the township of Jonquières and numbers 17a, 17b, 18a, 18b, 19a, 19b, and E, D, F, G, J, H and K of the first range of the cadastre of the township of Jonquières; and to make conventions concerning commutation of taxes on industries.

Chicoutimi, this 13th. December, 1926.

J. C. GAGNE,
5630-53-4 Attorney for the town of Kenogami.

Notice is hereby given that "The Accountants' Association" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for certain amendments to the laws governing the same and particularly to change its name into "Association of Certified Public Accountants in Quebec", and for other purposes.

Montreal, this twenty-eighth day of the month of December, 1926.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
Attorneys for Petitioner.
5850-53-4

Notice is hereby given that La Cie de Téléphone Nationale will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a bill converting its privileged cumulative shares into non-cumulative privileged shares, converting also its common stock into shares of no par value and providing for the payment in shares of no par value of the accumulated dividends on the privileged shares and for other purposes.

Québec, December 28th, 1926.

DEMERS, NADEAU & PRATTE,
Attorneys for the Petitioner.
5852-53-4

Notice is hereby given that The Levis Ferry, Limited, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a bill towards the following purposes: 1o. Modify clauses 19 and 21 of by-law No. 55 of the City of Quebec and the corresponding clauses in the contract entered into between the city of Quebec and the Levis Ferry, Limited, on May 30th, 1923, before Allaire, notary public, so as to substitute, during the summer season, a twenty minute service for the

service de 15 minutes; 2o. approuver les bateaux passeurs actuels d'été pour toutes les fins du dit règlement et du dit contrat; 3o. référer à la Commission des Services Publics de Québec toute contestation et plainte relativement à la traverse entre Québec et Lévis et abolissant les pénalités imposées par toute loi générale ou spéciale ou règlements, et pour autres fins.

Québec, ce 28 décembre 1926.

Les procureurs de la Requérente,
DEMERS, NADEAU & PRATTE.
5853—53-4

PROVINCE DE QUÉBEC,

VILLE DE QUÉBEC OUEST.

Avis public est par les présentes donné par la ville de Québec-Ouest qu'elle demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, lors de la présentation du Bill de la Cité de Québec, pour amendements à sa charte, l'insertion, dans la dite charte de la cité de Québec, d'une clause pour obliger la dite cité de Québec à payer à la Ville de Québec-Ouest la balance de l'octroi de \$30,000.00 pour la construction du pont Marie de l'Incarnation, tel qu'autorisé par les lois 12 Georges V, chapitre 104, section 14, et 14 Georges V, chapitre 88, section 20.

Québec, le 28 décembre 1926.

Le secrétaire-trésorier,
J.-P. GALIBOIS,
5855—53-4 VILLE DE QUÉBEC-OUEST.

fifteen minute service; 2o. Approve the summer ferry boats for all the purposes of said by-law and contract; 3o. Refer to the Quebec Public Service Commission all litigation and complaints relative to the ferry service between Quebec and Lévis, and abolish all penalties imposed by any law general or special or any by-law relative thereto, and for other purposes.

Quebec, December 28th, 1926.

DEMERS, NADEAU & PRATTE,
Attorneys for the Petitioner.
5854—53-4

PROVINCE OF QUEBEC,

TOWN OF QUEBEC-WEST.

Public notice is hereby given by the Town of Quebec-West that it will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, at the time of the presentation of the Bill of the City of Quebec, for amendments to its charter, the insertion in the said charter of the City of Quebec of a clause to oblige the said City of Quebec to pay to the Town of Quebec-West the balance of the grant of \$30,000.00 for the construction of the Marie de l'Incarnation Bridge, as authorized by the Acts 12 George V, chapter 104, Section 14, and 14 Georges V, chapter 88, Section 20.

Quebec, December 28th, 1926.

J. P. GALIBOIS,
Secretary-Treasurer.
5856—53-4 TOWN OF QUEBEC-WEST.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, No 14146. Cour Supérieure. Marie-Wilhelmine Dupré, épouse de David Mendelsohn, marchand, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit David Mendelsohn, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28ème jour de décembre 1926.

Montréal, 28 décembre 1926.

Le procureur de la demanderesse,
5847—53-4 ALFRED CINQ-MARS.

Province of Quebec, district of Montreal. No. 14146. Superior Court. Marie Wilhelmine Dupré, wife of David Mendelsohn, merchant, both of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said David Mendelsohn, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 28th. day of December, 1926.

Montreal, 28th. December, 1926.

ALFRED CINQ-MARS,
5848—53-4 Attorney for the Plaintiff.

Province de Québec, district d'Abitibi, No 1204, Cour Supérieure. Dame Alvine Garant, épouse commune en biens de Joseph Dupuis, colon, du Canton Desmeloizes, dûment autorisée à ester aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Joseph Dupuis, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-deuxième jour d'octobre 1926.

Le procureur de la demanderesse,
L.-A. LADOUCEUR.
Amos, ce 18 décembre 1926 5715—52-4

Province of Quebec, district of Abitibi. No. 1204. Superior Court. Dame Alvine Garant, wife common as to property of Joseph Dupuis, settler, of the township of Desmeloizes, duly authorized to appear for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Joseph Dupuis, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-second day of October, 1926.

L. A. LADOUCEUR,
Attorney for the Plaintiff.
Amos, 18th, December, 1926. 5716—52-4

Province de Québec, district d'Abitibi, Cour Supérieure, No 1267. Dame Henriette Thibodeau, épouse de Splendien Léger, commerçant de fourrures, de Rouyn, dans le district d'Abitibi, demanderesse; ledit Splendien Léger, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 décembre 1926.

Le procureur de la demanderesse,
5569—51-4 ALBERT GRENIER.

Province of Quebec, district of Abitibi, Superior Court, No. 1267. Dame Henriette Thibodeau, wife of Splendien Léger, fur trader, of Rouyn, in the district of Abitibi, plaintiff; vs the said Splendien Léger, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 3rd of December, 1926.

ALBERT GRENIER,
Attorney for the Plaintiff.
5570—51-4

Province de Québec, district de Montréal.
No 13084. Cour Supérieure.

Dame Armandia Perras, épouse de Hervé Ferland, commis de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Hervé Ferland, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20^{ième} jour de décembre 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
BOISSONNEAULT & BOISSONNEAULT.
Montréal, ce 20^{ième} jour de décembre 1926.
5775—52-4

Province de Québec, District de Montréal, No 9963. Cour Supérieure. Dame Augusta Brody, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de William Rothman, du même lieu, demanderesse; vs William Rothman, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

Le procureur de la demanderesse,
I. POPLIGER.
Montréal, 2^{ème} jour de décembre 1926.
5453—50-4

Province de Québec, district d'Abitibi. No 1258. Cour Supérieure. Dame Philomène Vézina, épouse légalement commune en biens de Gilbert Vigneault, marchand, de Makamik, district d'Abitibi, dûment autorisée par la Cour aux fins des présentes, demanderesse; vs Le dit Gilbert Vigneault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 novembre 1926.

Le procureur de la demanderesse,
JOS. DUGUAY.
Amos, le 1^{er} décembre 1926. 5455—50-4

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 10990.

Dame Dora Gallay, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Sam Gershovitch, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Sam Gershovitch, marchand, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2 décembre 1926.

Le procureur de la demanderesse,
M. GARBER.
5465—50-4

Action en séparation de corps
et de biens

Canada, province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour Supérieure, No 650. Dame Marie-Louise Poudrier, de la paroisse de Saint-Léon, district de Trois-Rivières, épouse de Alexis Gélinas, rentier, de la ville de Louiseville, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Alexis Gélinas, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 1^{er} décembre 1926.

Saint-Paulin, P. Q.
L'avocat de la demanderesse,
MAURICE FORTIER.
5571—51-5

Province of Quebec, district of Montreal.
No. 13084. Superior Court.

Armandia Perras, wife common as to property of Hervé Ferland, clerk, of the city and the district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Hervé Ferland, Defendant.

An action on separation as to property has been instituted in this cause the twentieth day of December, 1926.

BOISSONNEAULT & BOISSONNEAULT,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, December 20, 1926.

5775—52-4

Province of Quebec, district of Montreal, No. 9963. Superior Court. Dame Augusta Brody, of the city and district of Montreal, wife common as to property with William Rothman, of the same place, plaintiff; vs William Rothman, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

I. POPLIGER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 2nd December 1926. 5454—50-4

Province of Quebec, district of Abitibi, No. 1258. Supérieur Court. Dame Philomène Vézina, of Makamik, district of Abitibi, wife legally common as to property of Gilbert Vigneault, merchant, of Makamik, duly authorized by the Court to the presents, plaintiff; vs said Gilbert Vigneault, defendant.

A suit for separation of property has been brought in that case on the twenty of November 1926.

JOS. DUGUAY,
Attorney for plaintiff.
Amos, December 1st, 1926. 5455—50-4

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 10990.

Dame Dora Gallay, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Sam Gershovitch, merchant, of the same place, hereto duly authorized by a judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Sam Gershovitch, of the same place, merchant, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 2nd of December, 1926.

M. GARBER,
Attorney for plaintiff.
5465—50-4

Action for separation as to bed and
board

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 650. Dame Marie-Louise Poudrier, of the parish of Saint-Léon, district of Three Rivers, wife of Alexis Gélinas, gentleman, of the town of Louiseville, said district, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Alexis Gélinas, defendant.

An action in separation as to bed and board has been instituted in this case, December the 1st, 1926.

Saint Paulin, P. Q.
MAURICE FORTIER,
Attorney for plaintiff.
5572—51-5

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS.

Conditions du Concours littéraire ou scientifique de 1926-27 (12 Geo. V, c. 56, s. 5.)

1. Le jugement du concours de 1926-27 est rendu par un jury de neuf membres choisis par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Le quorum du jury est de six.

3. Les noms et adresses des membres du jury sont publiés dans la *Gazette officielle* de Québec.

4. Sur la somme de \$5,000.00 placée à la disposition du jury, \$3,500 sont affectés aux ouvrages de langue française, \$1,200 aux ouvrages de langue anglaise. Les \$300.00 qui restent servent à couvrir les frais de déplacement du jury dont la fonction n'est pas rémunérée.

5. Le jury n'est pas tenu d'attribuer un prix. Seul le mérite des ouvrages le guide.

6. Le jury accorde, dans chaque langue, deux prix seulement et d'une valeur égale: un prix pour les ouvrages de littérature et un prix pour les ouvrages de sciences historiques, morales, économiques ou politiques. Il accorde une ou deux mentions honorables, s'il le juge à propos.

7. Aucun prix ne sera accordé à moins que six membres du jury ne se soient prononcés favorablement.

8. Le jury décide de l'admissibilité des ouvrages soumis.

9. Les décisions du jury sont sans appel.

10. Le jury se réunit d'abord à Québec et procède à une première élimination. Il se réunit quinze jours plus tard à Montréal pour rendre son jugement final.

11. Le jury soumet son rapport au secrétaire de la province avant le 15 décembre 1927.

12. Le secrétaire de la province fait connaître aux lauréats la décision du jury.

13. Les ouvrages imprimés ou écrits à la machine sont seuls admis au concours.

14. Chaque concurrent fait enregistrer, le ou avant le 15 septembre 1927, au secrétariat de la Province, tout ouvrage qu'il désire soumettre au concours.

15. Dix exemplaires ou copies de chaque ouvrage sont remis ou transmis par les concurrents au secrétaire de la province à Québec.

16. Aucun ouvrage publié avant le premier janvier 1926 n'est admis au concours.

17. Aucun ouvrage soumis aux concours précédents n'est admis à l'examen du jury.

18. Les manuels scolaires et les ouvrages de science pure ne sont pas admis au concours de 1927.

19. Sauf les restrictions ci-haut énumérées, le concours de 1927 est ouvert à tout littérateur de langue française ou anglaise, sujet britannique, ayant son domicile dans la province de Québec ou qui n'a quitté cette province que pour remplir ailleurs une fonction publique.

Pour plus amples renseignements, les concurrents sont priés de s'adresser au secrétaire de la province, à Québec.

Québec, 28 décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5839 C.-J. SIMARD.

NOTICE.

Conditions of the literary or scientific competition of 1926-27 (12 Geo. V, c. 56, s. 5.)

1. A jury of nine members chosen by the Lieutenant Governor in Council shall judge the competition of 1926-27.

2. Six members of the jury shall constitute a quorum.

3. The names and addresses of the members of the jury shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

4. Out of the sum of \$5,000.00 placed at the disposal of the jury, \$3,500 shall be allotted for works in the French language, \$1,200 for works in the English language. The remaining \$300.00 shall be used to defray the travelling expenses of the jury whose function is not remunerated.

5. The jury is not bound to distribute a prize. Solely, the merit of the works shall guide them.

6. The jury awards, in each language, two prizes only and of equal value; one prize for works of literature and one prize for works of historical, moral, economical or political science. It may also grant one or two honourable mentions if it thinks proper.

7. No prize shall be awarded unless six members of the jury concur in the award.

8. The jury shall decide on the admissibility of the works submitted.

9. The decisions of the jury are final.

10. The jury first meets at Québec and proceeds to a first elimination. They meet again fifteen days later at Montreal to deliver the final judgment.

11. The jury submits its report to the Secretary of the Province before the first of December, 1927.

12. The Secretary of the Province advises the laureates of the decision of the jury.

13. Printed or typewritten works alone are admitted in the competition.

14. Each competitor shall register, on or before the 15th September, 1927, with the Secretary of the Province, any work he desires to submit to the competition.

15. Ten copies of each work shall be remitted or transmitted by the competitors to the Secretary of the Province, at Québec.

16. No work published before the first of January, 1926, can be admitted in the competition.

17. No work submitted to the preceding competitions can be submitted to the examination of the jury.

18. School books and works of a purely scientific nature are excluded from the competition of 1927.

19. Save the above restrictions, the competition of 1927 is open to every French and English writer, being a British subject and having his domicile in the Province of Québec, or who has only left this Province to fill elsewhere a public office.

For further particulars, competitors are requested to apply to the Secretary of the Province, at Québec.

Québec, December 28th, 1926.

C. J. SIMARD,
5840 Assistant Provincial Secretary.

Avis public donné par la compagnie "Portneuf Power Company, Limited", tel que requis par l'article 7, chapitre 46, Statuts refondus de Québec, 1925.

Avis public est par les présentes donné, conformément à l'article 7 de la Loi du régime des eaux courantes, étant le chapitre 46, S. R. Q., 1925, que la compagnie "Portneuf Power Company, Limited", corporation légalement constituée ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelega, a l'intention de demander l'autorisation de faire construire un barrage, une usine de force motrice et autres travaux connexes, sur la rivière Sainte-Anne-de-la-Pérade à ou près de Saint-Alban, dans le comté de Portneuf.

Avis est aussi donné qu'une pétition à cet effet accompagnée par les plans et spécifications de tel travail indiquant le site choisi pour la construction et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été adressée au ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de tels plans et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement à Cap-Santé, dans le comté de Portneuf.

L'application contenue dans la pétition sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

"PORTNEUF POWER COMPANY, LIMITED",

Par le secrétaire,
5579-51-5 JAMES WILSON.

Public notice given by the "Portneuf Power Company, Limited", as required by section 7, chapter 46, Revised Statutes of Quebec, 1925.

Public notice is hereby given, in accordance with section 7 of the Water-Course Act, being chapter 46, R. S. Q., 1925, that the "Portneuf Power Company, Limited", a body politic having its head office in the city of Montreal, in the county of Hochelega, intends to apply for authorization to have constructed a dam, power house and other works incidental thereto, on the Sainte Anne de la Pérade river, at or near Saint Alban, in the county of Portneuf.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that duplicates of such plan and specifications have been deposited at the Registry Office, at Cap Santé, in the county of Portneuf.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

"PORTNEUF POWER COMPANY, LIMITED",

By
JAMES WILSON,
Secretary.

5580-51-5

Bureaux-chef

AU BON MARCHÉ LIMITEE

Avis est donné que la Compagnie "Au Bon Marché, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 25 novembre 1926, a établi son bureau principal au numéro 6 de la rue Saint-Jean en la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Québec, ce vingt-deuxième jour de décembre 1926.

Le secrétaire,
5821 PAUL PLAMONDON.

Canada, province de Québec, district de Montréal. "La Compagnie d'Auvents Miller, Limitée—The Miller Awning Company Limited".

Avis est donné que la compagnie dite "La Compagnie d'Auvents Miller, Limitée—The Miller Awning Company, Limited", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises en date du 28 octobre 1926, et enregistrées le 3 novembre 1926, et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 343 de la rue Notre-Dame-ouest, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, Qué., ce premier jour de décembre 1926.

Le président de "La Compagnie d'Auvents Miller, Limitée",
5823 L.-A. SAUVE.

Chief Offices

AU BON MARCHÉ, LIMITEE.

Notice is given that the company "Au Bon Marché, Limitée", incorporated by letters patent dated the 25th day of November, 1926, has established its head-office at No. 6, Saint John Street, in the city of Québec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Dated at Québec, this 22nd day of December, 1926.

PAUL PLAMONDON,
Secretary.

Canada. Province of Quebec, District of Montreal. "La Compagnie d'Auvents Miller, Limitée—The Miller Awning Company, Limited".

Notice is given that the company called "La Compagnie d'Auvents Miller, Limitée—The Miller Awning Company, Limited", incorporated under Part of the Quebec Companies' Act, by letters patent issued the 28th of October, 1926, and registered the 3rd of November, 1926, and having its head-office in the city and district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at No. 343 Notre Dame Street West, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, Que., this first day of December, 1926.

L. A. SAUVE,
President of "La Compagnie d'Auvents Miller, Limitée".
5824

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens du 11 janvier 1927.—Examinations, January 11th, 1927.

Nos.	Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence
1	Bishop	John Leigh (Ont. Bar)	34	Montréal.
2	Coveler	David	25	"
3	Dillon	Thomas-Patrick	32	"
4	Gauthier	L.-J.-E.	24	"
5	Godin	Rodolphe	23	"
6	Lafond	Rodolphe	25	"
7	Lortie	Fernand	24	St-Polycarpe.
8	Prince	Lorenzo	54	Montréal.
9	Rainville	Marcel	23	Chambly Bassin.
10	Richardson	Claude-S. (N. S. Bar)	26	Montréal.
11	Spector	Jack	24	"
12	Wilson	Wm. Hollister	25	"
13	Lol Zess	Isidore-Louis	34	"

Montréal, 28 décembre 1926.—Montreal, December 28th, 1926.

Le secrétaire du Barreau de Montréal.

GERALD H. PHILLIMORE.

Secretary of the Bar of Montreal.

5841-42—53-2

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section de Québec.—Quebec Section.

CANDIDATS AUX EXAMENS DE L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 11 janvier 1927.—Examinations of January 11th, 1927.

Noms — Names	Age	Adresse — Address
Desjardins Jean-Baptiste	27	Rimouski comté de—county of Rimouski.
Dionne, Jean-Paul	23	Fauport, comté de—county of Quebec.
Jinhereau, Lucien	27	84, rue Caron Street, Quebec.
Morisset, St-Georges	24	65, Avenue Park Avenue, Quebec.

Québec, 27 décembre 1926.—Quebec, December 27th, 1926.

Le secrétaire du Barreau de Québec.

ANTOINE LEMIEUX,

Secretary of the Bar of Quebec.

5843-44—53-2

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section de Saint-François.—Section of Saint Francis.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY.

Examens de janvier 1927.—Examinations of January, 1927.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Mulvena	H. Desmond	20	Sherbrooke	St. Patrick's Academy.
Fregeau	Albert H.	24	Rock Island	Loyola College.
Duquet	John	22	Richmond	Séminaire Saint-Charles Seminary.
				Loyola College.
				Ecole de Richmond—Richmond School.
				Séminaire Saint-Charles Seminary.

Sherbrooke, 2 décembre 1926.—Sherbrooke, December 2nd, 1926.

Le secrétaire du Barreau de Saint-François,

ARMAND ROUSSEAU,

Secretary of the Bar of Saint Francis.

5845-46—53-2

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 11 janvier 1927.—Examinations, January 11th, 1927.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Johnson.....	David-M.....	24	Lachine.....	Collège McGill et—and Oxford University.

Montréal, le 15 décembre 1926.—Montreal, December 15th, 1926.

5641-2—51-3

Le Secrétaire du Barreau de Montréal,
GERALD H. PHILLIMORE,
Secretary of the Bar of Montreal.

LE BARREAU D'OTTAWA.—THE BAR OF OTTAWA.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 11 janvier 1927.—Examination January 11th, 1927.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Francis.....	James.....	32	Ottawa.....	Ecole Normale, Belfast, Irlande, Université de Queens, Kingston, Ont.

Hull, ce 11 décembre 1926.—Hull, this 11th December, 1926.

5565-6—51-3

Le secrétaire,
LEON COUTURE,
Secretary.

Vente par licitation

Sale by licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 16 décembre 1926, dans une cause dans laquelle Dame Blanche Guidazio est demanderesse, et Louis Berna est défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: Cet emplacement sur l'Avenue Stuart mesurant 90 pieds par 117 pieds et 6 pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et composé de la totalité des subdivisions numérotées quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six et partie des subdivisions quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit et quatre-vingt-neuf du lot originaire numéroté trente-six (Nos. 36-84, 85, 86, pties 87, 88 et 89), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; ladite partie de subdivision No 87 mesurant 30 pieds de largeur du nord-ouest au sud-est par 7½ pieds de profondeur et bornée: sud-est par ladite partie du No 36-87, sud-ouest par No 36-84, nord-ouest par la partie ci-après décrite du No 36-88 et nord-est par le résidu du No 36-87; ladite partie du No 36-88 mesurant 30 pieds de largeur du nord-ouest au sud-est par 7½ pieds de profondeur et bornée: sud-est par ladite partie du No 36-87, sud-ouest par No 36-85, nord-ouest par la partie du No 36-89 ci-après décrite et nord-est par le résidu du No 36-88; et ladite partie du No 36-89 mesurant 30 pieds de largeur du nord-ouest au sud-est par 7½ pieds de profondeur et bornée: sud-est par ladite partie du No 36-88, sud-ouest par No 36-86, Nord-ouest par la rue Bernard et nord-est par le résidu dudit No 36-89; avec toutes les bâtisses dessus érigées, et tous les droits, circonstances et dépendances y appartenant; l'im-

Notice is hereby given that in conformity with a judgment of the Superior Court in and for the district of Montreal, dated the sixteenth day of December, 1926, in a case wherein Dame Blanche Guidazio is Plaintiff and Louis Berna is Defendant, ordering the licitation of certain immovables described as follows: That certain emplacement fronting on Stuart Avenue measuring 90 feet by 117 feet and six inches, English measure and more or less, and composed of the whole of subdivisions numbers eighty four, eighty five, eighty six and of parts of subdivisions lots numbers eighty seven, eighty eight and eighty nine of the original lot number thirty six (Nos. 36-84, 85, 86 and parts Nos. 36-87, 88 and 89) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; the said part of subdivision No. 87 measuring 30 feet in width north-west to south-east by 7½ feet in depth, and bounded: south-east by No. 36-7, south-west by No. 36-84, north-west by the hereinafter described part of No. 36-88 and north-east by the residue of the said No. 36-87; the said part of No. 36-88 measuring 30 feet in width north-west to south-east by 7½ feet in depth, and bounded: south-east by the said part of No. 36-87, south-west by No. 36-85, north-west by the hereinafter described part of No. 36-89 and north-east by the residue of the said No. 36-88; the said part of No. 36-89 measuring 30 feet in width north-west to south-east by 7½ feet in depth, and bounded: south-east by the said part of No. 36-88, south-west by No. 36-86, north-west by Bernard Street, and north-east by the residue of the said No. 36-89; with all buildings thereon erected, and all the

meuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjudgé au plus offrant et dernier enchérisseur. le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER 1927, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront foreloses du droit de le faire.

Montréal, 21 décembre 1926.

Le procureur de la demanderesse,
5783—52-2 WILFRID BESSETTE.

rights, members and appurtenances thereto belonging; the said immoveable will be put up at public auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY, 1927, in open Court, in the Court room of the Court House at Montreal, subject to all the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges (*cahier des charges*) deposited at the office of the prothonotary of the said Superior Court, and that oppositions to annul, oppositions to secure charges and oppositions to withdraw will have to be deposited and filed with the said Prothonotary at least twelve days before the day fixed for the said sale and adjudication, and that all oppositions to preserve (*à fin de conserver*) will have to be deposited and filed with the said Prothonotary within six days after the adjudication; and that on default by the parties to deposit the said oppositions in the delays prescribed herein, they will be deprived of the right of so doing.

Montreal, Canada, this twenty first day of December, 1926.

WILFRID BESSETTE,
5784—52-2 Attorney for Plaintiff.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et TENEMENTS sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } HONORE DUFF,
No 234. } demandeur; vs
WILLIE CARON, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans le 7ème rang du canton de Wickham et connue et désignée comme étant le lot No 351 du cadastre officiel du dit canton—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-l'Évangéliste (West Wickham), à UNE heure de l'après-midi le TREIZIEME jour de JANVIER prochain (1927).

Le shérif,
Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 7 décembre 1926.
[Première publication, 11 décembre 1926]
5467—50-2

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } HONORE DUFF,
No. 234. } plaintiff; vs
WILLIE CARON, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land situated in the 7th range of the township of Wickham, and known and designated as being the lot No. 351 of the official plan and book of reference for the township aforesaid—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean l'Évangéliste (West Wickham), on the THIRTEENTH day of JANUARY next (1927), at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office. Sheriff
Arthabaska, December 7, 1926.
[First publication, December 11, 1926]
5468—50-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } TRADERS FINAN-
No 802. } CE CORPORATION,
LTD., corps légal et incorporé ayant son siège social à Montréal; contre EVA DERY, épouse séparée de biens de Gilbert Leclerc, de Jonquières, et ledit Gilbert Leclerc pour autoriser sa dite épouse.

Un certain terrain de terre de forme triangulaire—avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, connu et désigné au cadastre

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } TRADERS FINANCE
No. 802. } CORPORATION,
LTD., a legal and incorporated body, having its place of business at Montreal; against EVA DERY, wife separate as to property of Gilbert Leclerc, of Jonquières, and the said Gilbert Leclerc to authorize his said wife.

A certain parcel of land of triangular outline—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and designated

officiel du canton de Jonquières, comme formant partie du lot numéro vingt-six-A (partie 26-A), dans le rang trois de ce canton, lequel terrain mesure cent quatre-vingt-cinq pieds de profondeur de l'est à l'ouest, côté sud, et cent soixante-dix pieds de profondeur du sud-ouest au nord-est, et environ cent pieds de largeur du sud au nord, côté est, et est borné au sud par le terrain de Oliva Boily ou représentants, à l'est par le terrain d'Albert et Joseph Jean et des autres côtés par la rue Saint-Dominique.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquières, LUNDI, le TRENTE ET UNIEME jour de JANVIER prochain (1927), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 23 décembre, 1926. 5833—53-2
[Première publication, 31 décembre 1926]

on the official cadastre for the township of Jonquières, as forming part of lot number twenty six-A (Pt. 26-A), in range three of said township, the said land measuring one hundred and eighty five feet in depth from east to west, south side, and one hundred and seventy feet in depth from south west to north east, and about one hundred feet in width from south to north, east side, and is bounded on the south by the land of Oliva Boily or representatives, on the east by the land of Albert and Joseph Jean and on the other sides by Saint Dominique Street.

To be sold at the door of the church of Jonquières, on MONDAY, the THIRTY FIRST day of JANUARY next (1927), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Chicoutimi, December 23, 1926. 5834—53-2
[First publication, December 31, 1926]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: \ ALFRED - E. ORR,
No 409.) médecin, de la cité
et du district de Montréal, demandeur es-qualité;
contre JOSEPH ETHIER es-qualité & al, défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs, les immeubles suivant:

1. Un emplacement situé sur la rue Saint-Augustin, dans le village de Napierville, contenant un quart d'arpent en superficie, plus ou moins, avec maisons et autres bâtisses y érigées, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ce village, sous numéro moitié Est trois cent six ($\frac{1}{2}$ E. 306); borné en front par ladite rue, en profondeur par les emplacements de la rue Henri, du côté Ouest, par l'autre moitié du dit numéro, et du côté Est, par l'emplacement ci-après désigné.

2. Un emplacement situé au même lieu, contenant quatre-vingt-dix-sept perches en superficie, plus ou moins, avec une maison et autres bâtisses y érigées, connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels, sous les numéros trois cent sept et trois cent huit (307-308).

Les dits immeubles devant être vendus en bloc comme ne formant qu'une seule et même exploitation, en vertu d'une ordonnance de Monsieur J.-H. Lemay, magistrat de district, du district d'Iberville, en date du deuxième jour de décembre, mil neuf cent vingt-six.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, district d'Iberville, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain (1927), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 7 décembre 1926. 5503—50-2
[Première publication, 11 décembre 1926]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint John's, to wit: \ ALFRED E. ORR,
No. 409.) physician, of the
city and district of Montreal, plaintiff es-qualité;
against JOSEPH ETHIER es-qualité & al, defendants.

Seized as belonging to said defendants, the following immovables, to wit:

1. An emplacement situate on Saint Augustin Street, in the village of Napierville, containing one quarter of an arpent in area, more or less—with houses and other buildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference for the said village, under number east half three hundred and six (E. $\frac{1}{2}$ 306); bounded in front by the said street, on the depth by the emplacements of Henri Street, on the west side by the other half of the said number, and of the east side by the emplacement hereafter designated.

2. An emplacement situate in the same place, containing ninety-seven perches in area, more or less—with a house and other buildings thereon erected, known and designated on the said official plan and book of reference under numbers three hundred and seven and three hundred and eight (307-308).

The said immovables to be sold in block, as forming one single plot of land, in virtue of an order of Mr. J. H. Lemay, district magistrate for the district of Iberville, dated the second day of December nineteen hundred and twenty-six.

To be sold in block, at the door of the parochial church of the parish of Saint Cyprien, district of Iberville, on the TWELFTH day of JANUARY next (1927) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John's, December 7th, 1926. 5504—50-2
[First publication, December 11, 1926]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*Rivière-du-Loup, à savoir: } GILBERT LA-
No 10521 } VOIE, ren-

tér, de la paroisse de Saint-Clément, demandeur; contre CHARLES BELZILE, du même lieu, défendeur; à savoir:

Les lots de terre situés au huitième rang du canton Denonville, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le dit canton Denonville, sous les numéros dix-neuf A et dix-neuf B (Nos 19 A et 19 B)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Clément, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain (1927), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 6 décembre 1926.
[Première publication, 11 décembre, 1926]
5469—50-2

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Kamouraska.*Rivière du Loup, to wit: } GILBERT LA-
No. 10521 } VOIE, annuit-

ant, of the parish of Saint Clement, plaintiff; CHARLES BELZILE, of the same place, defendant; to wit:

Those lots of land situate in the eighth range of the township of Denonville, known and designated on the official cadastral plan and book of reference made for the said township of Denonville, under numbers nineteen A and nineteen B (Nos. 19A and 19B)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in block at the door of the church of the parish of Saint Clément, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, (1927), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. O. GIRARD,
Rivière du Loup, 6th. December, 1926. Sheriff.
[First publication, December 11, 1926]
5470—50-2

J. O. GIRARD,

Sheriff.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir: } THE ROYAL TRUST
No 7575. } COMPANY, corpo-

ration légalement constituée et ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, agissant en sa qualité de seule exécutrice testamentaire du testament de feu Charles Wilson, demanderesse; contre JOHN MACK, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Les lots de terre situés en la dite cité de Montréal, lesquels sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comme suit:

(a) Les lots de subdivision numéros trois cent, trois cent un, trois cent trois et trois cent quatre du lot numéro cinquante et un (Nos 51-300, 301, 303 et 304), contenant ensemble quatorze mille quatre cent trente-cinq pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins. Ces lots sont bornés en front par la rue Vanutelli.

(b) Les lots de subdivision numéros cent cinquante-six, cent cinquante-sept, deux cent quarante-neuf, deux cent cinquante, trois cent trente-six et trois cent trente-sept du lot numéro soixante-cinq (Nos 65-156, 157, 249, 250, 336 et 337). Ces lots sont bornés en front par les avenues Clanranald et McLynn et contiennent ensemble trente mille huit cents pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 28 décembre 1926. 5867—53-2
[Première publication, le 31 décembre 1926]

Le shérif,

OMER LAPIERRE.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit: } THE ROYAL TRUST
No. 7575. } COMPANY, a body

politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, acting in its quality of sole testamentary executor of the will of the late Charles Wilson, plaintiff; against JOHN MACK, of the city and district of Montreal, defendant.

The lots of land, in the said city of Montreal, which are known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as follows:

(a) Subdivision lots numbers three hundred, three hundred and one, three hundred and three and three hundred and four of lot number fifty-one Nos. 51-300, 301, 303 and 304), containing together fourteen thousand, four hundred and thirty-five square feet, English measure and more or less. These lots front on Vanutelli Street.

(b) Subdivision lots numbers one hundred and fifty-six, one hundred and fifty-seven, two hundred and forty-nine, two hundred and fifty, three hundred and thirty-six and three hundred and thirty-seven of lot number sixty-five (Nos. 65-156, 157, 249, 250, 336 and 337). These lots front on Clanranald and McLynn Avenues and contain together thirty thousand eight hundred square feet, English measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE,
Montreal, 28th December, 1926. 5868—53-2 Sheriff.
[First publication, December 31, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME BERNADETTE**
No 10578. } **GRAND'MAISON,**
épouse contractuellement séparée de biens de
Maurice Gosselin, chirurgien dentiste, et celui-ci
pour assister et autoriser sadite épouse, et **GEOR-**
GES KALTENBACK, électricien, tous trois
des cité et district de Montréal, demandeurs;
FORTUNAT IMBLEAU, district de Montréal,
défendeur; et **J.-T.-W. THUOT,** mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur:

a. Un lot de terre connu et désigné sous le
numéro cent quarante-quatre du lot originaire
numéro quatre-vingt-six (86-144), aux plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-
Laurent;

b. La moitié nord-ouest du lot de terre connu
et désigné sous le numéro cent quarante-cinq de
la subdivision du lot originaire numéro quatre-
vingt-six (86½-145), auxdits plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent;
ladite moitié de lot bornée comme suit: au nord-
est, par partie du lot No 86-101; au sud-ouest,
par une rue No 86-181; au nord-ouest par le lot
No 86-144 et au sud-est, par le résidu dudit lot,
No 86-145—avec bâtisse en bois et brique,
genre cottage; la dite bâtisse ayant front sur
l'avenue Jasmin et se trouvant à une distance de
deux cents pieds du coin du Boulevard Gouin, le
tout formant une seule et même exploitation.
Tous les biens immeubles saisis et ci-haut décrits
sont situés dans la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le CINQUIEME jour de FEVRIER
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Un dépôt de \$450.00 sera exigé de tout offrant
ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge
Coderre, daté le 15 décembre 1926.

Le shérif,

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE.**
Montréal, 28 décembre 1926. 5861—53-2
[Première publication, 31 décembre 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **FERNAND MAJOR,** de-
No 3774. } **mandeur ; vs JAS.**
BIRCHENOUGH, défendeur.

Une certaine propriété immobilière située en la
cité de Verdun, district de Montréal, et composée de:

1. Deux lots de terre connus et désignés sous
les numéros un et deux de la ré-subdivision du
lot numéro huit cent cinq, de la subdivision officielle
du lot numéro trois mille quatre cent cinq
(3405-805-1 et 2) des plan et livre de renvoi de
la paroisse de Montréal—avec les bâtisses sus-
érigées.

2. Trois lots de terre connus et désignés sous
les numéros un, deux et trois de la ré-subdivision
du lot numéro huit cent six et de la subdivision
officielle du lot numéro trois mille quatre cent
cinq (3405-806-1, 2 et 3) des plan et livre de ren-
voi de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses
sus-érigées.

3. Deux lots de terre connus et désignés sous
les numéros un et deux de la ré-subdivision officielle
du lot numéro huit cent sept du lot primitif
officiel numéro trois mille quatre cent cinq (3405-
807-1 et 2) des plan et livre de renvoi de la pa-
roisse de Montréal.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME BERNADETTE**
No. 10578. } **GRAND'MAISON,**
wife separated as to property by marriage con-
tract of Maurice Gosselin, surgeon dentist, and the
latter to assist and authorize his said wife, and
GEORGES KALTENBACK, electrician, all
three of the city and district of Montreal, Plain-
tiffs; **FORTUNAT IMBLEAU,** district of Mon-
treal, defendant; and **J. T. W. THUOT,** *mis-en-*
cause.

As belonging to the defendant:

a. A lot of land known and designated under
number one hundred and forty-four of the
original lot number eighty six (86-144), on the
official plan and book of reference for the parish
of Saint Laurent;

b. The northwest half of that lot of land known
and designated under number one hundred and
forty-five of the subdivision of original lot
number eighty six (86½-145), on the said official
plan and book of reference for the parish of
Saint Laurent; the said half lot bounded as
follows: on the northeast by part of lot No.
86-101; on the southwest by a street No. 86-181;
on the northwest by lot No. 86-144 and on the
southeast by the residue of said lot No 86-145—
with building in wood and brick, cottage style;
the said building fronting on Jasmin Avenue and
being at a distance of two hundred feet from the
corner of Gouin Boulevard, the whole forming
one simple exploitation. All the seized immov-
ables hereabove described are situate in the city
of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTH day of FEBRUARY next, at
TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$450.00 shall be exacted from each
and every bidder, pursuant to a judgment of the
Honourable Justice Coderre, dated the 15th of
December, 1926.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office. **Sheriff.**
Montreal, December 28th, 1926. 5862—53-2
[First publication, December 31st, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **FERNAND MAJOR,**
No. 3774. } **Plaintiff ; vs JAS.**
BIRCHENOUGH, defendant.

A certain immovable property situated in the
city of Verdun, district of Montreal, and compos-
ed of:

1. Two lots of land, known and designated
under the numbers one and two of the redivision
of the lot number eight hundred and five of the
official subdivision of lot number three thousand
four hundred and five (3405-805-1 and 2), on the
plans and in the book of reference of the parish
of Montreal—with the buildings thereon erected;

2. Three lots of land known and designated
under the numbers one, two and three of the redi-
vision of lot number eight hundred and six of the
official subdivision of lot number three thousand
four hundred and five (3405-806-1, 2 and 3), on
the plans and in the book of reference of the parish
of Montreal—with the buildings thereon erected;

3. Two lots of land known and designated
under the numbers one and two of the official
redidivision of lot number eight hundred and seven
of the official original lot number three thousand
four hundred and five (3405-807-1 and 2), on the
plans and in the book of reference of the parish
of Montreal.

Avec toutes les bâtisses sus-érigées, portant les numéros civiques 1147 à 1169 de l'Avenue Church, et 4034 à 4042 de la rue Lesage, à Verdun, avec ensemble tous les accessoires électriques appartenant aux dites bâtisses.

La moitié indivise de ce certain lot situé en la cité de Montréal, connue et désignée sous le numéro quatre cent vingt-cinq du lot primitif numéro sept (7-425) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, et mesurant 25 pieds de largeur sur 87 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle située en arrière, et avec les bâtisses sus-érigées portant le numéro civique 6269 de la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, sujette à une servitude de vue en faveur du propriétaire de la propriété adjacente connue comme étant la subdivision No 424 du dit lot No 7.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$2,925.00 quant à l'immeuble en premier lieu décrit, et de \$300.00 pour l'immeuble en second lieu décrit, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Bruneau, daté le 28^e décembre 1926.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 28 décembre 1926. 5863—53-2
[Première publication, le 31 décembre 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME AMANDA RO-
No 1962. } DIER, veuve de
Patrick O'Leary, de son vivant, médecin, deman-
deresse; vs PHILIAS BEAUCHAMP, défendeur.

Un lot de terre situé à Montréal, ayant front sur la rue autrefois de Razilly, maintenant rue Briand, dans le quartier Emard, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le numéro cinq cent soixante-quinze de la subdivision officielle du lot No trois mille neuf cent douze (3912-575), tel que le tout se trouve actuellement, sans exception ni réserve, et avec bâtisse y érigée à quatre logements et trois étages, et portant les numéros civiques 269, 271, 273 et 275 de la rue autrefois de Razilly, maintenant rue Briand.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$550.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 26 novembre 1926.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 28 décembre 1926. 5865—53-2
[Première publication, 31 décembre 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DEMOISELLE ANTOI-
No 1792. } NETTE BRUNEL-
LE, fille majeure et usant de ses droits, de Sainte-
Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, district
de Terrebonne, DAME BERTHE BRUNELLE,
des cité et district de Montréal, épouse séparée
quant aux biens de ANTOINE LAMOTHE,
avocat, du même lieu, et ce dernier partie aux

With all the buildings thereon erected, bearing the civic numbers 1147 to 1169 of Church Avenue, and 4034 to 4042 of Lesage Street, at Verdun, together with all the electric fixtures belonging to the said buildings.

The undivided half of that certain lot situate in the city of Montreal, known and designated under the number four hundred and twenty-five of the original lot number seven (7-425), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, and measuring 25 feet in width by 87 feet in depth, English measure and more or less—with the right of way in common with others in the lane situate at the rear, and with the buildings thereon erected, bearing civic No. 6269 of Saint Hubert Street, in the city of Montreal, subject to the servitude of view existing in favor of the owner of the adjoining property known as subdivision No. 424 of said lot No. 7.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRD day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$2,925.00 for the immovable firstly described, and of \$300.00 for the immovable secondly described, shall be exacted for each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 28th of December 1926.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 28th, 1926. 5864—53-2
[First publication, December 31, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME AMANDA RO-
No. 1962. } DIER, widow of
Patrick O'Leary, in his lifetime, physician,
plaintiff; vs PHILIAS BEAUCHAMP, defend-
ant.

A lot of land situate at Montreal, fronting on the street formerly de Razilly, now Briand Street, in Emard Ward, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, under number five hundred and seventy five of the official subdivision of lot number three thousand nine hundred and twelve (3912-575), as the whole actually subsists, without exception or reserve, and with the buildings thereon erected of four dwellings and three stories and bearing civic numbers 269, 271, 273 and 275 of the street formerly de Razilly, now Briand Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$550.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Bruneau, dated the 26th of November, 1926.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 28th, 1926. 5866—53-2
[First publication, December 31st, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MISS ANTOINETTE
No. 1792. } BRUNELLE, spinster
in the full exercise of her rights, of Sainte Agathe
des Monts, county of Terrebonne, district of
Terrebonne, DAME BERTHE BRUNELLE,
of the city and district of Montreal, wife separate
as to property of ANTOINE LAMOTHE, advoca-
te, of the same place, and the latter party herein

présentes pour y autoriser et autorisant sadite épouse, ARMAND BRUNELLE, gérant, de la cité d'Outremont, district de Montréal, DAME MARGUERITE BRUNELLE, de la cité d'Outremont, district de Montréal, épouse séparée quant aux biens de ALPHONSE-L. GUERTIN, médecin, du même lieu, et ce dernier partie aux présentes pour y autoriser et autorisant sadite épouse, demandeurs; vs DAME MATHILDA GIBOULEAU, des cité et district de Montréal, épouse de Pierre Gosselin, bourgeois, du même lieu, et ledit PIERRE GOSSELIN, partie aux présentes tant personnellement suivant les titres que pour y autoriser sadite épouse, et JOSEPH GIBOULEAU, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval, district de Montréal, et OSCAR DESAUTELS, notaire, de Saint-Hilaire, district de Saint-Hyacinthe, pratiquant sa profession dans les cité et district de Montréal, tous représentant la succession VIRGINIA GIBOULEAU, les trois premiers en leurs qualités d'héritiers bénéficiaires et le quatrième en sa qualité d'exécuteur-testamentaire, défendeurs; et C.-A. GUERTIN, avocat, de la cité d'Outremont, district de Montréal, ayant son bureau et pratiquant sa profession dans la cité de Montréal, dit district, avocat, distrayant.

Comme appartenant aux défendeurs, en leur qualité ci-haut décrits :

Un immeuble situé dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Boulevard St-Laurent, connu et désigné comme étant le lot numéro sept cent quatre-vingt-huit (788), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,220.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté le 10 décembre 1926.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 28 décembre 1926. 5869—53-2
[Première publication, 31 décembre 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME VIRGINIE VAL-
No 752. } LEE, épouse dûment séparée de biens par contrat de mariage de Léon Leduc, et le dit Léon Leduc pour autoriser et assister sa dite épouse, demanderesse; vs JOSEPH E.-LEMIRE, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Colonial, et connu aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, comme étant le numéro cent trente-quatre (134), contenant quarante pieds de large sur une profondeur de soixante et onze pieds, mesure anglaise, plus ou moins, et avec toutes les bâtisses érigées ou qui seront érigées sur le dit lot; les édifices sont connus comme étant les numéros 463 à 469 de la dite avenue Colonial.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 7 décembre 1926. 5501—50-2
[Première publication, 11 décembre, 1926]

to authorize and authorizing his said wife, ARMAND BRUNELLE, manager, of the city of Outremont, district of Montreal, DAME MARGUERITE BRUNELLE, of the city of Outremont, district of Montreal, wife separate as to property of ALPHONSE L. GUERTIN, physician, of the same place, and the latter party herein to authorize and authorizing his said wife, plaintiffs; vs DAME MATHILDA GIBOULEAU, of the city and district of Montreal, wife of PIERRE GOSSELIN, gentleman, of the same place, and the said Pierre Gosselin, party herein, both personally and according to titles to authorize his said wife, and JOSEPH GIBOULEAU, farmer, of the parish of Sainte Rose, county of Laval, district of Montreal, and OSCAR DESAUTELS, notary, of Saint Hilaire, district of Saint Hyacinthe, practising his profession in the city and district of Montreal, all representing the estate of Virginia Gibouleau, the three first in their quality of beneficiary heirs and the fourth in his quality of testamentary executor, defendants; and C. A. GUERTIN, advocate, of the city of Outremont, district of Montreal, having its office and practising his profession in the city of Montreal, said district, advocate distracting for costs.

As belonging to the defendants in their quality such as hereabove described:

An immoveable situate in the city of Montreal, fronting on Saint Lawrence Boulevard, known and designated as being lot number seven hundred and eighty eight (788), on the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, in the city of Montreal, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and the active and passive servitudes, apparent and unapparent attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,220.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 10th of December, 1926.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 28th, 1926. 5870—53-2
[First publication, December 31st, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME VIRGINIE VAL-
No. 752. } LEE, wife duly separate as to property by marriage contract of Léon Leduc, and the said Léon Leduc to authorize and assist his said wife, plaintiff; vs JOSEPH E. LEMIRE, defendant.

"An emplacement situated in the city of Montreal, fronting on Colonial Avenue and known on the plan and official book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, as number one hundred and thirty four (134), containing forty feet in width by seventy one feet in depth, English measure, more or less, and with all the buildings erected or which will be erected on the said lot; the buildings are known as numbers 463 to 469 of the said Colonial Avenue."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 7th, 1926. 5502—50-2
[First publication, December 11th, 1926]

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir:) **ELZEAR GIGUERE**, de No 791.) Sainte-Anne-de-Beaupré, charretier; contre **GAUDIOSE MARTINEAU**, de Saint-Féréol, cultivateur.

1. Le lot No 230 (deux cent trente) et la partie nord du lot No 229 (deux cent vingt-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Féréol, comté de Montmrency, étant une terre située en la concession Saint-Nicolas, mesurant trois arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur; bornée au nord à Emilien Dupont, au sud à Alfred Bilodeau, à l'est à Jean Pichette et à l'ouest à Alfred Lessard—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 76 (soixante-seize) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Féréol, comté de Montmrency, étant une terre située en la concession Saint-Nicolas, mesurant trois arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Féréol, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 28 décembre 1926. 5835—53-2
[Première publication, le 31 décembre 1926]
[Deuxième publication, le 15 janvier 1927]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir:) **NOE ROUX**, commerçant, de Victoriaville; contre **JOSEPH MASSE**, de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière.

Les subdivisions Nos 4, 5, 8 (quatre, cinq, huit) du lot No 333 (trois cent trente-trois) et le lot No 333 A (trois cent trente-trois A) du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Montmrency, étant des lots de terre situés en la paroisse de l'Ange-Gardien—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues en bloc.

Vente à la porte de l'église de l'Ange-Gardien, le CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 28 décembre 1926. 5837—53-2
[Première publication, le 31 décembre 1926]
[Deuxième publication, le 15 janvier 1927]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir:) **TERREAU & RACINE**, No 3350.) LIMITEE, corps politique et incorporé ayant son siège social en la cité de Québec; contre **J. ERNEST DESBIENS**, entrepreneur, et **THOMAS CRETE**, restaurateur, tous deux de la ville de La Tuque, conjointement et solidairement, à savoir:

Saisie comme appartenant à Thomas Crête, l'un des défendeurs: Partie nord des lots Nos 95 E (quatre-vingt-quinze E) et 95 F (quatre-vingt-quinze F) de la subdivision du lot No 26 (vingt-six) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant un emplacement situé en la ville de La Tuque, contenant 50 pieds de largeur sur la rue Saint-Louis ou Avenue E et 100 pieds de longueur sur la rue Scott ou rue I—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

FIFRI FACIAS.

Quebec, to wit:) **ELZEAR GIGUERE**, of No. 791.) Sainte Anne de Beaupré, carter; against **GAUDIOSE MARTINEAU**, of Saint Féréol, farmer.

1. Lot No. 230 (two hundred and thirty) and the north part of lot No. 229 (two hundred and twenty-nine), on the official cadastre for the parish of Saint Féréol, county of Montmrency, being a lot of land situate in the concession Saint Nicolas, measuring three arpents in front by twenty-five arpents in depth; bounded on the north by Emilien Dupont, on the south by Alfred Bilodeau, on the east by Jean Pichette and on the west by Alfred Lessard—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 76 (seventy six), on the official cadastre for the parish of Saint Féréol, county of Montmrency, being a lot of land situate in the concession Saint Nicolas, measuring three arpents in front by twenty-five arpents in depth—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Féréol, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 28th. December, 1926. 5836—53-2
[First publication, December 31, 1926]
[Second publication, January 15, 1927]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit:) **NOE ROUX**, trader, of Victoriaville; against **JOSEPH MASSE**, of Saint Apollinaire, county of Lotbinière.

Subdivisions Nos. 4, 5, 8 (four, five, eight) of lot No. 333 (three hundred and thirty three) and lot No 333 A (three hundred and thirty three A) of the official cadastre for the parish of l'Ange Gardien, county of Montmrency, being lots of land situate in the parish of l'Ange Gardien—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in block.

To be sold at the door of the church of l'Ange Gardien, the FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, December 28, 1926. 5838—53-2
[First publication, December 31, 1926]
[Second publication, January, 15, 1927]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit:) **TERREAU & RACINE**, No. 3350.) LIMITEE, a body politic and corporate, having its place of business in the city of Québec; against **J. ERNEST DESBIENS**, contractor, and **THOMAS CRETE**, restaurant-keeper, both of the town of La Tuque, jointly and severally, to wit:

Seized as belonging to Thomas Crête, one of the defendants: The north part of lots Nos. 95 E, (ninety five E) and 95 F (ninety five F) of the subdivision of lot No. 26 (twenty six), on the official cadastre for the first range of the town of Mailhot, county of Champlain, being an emplacement situate in the town of La Tuque, measuring 50 feet in width on Saint Louis Street or Avenue E and 100 feet in length on Scott Street or Street I—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la Tuque, comté de Champlain, le VINGT ET UNIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 15 décembre 1926. 5635—51-2
[Première publication, 18 décembre 1926]
[Seconde publication, 31 décembre 1926]

To be sold at the door of the parochial church of La Tuque, county of Champlain, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 15th December, 1926. 5636—51-2
[First publication, December 18th, 1926]
[Second publication, December 31st., 1926]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: J. -ARTHUR VOYER, in-
No 9336.) dustriel, de Sainte-Ma-
rie; contre J.-B.-T. MENARD, entrepreneur,
coin des rues Napoléon et Lafayette, Québec.

1. La subdivision No 69 (soixante-neuf) du lot No 2301 (deux mille trois cent un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, étant un emplacement situé coin nord-est des rues Napoléon et Lafayette, mesurant 35 pieds de front sur 83 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujette à une rente foncière annuelle de \$58.10 payable le 1er mai de chaque année aux Révérendes Dames Religieuses Ursulines de Québec.

2. La subdivision No 68 (soixante-huit) du lot No 2301 (deux mille trois cent un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, étant un emplacement situé coin sud-est des rues Napoléon et Lafayette—circonstances et dépendances. Sujette à une rente foncière annuelle de \$52.00 payable le 1er mai de chaque année aux Révérendes Dames Religieuses Ursulines de Québec.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT ET UNIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 15 décembre 1926. 5637—51-2
[Première publication, le 18 décembre 1926]
[Deuxième publication, le 31 décembre 1926]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: J. ARTHUR VOYER, man-
No. 9336.) ufacturer, of Sainte Ma-
rie; against J. B. T. MENARD, contractor, corner
of Napoléon and Lafayette Streets, Quebec.

1. Subdivision No. 69 (sixty-nine) of lot No. 2301 (two thousand, three hundred and one), on the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, being an emplacement situate at the north-east corner of Napoleon and Lafayette Streets, measuring 35 feet in front by 83 feet in depth, more or less, English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly ground-rent of \$58.10, payable on the 1st. of May of each year to the Reverend Ladies of the Ursulines of Quebec.

2. Subdivision No. 68 (sixty-eight) of lot No. 2301 (two thousand, three hundred and one), on the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, being an emplacement situate at the south-east corner of Napoleon and Lafayette Streets—circumstances and dependencies. Subject to a yearly ground-rent of \$52.00 payable on the 1st of May of each year to the Reverend Ladies of the Ursulines of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 15th. December, 1926. 5638—51-2
[First publication, December 18, 1926]
[Second publication, December 31, 1926]

RICHELIEU

Cour de Magistrat.

Province de Québec,)
District de Richelieu,) LOUIS COTÉ, fils de
Comté d'Yamaska,) Gédéon, cultivateur,
No 192.) de la paroisse de Saint-
Thomas-de-Pierreville,
dans le comté d'Yamaska, district de Richelieu,
demandeur; contre CONRAD GUEVIN, culti-
vateur, ci-devant de la dite paroisse de Saint-
Thomas-de-Pierreville, dits comté et district,
mais actuellement des cité et district des Trois-
Rivières, défendeur, à savoir:

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, en la concession de Saint-Louis, de quatre arpents de largeur, plus ou moins, sur la profondeur qu'elle peut avoir au chemin de front de la concession Saint-Louis à aller à un fossé de travers qui sépare la dite portion de terre du terrain de Charles Mercure: tenant devant vers le nord-est au chemin de front, derrière vers le sud-ouest à Charles Mercure, d'un côté vers le sud-est à Paul Comtois et de l'autre côté à Elie Gill—avec une grange dessus; étant la totalité du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville sous le numéro deux cent cinquante-

RICHELIEU

Magistrate's Court.

Province of Quebec,)
District of Richelieu,) LOUIS COTÉ, son of
County of Yamaska.) Gédéon, farmer, of
No. 192.) the parish of Saint
Thomas de Pierreville,
in the county of Yamaska, district of Richelieu,
plaintiff; against CONRAD GUEVIN, farmer,
heretofore of the said parish of Saint Thomas de
Pierreville, said county and district, but actually
of the city and district of Three Rivers, defendant,
to wit:

A parcel of land situate in the parish of Saint Thomas de Pierreville, in the Saint Louis concession, of four arpents in width, more or less, by the depth which there may be from the front road of the Saint Louis concession as far as a cross ditch separating the said parcel of land from the land of Charles Mercure; bounded in front, on the north-east, by the front road, in rear, towards the south-west by Charles Mercure, on one side, towards the south-east by Paul Comtois and on the other side by Elie Gill—with a barn thereon; being the whole of said lot of land described on the official plan and book of reference for the parish of Saint Thomas de Pierreville under num-

sept et une partie nord-est du lot numéro quatre cent trente du dit cadastre (Ptie 257 et ptie 430).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas-de-Pierreville, le DEUXIÈME jour du mois de FEVRIER prochain (1927), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 28 décembre 1926. 5859-53-2
[Première publication, le 31 décembre 1926]

ber two hundred and fifty-seven and a north-east part of lot number four hundred and thirty of the said cadastre (pt. 257 and pt. 430).

To be sold at the door of the parochial church of Saint Thomas de Pierreville, on the SECOND day of the month of FEBRUARY next (1927), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, 28th. December, 1926. 5860-53-2
[First publication, December 31, 1926]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec. } JOSEPH PARADIS,
District de Roberval. } père, de la paroisse de
No 4823. } Roberval, rentier; vs
JEAN VAILLANCOURT, de la paroisse de
Roberval, défendeur, à savoir:

1. Le lot de terre numéro huit du deuxième rang de la subdivision primitive du canton Roberval, maintenant connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (No 199), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Roberval, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2. Le lot de terre numéro sept du troisième rang de la subdivision primitive du canton Roberval, maintenant connu et désigné sous le numéro deux cent seize (No 216), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Roberval, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, au Palais de Justice, à Roberval, MARDI, le ONZIÈME jour de JANVIER prochain (1927), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 3 décembre 1926.
[Première publication, le 11 décembre 1926]
5459-50-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Quebec. } JOSEPH PARADIS,
District of Roberval, } senior, of the parish
No. 4823. } of Roberval, annuitant;
vs JEAN VAILLANCOURT, of the parish of
Roberval, defendant; to wit:

1. That lot of land number eight, in the second range of the primitive subdivision of the township of Roberval, now known and designated under number one hundred and ninety-nine (No. 199), on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Roberval, containing one hundred acres, more or less, in area—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. That lot of land number seven, in the third range of the primitive subdivision of the township of Roberval, now known and designated under number two hundred and sixteen (No. 216), on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Roberval, containing one hundred acres, more or less, in area—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at my office, in the Court House at Roberval, on TUESDAY, the ELEVENTH day of JANUARY next (1927), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, 3rd. December, 1926.
[First publication, December 11th, 1926]
5460-50-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } LA CORPORA-
No 591. } TION DE LA
CITE DES TROIS-RIVIERES, corps politique
et incorporé ayant son principal bureau d'affaires
en la cité des Trois-Rivières, demanderesse; vs
F.-C. BURNS, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:
Un lot de terre sis et situé en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Gingras, étant et portant le numéro onze cent vingt-trois-trente-quatre (1123-34) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la division d'enregistrement des Trois-Rivières.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le TRENTE-

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } THE CORPORATION
No. 591. } OF THE CITY OF
THREE RIVERS, a body politic and corporate
having its principal place of business in the city
of Three Rivers, plaintiff; vs F. C. BURNS,
defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
A lot of land lying and situate in the city of Three Rivers, on Gingras Street, being and bearing number eleven hundred and twenty three-thirty four (1123-34), on the official cadastral plan and book of reference for the Registration division of Three Rivers.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House of the city of Three Rivers, the THIRTY FIRST day

UNIEME jour de JANVIER prochain 1927, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. PHIL.-L. LASSONDE,
Trois-Rivières, 28 décembre 1926. 5871—53-2
[Première publication, 31 décembre 1926]

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE, Sheriff.
Three Rivers, December 28th, 1926. 5872—53-2
[First publication, December 31st, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DANS une cause
No 660. } dans laquelle:

"THE HOWE LUMBER COMPANY, LIMITED", corporation légalement constituée, ayant son bureau d'affaires en les cité et district des Trois-Rivières, était demanderesse; vs JOS. LAPOINTE, défendeur; & FORTUNAT FOURNIER ET AL, mis-en-cause, Ladite demanderesse, "The Howe Lumber Company, Limited", demanderesse; vs JOS. LAPOINTE, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, ayant front sur et au côté sud-est de la rue Wolfe, de trente pieds de largeur par environ quatre-vingts pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise, et désigné par le numéro cent quatre-vingt-quatorze sur le plan de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-deux (1122-194) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières—avec la maison en bois lambrissée en brique, dessus construite, circonstances et dépendances, et droit à l'usage de la ruelle en arrière et qui est désignée par le numéro cent soixante-huit sur le susdit plan de subdivision.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le TRENTE-UNIEME jour de JANVIER prochain, 1927, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. PHIL.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 28 décembre 1926. 5873—53-2
[Première publication, 31 décembre 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } IN a cause wherein
No. 660. } THE HOWE LUMBER COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Three Rivers, was Plaintiff; vs JOS. LAPOINTE, Defendant, & FORTUNAT FOURNIER ET AL, Mis-en-cause, The said plaintiff "The Howe Lumber Company, Limited", Plaintiff, vs JOS. LAPOINTE, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
An emplacement situate in the city of Three Rivers, fronting on and to the southeast side of Wolfe Street, of thirty feet in width by about eighty feet in depth, the whole English measure, and designated under number one hundred and ninety four, on the official subdivision of lot number eleven hundred and twenty two (1122-194) of the official cadastre of the city of Three Rivers—with a wooden house lined with brick, thereon erected, circumstances and dependencies, and the right to use the lane in rear and which is designated under number one hundred and sixty eight on the aforesaid subdivision plan.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, of the city of Three Rivers, the THIRTY FIRST day of JANUARY next, 1927, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE, Sheriff.
Three Rivers, December 28, 1926. 5874—53-2
[First publication, December 31, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } U.-WILBROD
No 613. } U. ROUSSEAU,
demandeur; vs ARTHUR-E. BEDARD, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un terrain situé en la cité du Cap-de-la-Madeleine, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent trente et un (No 131), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, de la contenance de trente-trois pieds de largeur par soixante-huit pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison dessus de vingt-sept pieds par trente-six pieds, et l'allonge y contiguë et attachée, de vingt-sept pieds par dix pieds, circonstances et dépendances, et comprenant tout le terrain enfermé dans les bornes suivantes: En front, au chemin public de la concession du fleuve Saint-Laurent; en profondeur, à une ligne tirée à la distance de quatre pieds anglais du pan extérieur sud de ladite allonge; d'un côté, vers le sud-ouest, au terrain de Dame Damase Duplessis et de l'autre côté, vers le nord-est, à une ligne tirée à la distance de quatre pieds anglais du pan extérieur nord-est de ladite maison.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers

Three Rivers, to wit: } U. WILBROD ROUSSEAU, plaintiff; vs ARTHUR E. BEDARD, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

A lot of land situate in the city of Cap de la Madeleine, forming part of that lot of land known and designated under number one hundred and thirty one (No. 131), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Cap de la Madeleine, measuring thirty three feet in width by sixty eight feet in depth, the whole English measure and more or less—with the house thereon of twenty seven feet by thirty six feet, and the extension adjoining and attached thereto, of twenty seven feet by ten feet, circumstances and dependencies, and including all the land comprised within the following boundaries: in front, by the public road of the concession of the Saint Lawrence river; in depth, by a line drawn at a distance of four feet, English measure, from the exterior south wall of the said extension, on one side, to the south-west, by the land of Dame Damase Duplessis and on the other side, to the north east, by a line drawn at a distance of four feet, English measure, from the exterior north-east wall of the said house.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie du Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, in the county

le comté de Champlain, le PREMIER jour de
FEVRIER prochain 1927, à DIX heures du
matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 28 décembre 1926.
[Première publication, 31 décembre 1926]
5875—53-2

of Champlain, on the FIRST day of FEBRU-
ARY next, 1927, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE,
Three Rivers, 28th December, 1926. Sheriff.
[First publication, December 31, 1926]
5876—53-2

Nominations

No 86—Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination du président des commissaires d'é-
coles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouver-
neur, par un arrêté en conseil en date du 23
décembre 1926, de nommer M. M.-C. Walsh,
président des commissaires d'écoles pour la munici-
palité de St-Anicet, No 2, dans le comté de
Huntingdon. 5857

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouver-
neur, de l'avis et du consentement du Conseil
exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, 3 décembre 1926.

MM. N. O. Rockwell, commerçant, et Georges
Béliveau, cordonnier, de Waterloo, commissaires
pour tenir la Cour des Commissaires pour la dé-
cision sommaire des petites causes du Canton de
Shefford, comté de Shefford, dans le district de
Bedford.

Québec, 13 décembre 1926.

M. Jules Maillard, de Ville-Marie, registra-
teur de la division d'enregistrement de Témis-
camingue.

Québec, 16 décembre 1926.

M. Oscar-Hector Gaudet, de la cité de Québec,
agent, juge de paix avec juridiction sur toute la
province de Québec, aux fins de recevoir le ser-
ment seulement, conformément aux disposi-
tions des S. R. Q. 1925, Ch. 145, section 358.

Québec, 17 décembre 1926.

MM. J.-A. Octave Bouret, médecin, de Cap-
Chat, Antonin Turcotte, médecin, de la Rivière-
au-Renard et Arthur Richard, médecin, de New-
port Centre, conjointement coroner pour le dis-
trict électoral de Gaspé, avec juridiction pour J.-
A.-Octave Bouret, sur cette partie du district
électoral de Gaspé qui comprend les fiefs et sei-
gneuries de Sainte-Anne-des-Monts, Mont-Louis,
La Madeleine, Grande-Vallée-des-Monts, et les
cantons du Cap-Chat, Turelle, Christie, Duches-
nay, Taschereau, Denoue et Clorydorme inclusi-
vement; pour M. Arthur Richard sur cette par-
tie du district électoral de Gaspé comprenant un
territoire borné au nord par la rivière Saint-Jean
et le prolongement (dans la direction ouest astro-
nomique) de la tête de la branche sud de la dite
rivière jusqu'à la limite nord-est du comté de
Bonaventure, vers le nord-est de la Baie de Gaspé,
vers l'est et le sud-est par le Golfe Saint-Laurent
et vers le sud-ouest par la dite limite nord-est
du comté de Bonaventure; pour M. Antonin
Turcotte, sur le reste du dit district électoral de
Gaspé.

Appointments

No. 86—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRU- TION.

Appointment of the president of the School Com-
missioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been
pleased, by an Order in Council dated the 23rd
of December, 1926, to appoint Mr. M. C. Walsh,
president of the School Commissioners for the
municipality of St. Anicet, No. 2, in the county
of Huntingdon. 5858

His Honour the Lieutenant-Governor has been
pleased, by and with the advice and consent of
the Executive Council, to make the following
appointments:

Québec, December 3, 1926.

N. O. Rockwell, trader and Georges Béliveau,
shoemaker, of Waterloo, to be commissioners to
hold the Commissioners' Court for the summary
decision of small causes of the township of Shef-
ford, county of Shefford, in the district of Bed-
ford.

Québec, December 13, 1926.

Jules Maillard, of Ville Marie, to be registrar
of the Registration Division of Temiscamingue.

Québec, December 16, 1926.

Oscar Hector Gaudet, of the city of Quebec,
agent, to be a justice of the peace with jurisdic-
tion over all the Province of Quebec, for the pur-
poses of administering the oath only, in accor-
dance with the provisions of the R. S. Q., 1925,
Ch. 145, section 358.

Québec, December 17, 1926.

J. A. Octave Bouret, physician, of Cap-Chat,
Antonin Turcotte, physician, of Rivière-au-Re-
nard and Arthur Richard, physician, of Newport
Centre, joint coroner for the electoral district of
Gaspé, with jurisdiction for J. A. Octave Bouret,
over the said part of the electoral district of
Gaspé which comprises the fiefs and seignories
of Sainte Anne des Monts, Mont-Louis, La
Madeleine, Grande Vallée des Monts, and the
townships of Cap Chat, Turelle, Christie, Du-
chesnay, Taschereau, Denoue and Clorydorme
inclusively; for Arthur Richard, over the said
part of the electoral district of Gaspé comprising
a territory bounded on the north by the river
Saint Jean and the extension (in the west astro-
nomical direction) from the head of the southern
branch of the said river to the northeast limit of
the county of Bonaventure, to the northeast of
Baie de Gaspé, on the east and southeast by the
Gulf of Saint Lawrence and on the southwest by
the said northeast limit of the county of Bona-
venture; for Antonin Turcotte, over the residue
of said electoral district of Gaspé.

Québec, 18 décembre 1926.

M. Alexandre Warren, de Pointe-au-Pic, juge de paix avec juridiction sur le district de Saguenay, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des S. R. Q., 1925, Ch. 145, section 358.

M. Reinhold Milke, des cantons de Mulgrave et Derry, cultivateur, juge de paix pour le district de Hull.

Québec, 21 décembre 1926.

M. Ls-Philippe Dufour, de la Malbaie, registraire de la première division d'enregistrement de Charlevoix.

M. Ls-Philippe Dufour, de la Malbaie, Prothonotaire de la Cour Supérieure, Greffier de la Cour de Circuit, Greffier de la Couronne et Greffier de la Paix du district de Saguenay.

5889

Quebec, 18th. December, 1926.

Alexandre Warren, of Pointe au Pic, to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Saguenay, for the purpose of administering the oath only, according to the provisions of the R. S. Q., 1925, Ch. 145, section 358.

Reinhold Milke, of the townships of Mulgrave and Derry, farmer, to be justice of the peace for the district of Hull.

Quebec, 21st December, 1926.

Ls-Philippe Dufour, of La Malbaie, to be registrar for the first registration division of Charlevoix.

Ls. Philippe Dufour, of La Malbaie, to be prothonotary of the Superior Court, clerk of the Circuit Court, clerk of the Crown and clerk of the Peace for the district of Saguenay.

5890

Lettres Patentes supplémentaires

"Hamel-Mackay-Fugère, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de décembre 1926, à la compagnie "Hamel-MacKay-Fugère, Limitée", dans les buts suivants:

Que les 200 actions actuellement autorisées et d'une valeur au pair de \$100.00 soient changées en 200 actions sans valeur au pair;

Que la conversion des actions se fera sur la base d'une action sans valeur au pair contre une action d'une valeur au pair de \$100.00;

Pour augmenter le capital de la compagnie en émettant 800 nouvelles actions sans valeur au pair;

Que le capital avec lequel la compagnie conduira ses opérations après l'émission des lettres-patentes supplémentaires sera de \$22,575.00;

Que le bureau de direction de la dite compagnie "Hamel-MacKay-Fugère, Limitée", pourra fixer par règlement, de temps à autre, le prix auquel seront vendues la balance de ces actions.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de décembre 1926.

5879 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"Hamel-Mackay-Fugère, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventh day of December, 1926, to the company "Hamel-MacKay-Fugère, Limitée", for the following purposes:

That the 200 shares actually authorized and of a par value of \$100.00 be changed into 200 shares without par value;

That such change of shares shall be made on the basis of one share without par value against one share of a par value of \$100.00;

To increase the capital stock of the company by issuing 800 new shares without par value;

That the capital-stock with which the company shall carry on its operations after the issue of the Supplementary Letters Patent will be \$22,575.00;

That the Board of Directors of the said company "Hamel-MacKay-Fugère, Limitée" may from time to time, by a by-law, determine the price at which the balance of said shares may be sold.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1926.

5880 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que Albert Aubertin, négociant, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi permettant à l'exécuteur testamentaire de la succession de feu Alexandre Aubertin, en son vivant, bourgeois, de la cité de Montréal, d'emprunter certaines sommes d'argent pour payer les dettes courantes de la succession et pour améliorer les biens d'icelle et pour autres fins.

Montréal, 28 décembre 1926.

5881-53-4 Le requérant,
ALBERT AUBERTIN.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Albert Aubertin, trader, of the city of Montreal, shall apply to the Legislature of Québec, at its next session, for the adoption of an act authorizing the testamentary executor of the estate of Alexandre Aubertin, in his lifetime, gentleman, of the city of Montreal, to borrow certain sums of money to pay the current debts of the estate and improve its properties and for other purposes.

Montreal, December 28th, 1926.

5882-53-4 ALBERT AUBERTIN,
Petitioner.

Avis est par les présentes donné que John Gallery, boulanger, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi le déclarant propriétaire des biens de la succession de Dame Mary O'Neil, de la cité de Montréal, veuve de Thomas Gallery, en son vivant, du même lieu, et pour autres fins.

Montréal, 28 décembre 1926.

Le requérant,
5883—53-4 JOHN GALLERY.

Notice is hereby given that John Gallery, baker, of the city of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act declaring him proprietor of the properties of the estate of Dame Mary O'Neil, of the city of Montreal, widow of Thomas Gallery, in his lifetime of the same place, and for other purposes.

Montreal, December 28th, 1926.

JOHN GALLERY,
5883—53-4 Petitioner

Avis divers

R. S. Q. 8 GEORGES V, CHAPITRE 69.

Avis est donné au public, conformément à l'Article 7299a des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909, que la Compagnie "St. Maurice River Boom & Driving Co., Ltd.", de la cité des Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, se propose de construire un pilier et d'agrandir ses estacades sur la rivière St-Maurice, à Grandes Piles, dans le comté de Champlain, au front du lot No 218 du second rang du Canton de Radnor, sur le côté est de la Rivière St-Maurice et du lot No 136 du premier rang du Canton de Radnor, sur le côté ouest de la rivière St-Maurice;

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un double de ces plans et devis a été déposé au Bureau d'Enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Champlain, à Ste-Geneviève-de-Batiscan;

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le 10ème jour de la date de la publication du dit avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Trois-Rivières, ce 29ème jour de décembre 1926.

Les procureurs de la St. Maurice River
Boom & Driving Co., Ltd.
5887 BUREAU, BIGUE & GOUIN.

Bureau-chef

Province de Québec, district de Montréal.
Avis est par le présent donné que la compagnie "Brunswick Securities Corporation", constituée en corporation par lettres patentes émises le vingt-sixième jour de juillet mil neuf cent vingt-six et ayant son bureau-chef à Montréal, a établi son bureau au numéro 152 rue Saint-Jacques, Montréal, et qu'à compter de la date de cet avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce vingt-neuvième jour du mois de décembre mil neuf cent vingt-six.

Le vice-président,
5885 J. L. McSWEENEY.

Soumissions

Des soumissions par écrit seront reçues au bureau de la Corporation du Village de Mont-Laurier pour la vente d'une émission de dében-

Miscellaneous Notices

R. S. Q. 8 GEORGES V, CHAPTER 69.

Public Notice is hereby given in accordance with Article 7299a of the Revised Statutes 1909, that the St. Maurice River Boom & Driving Co., Ltd., of the city of Three Rivers, intends to erect a pier and enlarge its booms on the St. Maurice River, at Grandes Piles, in the county of Champlain, in front of lot No. 218 of the second range of the Township of Radnor, on the east side of the St. Maurice River, and of lot No. 136 of the first range of the Township of Radnor, on the west side of the St. Maurice River;

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work and the lands which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of the county of Champlain, at Ste. Genevieve de Batiscan;

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the 10th. day following the date of the publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

Three Rivers, this 29th. day of December, 1926.

BUREAU, BIGUE & GOUIN,
Attorneys for The St. Maurice River
Boom & Driving Co., Ltd. 5888

Chief Office

Province of Quebec, district of Montreal.
Notice is hereby given that "Brunswick Securities Corporation", incorporated by letters patent issued on the twenty sixth day of July nineteen hundred and twenty six and having its head office at Montreal, has established its office at number 152, Saint James Street, Montreal, and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this twenty ninth day of December, nineteen hundred and twenty six.

5886 J. L. McSWEENEY,
Vice-President.

Tenders

Written tenders will be received at the office of the Corporation of the Village of Mont-Laurier for the sale of an issue of bonds, redeemable se-

tures remboursables en série de un à trente ans, pour un emprunt de soixante et cinq mille piastres (\$65,000.00), au taux de cinq pour cent l'an (5%), à compter du premier janvier mil neuf cent vingt-sept (1927), lesquelles soumissions seront reçues depuis ce jour jusqu'au vingt-deux janvier prochain (1927).

Donné à Mont-Laurier, le 28 décembre mil neuf cent vingt-six.

5877

Le secrétaire-trésorier,
JULES JARRY.

rially from one to thirty years for a loan of sixty-five thousand dollars (\$65,000.00), at the rate of five per cent per annum (5%), from the first of January nineteen hundred and twenty-seven (1927); the said tenders will be received from this day to the twenty-second of January next (1927).

Given at Mont-Laurier, the 28th. of December, nineteen hundred and twenty-six.

5878

JULES JARRY,
Secretary-Treasurer.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 53

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Brody vs Rothman.....	3873
" Dupré vs Mendelsohn.....	3872
" Gallay vs Gershovitch.....	3873
" Garant vs Dupuis.....	3872
" Perras vs Ferland.....	3873
" Thibodeau vs Léger.....	3872
" Vézina vs Vigneault.....	3873

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Poudrier vs Gélinas.....	3873
--------------------------	------

ANNONCEURS:—Avis aux..... 3837 |

AVIS DIVERS:—

Conditions du concours littéraire ou scientifique de 1926-27.....	3874
Portneuf Power Co., Ltd.....	3875
Saint Maurice River Boom & Driving Co., Ltd.....	3890

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privés.....	3839
-------------------	------

BUREAU-CHEF:—

Au Bon Marché, Ltée.....	3875
Brunswick Securities Corporation.....	3890
La Cie d'Auvents Miller, Ltée.....	3875

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Association des Comptables Publics Autorisés de Québec.....	3871
Bélangier, Adélarde.....	3864
Bell Telephone Co. of Canada.....	3861
Bernier, Emile <i>et al.</i>	3859
Canadian International Paper Co.....	3860
Canton de Tremblay et Jonquières.....	3863
Canton de Wentworth.....	3870
Cardinal, Victor <i>et al.</i>	3864
Cité de Lachine.....	3867
Cité de Québec.....	38 2
Commissaires d'écoles de Saint-Augustin	38.5
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.....	3864
Duchesnay A. <i>et al.</i>	3861
Héritiers Ludger Alain.....	3866
Hôtel-Dieu de Sherbrooke.....	3862
La Cie de Téléphone Nationale.....	3871
La Congrégation des Religieux du Très Saint Sacrement.....	3868
La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis.....	3868

Index of the Quebec Official Gazette, No. 53

ACTIONS FOR SEPRATION AS TO PROPERTY:—

Dame Brody vs Rothman.....	3873
" Dupré vs Mendelsohn.....	3872
" Gallay vs Gershovitch.....	3873
" Garant vs Dupuis.....	3872
" Perras vs Ferland.....	3873
" Thibodeau vs Léger.....	3872
" Vézina vs Vigneault.....	3873

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Poudrier vs Gélinas.....	3873
--------------------------	------

ADVERTISERS:—Notice to..... 3837 |

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Conditions of the Literary or Scientific competition of 1926-27.....	3874
Portneuf Power Co., Ltd.....	3875
Saint Maurice River Boom & Driving Co., Ltd.....	3890

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills.....	3839
--------------------	------

CHIEF-OFFICE:—

Au Bon Marché, Ltée.....	3875
Brunswick Securities Corporation.....	3890
The Miller Awning Co., Ltd.....	3875

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Association of Certified Public Accountants in Quebec.....	3871
Bélangier, Adélarde.....	3864
Bell Telephone Co. of Canada.....	3861
Bernier, Emile <i>et al.</i>	3859
Canadian International Paper Co.....	3860
Township of Tremblay and Jonquières.....	3863
Township of Wentworth.....	3870
Cardinal, Victor <i>et al.</i>	3864
City of Lachine.....	3867
City of Quebec.....	38 2
School Commissioners of Saint Augustin	3865
Catholic School Commission of Montreal	3864
Duchesnay A. <i>et al.</i>	3861
Heirs Ludger Alain.....	3866
Hôtel-Dieu de Sherbrooke.....	3862
La Cie de Téléphone Nationale.....	3871
La Congrégation des Religieux du Très Saint Sacrement.....	3868
La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis.....	3868

La Corporation du Val-Racine.....	3868	La Corporation du Val-Racine.....	3868
L'Asile du Bon-Pasteur de Québec.....	3868	L'Asile du Bon-Pasteur de Québec.....	3868
La Société des Comptables Agréés de la Province de Québec.....	3860	The Society of Chartered Accountants of the Province of Quebec.....	3860
La Traverse de Lévis, Ltée.....	3871	The Levis Ferry, Ltd.....	3871
Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis.	3869	Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis.	3869
L'Œuvre du Patronage de Saint-Hyacin- the.....	3865	L'Œuvre du Patronage de Saint-Hyacin- the.....	3865
Ouimet, S. <i>et al</i>	3866	Ouimet, S. <i>et al</i>	3866
Partie Est du canton de Hull.....	3861	East part of the township of Hull.....	3861
Partie Ouest du canton de Hull.....	3861	West part of the township of Hull.....	3861
P. Q. Lumber Company.....	3864	P. Q. Lumber Company.....	3864
Succession Alexandre Aubertin.....	3889	Estate Alexandre Aubertin.....	3889
Succession James Lamb.....	3863	Estate of James Lamb.....	3866
Succession John Pratt.....	3865	Estate of John Pratt.....	3865
Succession Joseph Gareau.....	3869	Estate of Joseph Gareau.....	3869
Succession Mary O'Neil.....	3890	Estate Mary O'Neil.....	3890
The Mount Royal Hotel Co., Ltd.....	3869	The Mount Royal Hotel Co., Ltd.....	3869
The Quebec Church Property Commis- sion.....	3859	The Quebec Church Property Commis- sion.....	3859
Ukrainian Jewish Congregation.....	3870	Ukrainian Jewish Congregation.....	3870
Ukrainian Greek-Orthodox Church of Canada.....	3861	Ukrainian Greek-Orthodox Church of Canada.....	3861
Ville Cadieux.....	3866	Town of Cadieux.....	3866
Ville de Hampstead <i>et al</i>	3862	Town of Hampstead <i>et al</i>	3862
Ville de Kénogami.....	3871	Town of Kenogami.....	3871
Ville de Mercier.....	3860	Town of Mercier.....	3860
Ville de Montréal-Est.....	3868	Town of Montreal East.....	3868
Ville de Québec-Ouest.....	3872	Town of Quebec West.....	3872
Village de Richelieu.....	3859	Village of Richelieu.....	3859
Ville de Rouyn.....	3867	Town of Rouyn.....	3867
Ville de Saint-Jérôme.....	3865	Town of Saint Jérôme.....	3865

EXAMENS DU BARREAU:—

Montréal: pratique du droit.....	3876
Montréal: étude du droit.....	3877
Ottawa: étude du droit.....	3877
Québec: pratique du droit.....	3876
Saint-François: étude du droit.....	3876

BAR EXAMINATIONS:—

Montreal: practice of the law.....	3876
Montreal: study of the law.....	3877
Ottawa: study of the law.....	3877
Quebec: practice of the law.....	3876
Saint Francis: study of the law.....	3876

LETTRES PATENTES:—

Carrier Co., Ltd.....	3839
Globe Detective Service, Ltd.....	3841
Graphic Arts Association, Inc.....	3842
Imprimerie Chalifour, Limitée.....	3845
J.-E. Tousignant, Limitée.....	3846
Manoir du Lac Maskinongé, Ltée.....	3847
Mount Stephen Club.....	3849
Northern Logging and Contracting, Ltd.	3849
P. Gauvreau, Limitée.....	3853
Premier Hat Co., Ltd.....	3853
Senecal & Quidoz, Limitée.....	3855
T. & B. Little Co., Ltd.....	3855

LETTERS PATENT:—

Carrier Co., Ltd.....	3839
Globe Detective Service, Ltd.....	3841
Graphic Arts Association, Inc.....	3842
Imprimerie Chalifour, Limitée.....	3845
J.-E. Tousignant, Limitée.....	3846
Manoir du Lac Maskinongé, Ltée.....	3847
Mount Stephen Club.....	3849
Northern Logging and Contracting, Ltd.	3849
P. Gauvreau, Limitée.....	3853
Premier Hat Co., Ltd.....	3853
Senecal & Quidoz, Limitée.....	3855
T. & B. Little Co., Ltd.....	3855

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Bessner's, Limited.....	3858
Hamel-MacKay-Fugère, Ltée.....	3889
Port Alfred Pulp & Paper Corp.....	3858
Saint Maurice Valley Corporation.....	3858

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Bessner's Limited.....	3858
Hamel-MacKay-Fugère, Ltée.....	3889
Port Alfred Pulp & Paper Corp.....	3858
Saint Maurice Valley Corporation.....	3858

NOMINATIONS:—

Diverses.....	3888
Président—Commissaires d'écoles.....	3888

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous.....	3888
Président—School Commissioners.....	3888

PROCLAMATION:—

Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires.....	3838
---	------

PROCLAMATION:—

Legislature convoked for dispatch of business.....	3838
---	------

SOUMISSIONS:—

Village de Mont-Laurier.....	3890
------------------------------	------

TENDERS:—

Village of Mont Laurier.....	3890
------------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:—

SALE BY LICITATION:—

Guidazio vs Berna..... 3877

Guidazio vs Berna..... 3877

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—

ARTHABASKA:—

Duff vs Caron..... 3878

Duff vs Caron..... 3878

CHICOUTIMI:—

CHICOUTIMI:—

Traders Finance Corp., Ltd. vs Déry
et vir..... 3878Traders Finance Corp., Ltd. vs Déry
et vir..... 3878

IBERVILLE:—

IBERVILLE:—

Orr vs Ethier *et al*..... 3879Orr vs Ethier *et al*..... 3879

KAMOURASKA:—

KAMOURASKA:—

Lavoie vs Belzile..... 3880

Lavoie vs Belzile..... 3880

MONTRÉAL:—

MONTREAL:—

Brunelle *et al* vs Gibouleau *et al*..... 3882Brunelle *et al* vs Gibouleau *et al*..... 3882Grand'Maison *et al* vs Imbleau..... 3881Grand'Maison *et al* vs Imbleau..... 3881

Major vs Birchenough..... 3881

Major vs Birchenough..... 3881

Rodier vs Beauchamp..... 3882

Rodier vs Beauchamp..... 3882

The Royal Trust Co. vs Mack..... 3880

The Royal Trust Co. vs Mack..... 3880

Vallée *et vir* vs Lemire..... 3883Vallée *et vir* vs Lemire..... 3883

QUÉBEC:—

QUEBEC:—

Giguère vs Martineau..... 3884

Giguère vs Martineau..... 3884

Roux vs Masse..... 3884

Roux vs Masse..... 3884

Terreau & Racine, Ltée vs Desbiens *et al*..... 3884Terreau & Racine, Ltée vs Desbiens *et al*..... 3884

Voyer vs Ménard..... 3885

Voyer vs Ménard..... 3885

RICHELIEU:—

RICHELIEU:—

Côté vs Guévin..... 3885

Côté vs Guevin..... 3885

ROBERVAL:—

ROBERVAL:—

Paradis vs Vaillancourt..... 3886

Paradis vs Vaillancourt..... 3886

TROIS-RIVIÈRES:—

THREE RIVERS:—

Cité des Trois-Rivières vs Burns..... 3886

City of Three Rivers vs Burns..... 3886

Rousseau vs Bédard..... 3887

Rousseau vs Bédard..... 3887

The Howe Lumber Co., Ltd. vs Lapointe..... 3887

The Howe Lumber Co., Ltd. vs Lapointe..... 3887

